

UNIVERSITE DE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE SCIENCES-POLITIQUES

LA SOCIAL-DEMOCRATIE
ET LA TURQUIE

Yusuf Kerem Arslan

Directeur de mémoire: Prof. Dr. Ahmet Insel

Mémoire pour l'obtention du DEA "Sciences-politiques"

Janvier 2008

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE (A). L'EVOLUTION DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Chapitre I. Les racines de la social-démocratie

Chapitre II. Les social-démocraties européennes

Section I. La social-démocratie anglaise

Section II. La social-démocratie allemande

Section III. La social-démocratie suédoise

Chapitre III. L'évolution et la mutation

Section I. La situation entre deux guerres

Section II. La mutation de la social-démocratie

DEUXIEME PARTIE. LA SOCIAL-DEMOCRATIE DE LA TURQUIE

Chapitre I. Les mouvements ouvriers et le syndicalisme avant 1960

Section I. Les mouvements ouvriers avant la république

Section II. La république et le rôle de l'état

Section III. L'expérience démocratique ?

Chapitre II. La renaissance des mouvements de gauche

Section I. La constitution de 1961 et la loi syndicale de 1963

Section II. Le mouvement de 'Yön-Devrim'

Section III. Türkiye İşçi Partisi (TİP)

Section IV. Le 'centre gauche et CHP d'Ecevit

Chapitre III. La peur inventée et la victoire du néo-libéralisme en Turquie

Section I. La situation politique

Section II. La situation du syndicalisme

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

Principales Abréviations.

AIT – Association Internationale des Travailleurs
AKP - Adalet ve Kalkınma Partisi
ANAP – Anavatan Partisi
AP – Adalet Partisi
ATC – Amele Teali Cemiyeti
CHF/CHP – Cumhuriyet Halk Partisi
CITUL – Confédération Internationale des Trades-Unions Libres
DİSK – Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu
DP – Demokrat Parti
DSP – Demokratik Sol Parti
FSD – Fédération Social-Démocrate
HP – Halkçı Parti
ILP – Independent Labour Party
IS – Internationale Socialiste
LO - Landsorganisations
LRC – Labour Representant Comitee
MBK – Milli Birlik Komitesi
MC – Milliyetçi Cephe
MDD – Milli Demokratik Devrim
MGK – Milli Güvenlik Konseyi
MHP – Milliyetçi Hareket Partisi
MSP – Milli Selamet Partisi
OIT – Organisation Internationale de Travail
SAP – Socialdemokratiska Arbetarpartiet
SHP – Sosyal Demokrat Halkçı Parti
SODEP – Sosyal Demokrat Parti
SPD – Sozialdemokratische Partei Deutschlands
SSU – Sveriges Socialdemokratiska Ungdonsförbundet
TİÇSF – Türkiye İşçi ve Çiftçi Sosyalist Fırkası
TİD – Türkiye İşçi Derneği
TİP – Türkiye İşçi Partisi
TKP – Türkiye Komünist Partisi
TUAB – Türkiye Umum Amele Birliği
TUC – Trade-Union congres
USPD – SPD indépendant

INTRODUCTION.

Nous sommes au XXIème siècle, mais des misères incroyables s'épanouissent aux coeurs des sociétés contemporaines comme une honte grandissante de l'humanité. Malheureusement l'humanité n'a pas encore terminé son évolution sociale. L'écart entre les classes sociales se multiplie. Cette croissante aggravation est devenue une maladie chronique. Alors, à qui incombe ou à quoi correspond la responsabilité? L'histoire montre que les racines remontent à deux siècles. De nos jours où on vit l'aire de la victoire irréfutable du capitalisme; le machinisme de la production de toutes espèces oriente l'homo-sapien à tout consommer. La vertu et la logique ont été substituées par le capital et le marché. Même les classes sociales sont séparées par leurs capacités économiques. La pauvreté n'a jamais été une misère si sérieuse. Les ressources du monde et l'esprit de l'humanité s'épuisent et on approche, sans précédent, de la condition de "*Consummatum est...*"[∞] Alors, à quoi ont servi les anciens débats, la rationalité et l'éthique, les raisonnements et les discussions idéologiques? Il est vrai que Fukuyama a déjà déclaré '*la fin des idéologies*', mais est-ce justement le besoin de l'individu? Peut-être, faudra-il rappeler les valeurs anciennes, quand tous luttaient pour tous...

La social-démocratie est une conception si profonde, et pourtant si ambiguë que son sens englobe plusieurs versions d'une même idéologie politique. D'abord c'est un mouvement politique, culturel et économique appliqué par les pays industrialisés ou en voie d'industrialisation de l'Occident. La social-démocratie se montrait comme l'une des puissances motrices de l'Europe au cours de son évolution politique. La social-démocratie ou le socialisme démocratique sont des notions synonymes qui veulent expliquer une même destination précise. Malgré ses racines marxistes et ouvrières, la social-démocratie créait sa propre identité par la mentalité de révisionnisme à l'idéologie marxiste, et par les critiques pour l'application de la pratique de l'expérience ouvrière. Il est évident que sans le support de la classe ouvrière la social-démocratie ne pourra pas survivre. La social-démocratie est un compromis conditionnel entre le

[∞] Dernières paroles de Jésus-Christ sur la croix, d'après la traduction latine de l'Évangile dans la Vulgate (Saint Jean, XIX, 30). Se rappelle à propos d'un désastre, d'une grande douleur. – Claude et Paul Augé, Nouveau Petit Larousse, Librairie Larousse, 1956, p. 1126.

mouvement ouvrier et la bourgeoisie, pour l'amélioration des conditions sociales et la redistribution des richesses propres aux sociétés.

Il est évident que l'histoire montrait les premiers impacts de la révolution industrielle dès le début du XIX^{ème} siècle. Le contrecoup à ses effets n'a pas trop tardé. Une critique économique, une protestation politique et morale sans précédent se sont exprimées. Ces réactions s'unissaient sous forme d'une idée, le socialisme. Le mot s'utilisait d'abord pour s'opposer à l'individualisme¹, mais un peu plus tard il est devenu un refus à l'injustice sociale, aux inégalités politiques et économiques. Le système capitaliste avec ses propres malfonctionnements était critiqué par le socialisme qui se transformait en une idéologie puissante et durable. Le pouvoir oligarchique où les riches assujettissaient les pauvres, devenait la cible des premiers socialistes apolitiques comme Saint-Simon et Fourier. Les penseurs qui voulaient socialiser l'économie en instaurant la justice sociale, défendaient aussi la renonciation à la propriété individuelle. Mais ce n'était pas si facile de renverser le pouvoir politique sous la dominance capitaliste. Par cela, il faut aussi citer le précurseur de la politique sociale, Sismondi. Avec l'influence des idées étiques et morales de Sismondi, les socialistes trouvaient leur route de lutte et comprenaient les besoins de la politique pour arriver aux conditions nécessaires prévues.

L'évolution du socialisme changea sa trajectoire à la seconde moitié du XIX^{ème} par la conception scientifique de Marx et Engels. Le déterminisme et le matérialisme historiques de ces deux idéologues influençaient et même dominaient le socialisme progressif en Europe. L'importance de la classe ouvrière dans la société se réinventait, et bousculait le syndicalisme à marcher côte à côte avec le socialisme. Par conséquent le débat pour la voie de conquête politique brillait aux seins des socialistes. Pour Marx, le pouvoir politique devrait être conquis par une révolution violente du prolétariat. Mais il y avait aussi des intellectuels européens qui pensaient conquérir le pouvoir par un long chemin, par les moyens démocratiques et parlementaires. Ni la fondation de la I^{ère} Internationale en 1864, ni la création du Parti Social-démocrate Allemand SPD au Congrès de Gotha en 1875 ne pourraient résoudre les discussions. Dès la fin du XIX^{ème} les sociaux-démocrates européens commençaient à pénétrer dans les parlements européens mais

¹ Pierre Leroux condamnait l'individualisme et le socialisme comme opposant. – Jaen Touchard, Histoire des idées politiques, Tome 2, PUF, 2005, p.550. – Noelline Castagnez-Riggiu, Histoire des idées socialistes, La Découverte, 1997, p.4.

le débat continuait. Avec la Première Guerre Mondiale qui renforçait les liens avec le régime parlementaire et démocratique, et la Révolution d'Octobre en 1917, la séparation entre les deux sections d'une même idéologie se renforçait.

Cette séparation des socialistes en communistes et sociaux-démocrates se consolidait par la création de la III^{ème} Internationale Communiste en 1919 d'une part, et la création de l'Internationale Socialiste en 1923 d'autre part. De toute façon la social-démocratie se trouvait à la droite du communisme, et avec l'acceptation totale du régime parlementaire elle devenait un élément nécessaire du monde capitaliste. La période entre les deux guerres témoignait d'une mutation de la social-démocratie en rivalité avec le communisme. Le nouveau but principal de la social-démocratie était d'inclure toutes les couches de la société, et cette perspective n'a pu jamais se réaliser entièrement. Après la Seconde Guerre Mondiale, la vision Atlantique commençait à dominer la social-démocratie européenne. Par le refus total du marxisme à *Bad-Godesberg* en 1959, le ralentissement de l'influence du système soviétique était visé. Le capitalisme influençait les peuples en utilisant l'idéologie sociale-démocrate et les enfermait dans son système. Les stratégies du comportement social-démocrate orientaient la politique capitaliste d'après guerre : de la porte-parole des classes ouvrières à la société social-démocrate.

Dans une première partie, nous donnerons une rapide aperçu des infrastructures politiques et sociales des sociaux-démocraties européennes. On cherchera les raisons des relations existant entre les partis et les syndicats et le développement de leurs politiques. Nous examinerons aussi le passage des sociaux-démocraties à la social-démocratie en Europe, et les effets de cette transformation. Dans la seconde partie, on examinera le cas de la Turquie et sa 'social-démocratie'. En étudiant les divers partis en Turquie, on essayera de trouver quelques réponses aux insuffisances de sa culture politique et aux défauts de ses relations internationales. Nous proposerons ensuite des éclairages pour comprendre pourquoi les identités politiques des partis qui ne deviennent pas en général des pôles d'attractions. On examinera les raisons du pouvoir des conservateurs depuis plus d'un demi-siècle et on verra que le manque de la puissance des syndicats turcs résulte de l'insuffisance des droits syndicaux. Ce qui permet aussi d'éclairer en partie les raisons de l'effondrement de la gauche turque.

PREMIERE PARTIE (A).

L'évolution de la social-démocratie.

A - CHAPITRE I. Les racines de la social-démocratie.

Pour qu'on puisse examiner l'évolution de la social-démocratie, on devrait d'abord comprendre l'apparition de la politique sociale qui se transformera par la suite en une idéologie que les sociétés européennes adopteraient au cours de leurs développements. L'évolution des sociétés agricoles en sociétés industrielles au XIXème siècle et puis en sociétés de technologie au XXème se développe parallèlement avec des idéologies majeures des temps modernes. Mais ces temps modernes apportent aussi aux sociétés des nouvelles misères. La pauvreté qui apparaît par un phénomène naturel dans les sociétés préindustrielles, devient une catastrophe urbaine fabriquée par l'homme lui-même avec la révolution industrielle.

La démocratie fait de l'homme le centre de la vie sociale; et elle est fondée sur l'égalité des droits de tous les citoyens, sur la possibilité pour chacun de participer à la direction des affaires tant dans l'Etat que dans la vie économique. L'application des méthodes démocratiques et le libre échange des idées entre tous les peuples constitueront le fondement d'une coexistence pacifique entre les hommes. Le socialisme doit la défendre sans cesse et la conquérir à nouveau pour pouvoir se dénommer démocratique. Les fondements de la communauté humaine devront se baser sur la justice sociale et la solidarité, et personne ne devrait posséder des privilèges, ni un pouvoir économique lui permettant d'opprimer ou d'exploiter les autres. Un système économique fondé sur la domination du capital ne peut pas assurer à l'ensemble du peuple une évolution matérielle et spirituelle durable. Le socialisme lutte pour créer une société qui libère l'homme de l'exploitation économique, et il doit assurer à chacun une existence digne avec des moyens d'existence suffisants pour garder les valeurs culturelles.

Malgré ce début du XXIème siècle qui témoigne du socialisme se vidant de son contenu avec les progrès que les sociétés et l'individu même ont causé, la pensée socialiste est encore l'une des philosophies politiques dominantes du monde contemporain. La politique sociale est certainement victime des déceptions mais elle est toujours en voie de chercher des réponses aux questions sociales.

Le but de la politique sociale est d'associer l'économie basée sur la production de la richesse et la politique qui devrait conserver le pouvoir de l'Etat. Les facteurs économiques et politiques développés dès le début du XIXème siècle avec l'industrialisation, l'esprit des droits politiques et sociaux par l'évolution de la démocratie en Europe, font apparaître les racines de la politique sociale. Aux temps luisant du libéralisme, l'industrialisation déracinait les populations rurales et en même temps formait dans les villes un prolétariat qui marquait une misère d'inégalité croissante des conditions de vie. De là, le vieux rôle de '*gardien de l'ordre*' de l'Etat, qui maintenait un statu quo où la liberté favorisait le riche en opprimant le pauvre, créait une situation bien dramatique que la nécessité d'une nouvelle ordre sociale qui offrait une solution aux misères insolubles de la prolétarisation, apparaît absolue. Par conséquent, les penseurs comme St. Simon, Fourier, Owen, Godwin, Babeuf ou Sismondi, dans leurs oeuvres montraient leur opposition aux libéraux et influençaient l'évolution d'une politique sociale visant l'intervention de l'Etat en faveur du prolétariat et précisaient les acteurs comme l'Etat et les syndicats, et les domaines comme l'emploi, la sécurité sociale, les revenus et l'éducation, de la politique sociale. Ensuite on pourrait parler de la conscience de la société sur la justice sociale. Il est évident que l'histoire a déjà témoigné des oeuvres sur la justice dès Platon, mais l'idée des droits sociaux pour la justice sociale nécessitait son existence avec le développement du socialisme, et trouvait sa présence réelle. Sur des croyances fondamentales, qu'une sorte d'amalgame était formée par des penseurs différents au cours de la première moitié du XIXème siècle.

A l'opposition du libéralisme couronnant, les penseurs socialistes entraînaient une politique sociale où l'Etat moderne fonctionnait pour améliorer les conditions de la nouvelle classe prolétaire. Dès les années 1800, la réponse était de convenir l'économie libérale avec la politique sociale. Les premiers réformistes comme Sismondi (1773-1842) essayait d'intégrer la

vision politique par le libéralisme. Ecrivant *"en cherchant ce qui devrait être, on s'est trop longtemps éloigné de ce qui est; ce fut jadis le sort de toutes les sciences, et c'est aujourd'hui celui de la science du gouvernement"*², Sismondi voulait mentionner les taches évidentes de l'Etat contre les misères de la société. Il précisait que les détails rapprochaient la théorie et la pratique dans une science d'économie politique où l'homme était la matière principale de l'étude. En d'autre terme le plus important pour lui, c'était l'éthique en politique et d'introduire cette dimension dans l'économie. Il montrait dans *'Les Nouveaux Principes'* (1819) que sans la dimension éthique, les relations économiques auraient des résultats catastrophiques avec la concurrence libérée, *"la production augmente tandis que les jouissances diminuent"*³, et l'Etat se trouvait finalement à l'extérieur de la vie économique. Il installait ces idées sur la vie économique à dimension politique, basée sur les valeurs éthiques où la société travaillait pour le bonheur de tous. En construisant sa pensée, Sismondi reposait sur l'idée des libertés politique, civile et sociale, pour créer deux modes de justices; justice politique avec le socialisme et justice civile avec le libéralisme.⁴ Selon lui, le pouvoir de la société devenait inefficace en face de l'injustice économique. Finalement il formulait une logique sociale influencée par les courants politiques du XIXe, qui domine encore notre temps dans l'économie sociale contemporaine.

Un autre point de vue exprimé par Robert Owen (1771-1858) qui était un grand patron et un homme d'action anglais, approchait les problèmes pédagogiquement, et pensait l'homme comme un produit manufacturé.⁵ Son rêve, d'une profonde réforme de la société, produisait l'owenisme avec des traits significatifs. Au fond c'était une doctrine bourgeoise qui mélangeait l'utilitarisme, la coopération et le paternalisme. Owen souhaitait améliorer les conditions de travail des ouvriers et des enfants, par l'augmentation des salaires et la diminution de la durée du travail. Il voulait décomposer l'industrie dans l'agriculture en créant des villages prototypes dont la propriété privée serait écartée. D'autre part Owen, avec son socialisme basé sur l'échange, créait une banque où le travail était mesuré par sa valeur d'échange. De toute façon les idées d'Owen inspiraient ses disciples par ses idéaux de réformer la société sans la prise du pouvoir et sans l'action politique. Mais au contraire, la Charte du Peuple acceptée en 1838 possédant des

² Patrick de Laubier, "La politique sociale dans les sociétés industrielles", *Economica*, 1984, p.26.

³ De Laubier, p.29.

⁴ De Laubier, p. 31.

⁵ Touchard, p. 553.

revendications politiques, influençait un mouvement populaire. Le chartisme renforçait par la fondation de '*Working Men's Association*' en 1836, et puis lançait l'expression de la grève générale. Les chartistes choisissaient la démocratie pour arriver au socialisme et pensaient conquérir les droits politiques pour garantir le partage des richesses. En tout cas, le chartisme était un mouvement ouvrier à idéologie de classe et une révolte contre le machinisme et les misères.

Un autre penseur important au début du XIXème était l'ancêtre des sciences sociales, Claude Henri de Rouvroy (1760-1825), comte de Saint-Simon. Il croyait aux sciences, au progrès continu et à la positivité. Selon Saint-Simon, l'évolution industrielle et le respect de la production étaient nécessaires pour la réforme de la société. Dans sa fameuse '*Parabole des abeilles et des frelons*' en 1819, il classait chacun selon sa capacité⁶. Saint-Simon mettait en question les principes du libéralisme politique. Pour lui, l'organisation de l'économie servirait plus à la société que les établissements politiques. Il nommait les '*industriels*', les producteurs de toute sorte, donc hétérogène, et voulait changer la logique de la propriété. La réforme parviendrait par la collaboration des classes. D'autre part Saint-Simon était aussi le précurseur de l'idée de la fédération européenne et de son parlement. Selon lui, la réforme devrait être globale et le progrès était une religion. La paix pourrait être assurée par le développement de l'industrie et l'économie devrait posséder la supériorité sur le politique. En tout cas, Saint-Simon était un grand inspirateur pour les intellectuels du XIXème.

D'autre part, Fourier (1772-1837) considérait les problèmes de l'infection urbaine et de la rivalité économique acharnée comme autant de symptôme d'une douleur sociale plus profonde. Il commençait à envisager la communauté modèle comme une expérience d'organisation urbaine et de réforme économique. Il condamnait les dérèglements de l'incohérence industrielle par la dérision de la civilisation. Il voulait mettre en place une méthode générale d'organisation sociale qui permettrait d'exprimer les affections humaines. Pour lui, le droit de propriété et la liberté de commerce aboutissaient à l'exploitation des petits par des grands propriétaires et commerçants. Fourier voulait faciliter la circulation des biens pour le bien-être des consommateurs. Pour

⁶ Extrait de la parabole de Saint-Simon dans Noelline Castagnez-Riggiu, "Histoire des idées socialistes", La Découverte, 1997, p.12.

Fourier, les manufactures progressaient en raison de l'appauvrissement de l'ouvrier.⁷ Il voyait le commerce et les marchands comme des parasites du capitalisme. Selon lui, l'industrialisme était *'la manie de produire confusément, sans aucune méthode de rétribution proportionnelle'*.⁸ Pour Fourier, chacun était un élément de l'ensemble harmonique, et il contestait d'immoler l'individu à la communauté. Fourier refusait toute violence et se rattachait à la vertu humaine et l'autodiscipline. Comme l'un des ancêtres du mouvement coopératif, il imaginait l'Etat comme une fusion d'associations autonomes. D'autre part il était le premier à penser à la liberté et au développement des femmes dans la société. Il donnait naissance à l'Ecole Sociétaire, un mouvement autour de sa pensée et des principes de commerce équitable, de lutte contre l'exclusion et de développement durable.

Il faut rappeler que tout progrès économique est le fruit du travail humain. Le but de la politique économique est d'assurer et de développer le bien-être de tous. Les préoccupations majeures de la politique sociale sont l'homme, ses besoins, ses droits et sa dignité. Et la démocratie sociale désirera assurer aux principes de l'humanité la supériorité sur la technique et le profit.

Si l'on considère le socialisme démocratique comme une évolution de démocratisation de la politique sociale contre l'exploitation de l'homme par l'homme, alors on peut facilement imaginer que l'économie sociale hiérarchisée où chacun était classé selon sa capacité et imposée d'en haut, constituait la racine du socialisme prémarxiste. De même, on peut aussi comprendre qu'au contraire de Proudhon montrant la solution du problème sociale par l'action syndicale qui opposait l'Etat et se méfiait de la société économique incapable de parvenir à l'équilibre des puissances collectives⁹, comment les chartistes acquerraient la réussite des droits politiques et du parlement par le suffrage universel pour parvenir à la maîtrise de la production par la classe ouvrière. D'une part, on savait que la transformation du régime sociale devrait apparaître d'en bas et pas d'en haut, et même la volonté démocratique de la société partirait au sein de l'Etat socialiste. La démocratie et le socialisme coïncidaient dans l'esprit de la transformation de l'Etat par la législation sociale, le suffrage universel, la pratique des institutions parlementaires et des

⁷ Touchard, p.563.

⁸ Castagnez-Riggiu, p.17.

⁹ Castagnez-Riggiu, p. 22-35.

pouvoirs publics. D'autre part les socialistes comme Marx et Engels ne croyaient pas qu'un Etat de classe contrôlé par la bourgeoisie pourrait répondre aux questions prolétaires et celui-ci devrait être renversé par une prise de pouvoir violente par la classe ouvrière.

C'était dans la première partie du XIX^{ème} siècle que révélèrent les premiers courants socialistes en Europe. Les premiers théoriciens socialistes comme Saint Simon, Fourier, Owen, exprimaient une grande fiction; dite "*socialismes utopiques*". Les idées socialistes étaient alors et surtout des jugements moraux dont l'influence dans les espaces populaires restait marginale. L'industrialisation apportait la lutte contre les nouvelles conditions de travail de la société. Marx (1818-1883) et Engels (1820-1895) proposèrent de briser avec le "*socialisme utopique*" et d'accéder au "*socialisme scientifique*" qui devrait permettre, selon eux, de libérer le besoin du socialisme et des lois nécessaires à son développement contre le capitalisme.

En rédigeant le "*Manifeste Communiste*" en 1848, la période de Marx révolutionnaire remplaçait Marx philosophe. Mais ses travaux économiques avaient déjà montré la réflexion philosophique de Marx avec la '*Misère de la philosophie*', réponse à la '*Philosophie de la misère*' de Proudhon, en 1847. Même aux années 40, il repoussait l'idée de l'Etat comme constituteur social, et renforçait l'idée de la seule manière révolutionnaire sociale et politique comme l'œuvre du prolétariat. Il voulait supprimer sa philosophie en transformant réellement le monde. Après 1850, l'œuvre principale '*le Capital*' et la vie de Marx et d'Engels absorbaient toutes les théories et les pratiques du mouvement révolutionnaire prolétaire. Après la rupture contre le socialisme nationaliste et étatiste des lassaliens au début des années 60, Marx contribuait à la fondation de la *Ière Internationale* (Association Internationale des Travailleurs - AIT).

La revendication par le prolétariat de la conquête du pouvoir politique est précisée pour la première fois à la *Ière Internationale*. Le précurseur Marx essayait de faire comprendre aux classes ouvrières qu'avec une action de masse dans le cadre des partis socialistes, elles pourraient conquérir le pouvoir par une révolution prolétaire. Mais pour cela il fallait d'abord que toutes les classes ouvrières de l'Europe doivent se réunir afin de composer leurs forces totales et poursuivre

une et une même idéologie qui les guidera vers leur but pour un monde meilleur. Il fallait la solidarité entre les partis et les syndicats.

Il y avait trois organisations précurseurs de l'Internationale qui sont la *Ligue des Justes* fondée en 1826 à Paris, la *Société des Démocrates Fraternelles* fondée en 1845 et l'*Association Internationale* en 1856 à Londres.¹⁰ Malgré qu'aucune de ces organisations ne pourrait posséder un avenir, leurs politiques et tendances ont dirigé les fondations ouvrières jusqu'à la Ière Internationale. Il faut d'abord rappeler que les éléments essentiels de la Ière Internationale étaient les classes ouvrières française et anglaise. En 1864 le *Meeting de Saint-Martins Hall* s'est réalisé à Londres avec les trade-unionistes anglais, les émigrés politiques polonais, hongrois, italiens, allemands comme Marx et Eccarius, des proudhoniens français comme Tolain.¹¹ L'idée générale de cette association était de réunir les travailleurs pour créer une opposition et une solidarité. L'Association deviendrait un lieu de communication et se réunirait tous les ans dans un congrès composé des délégués qui possédait un conseil général. De cette nouvelle association fleurissait l'idée de créer un parti distinct prolétaire qui n'aurait rien à faire avec la politique électorale, mais au contraire qui essaierait de soutenir les revendications légales pour les travailleurs de tous les pays.

Puis aux années 70, Marx et surtout Engels luttaient pour répondre à l'idéologie révisionniste au sein du Parti Social-démocrate d'Allemagne (SPD) fondé au *Congrès de Gotha* en 1875. Suite cette période, à cause de la lutte entre le marxisme et la social-démocratie révisionniste, et la dissolution de l'AIT en 1876 à cause des débats entre le marxisme et l'anarchisme, le socialisme européen restait divisé jusqu'à 1889. Marx et Engels trouvaient le problème de manque des partis massifs et cohérents. La pensée de l'organisation prolétaire des partis se répandait dans toute l'Europe. Par conséquent, la création de la *Ile Internationale* ne pourrait pas terminer les débats anciens. Même dans les nouveaux partis et même au sein de l'internationale, les discussions de collaboration révisionniste se posaient sur la question anarchiste. La *Ile Internationale* pourrait durer jusqu'à l'éclatement de la Ière Guerre Mondiale qui renforçait les liens des sociaux-démocrates et des partis bourgeois par l'acceptation, l'une

¹⁰ Jacques Droz, "Le socialisme démocratique", Librairie Armand Colin, 1966, p.14.

¹¹ Droz, p.16.

après l'autre, des investissements militaires dans tous les pays européens.¹² La séparation entre les marxistes et les sociaux-démocrates s'écartait après la *Révolution Bolchevique* de 1917, le refus des sociaux-démocrates par Lénine, puis cet écart renforçait par la fondation de la *IIIe Internationale Communiste* en 1919 et consolidait par la création de l'*Internationale Socialiste* en 1923.

A – CHAPITRE II. Les social-démocraties européennes.

A. II. i. La social-démocratie anglaise.

Le cas de la Grande-Bretagne et l'évolution de sa politique sociale furent différents des exemples suivants que nous examinerons ci-après. Il faut d'abord rappeler que la *Révolution de 1688* n'avait pas vraiment changé la situation politique en Angleterre. L'aristocratie qui possédait les privilèges et les pouvoirs de l'Etat, possédait aussi l'administration du pays. Le grand changement se montrait par l'évolution économique; avec le choix d'expansion et l'adoption du libre-échange. La transformation de l'économie était couronnée par l'évolution du libéralisme anglais. Il faut noter aussi que le libéralisme anglais était une doctrine cohérente, dont tous les aspects économiques, politiques, démographiques et humanitaires, procédaient d'une même philosophie; qui était l'utilitarisme. Ce libéralisme économique, sous l'influence de l'utilitarisme formulé par Bentham devait soutenir l'harmonie entre l'intérêt particulier et l'intérêt général. Selon cette pensée la vraie richesse était le travail national. Le plus important but était de sauvegarder le bonheur et le bien-être en limitant le nombre des bénéficiaires, selon Malthus. En tout cas l'utilitarisme était la doctrine d'une époque et d'une classe. Il était loin de toute sorte de romantisme, et était une philosophie marchande. Par conséquent le passage de l'utilitarisme au libéralisme humanitaire était réalisé sous l'influence de S. Mill, et l'installation de l'idée que la

¹² Gerassimos Moschonas, "La social-démocratie de 1945 à nos jours", Montchrestien, 1994, p.22.

liberté était un bien en elle-même, et il ne s'agissait pas seulement d'un bien individuel mais c'était un bien social.

Pour mieux comprendre la situation sociale politique de la Grande-Bretagne, et l'évolution du socialisme dites *travaillisme*, il faut aussi regarder le fonctionnement des lois anglaises et la transformation du bipartisme au cours des années de la fin de XIXème siècle. Selon le droit constitutionnel en Angleterre, c'est *le règne de la loi qui protège le citoyen contre l'arbitraire* depuis le XIXème siècle. La force suprême de la loi est incontestable, et c'est *l'égalité de tous devant la loi*.¹³ Mais il faut aussi rappeler que les pouvoirs du Parlement s'imposent à toutes les autres formes de droit, et le Parlement contrôle, avec un immense pouvoir, les lois. Dès le XIIIème siècle les monarques et les gouvernements devaient compter avec les représentants d'autres intérêts que les leurs. Mais aussi, il faut citer que la constitution britannique laisse à chaque gouvernement ou nouvelle majorité, la plus large liberté d'action sur les lois. Selon la Loi sur le Parlement de 1911, si un gouvernement élu possédant une grande majorité aux Communes pourrait maintenir son unité, possédait aussi un pouvoir pratiquement sans limite. Un ancien Lord Chancelier conservateur appelé Lord Hailsham avait critiqué cette situation comme exemplaire, en allant jusqu'à qualifier celle-ci comme une '*dictature électorale*'.¹⁴ Donc, on devrait examiner la situation politique et le système électoral de l'Angleterre pour mieux comprendre le travaillisme britannique.

On doit rappeler qu'au début du XIXème siècle, l'Angleterre était loin de la discipline des partis modernes. Les tendances politiques étaient séparées en deux à la Chambre : la faction royale et les factions rivales. Cette tradition ou habitude de classer les députés en deux camps, selon leur attitude vis-à-vis du gouvernement, s'installait dans la culture politique britannique. En Grande-Bretagne les partis modernes, qui étaient l'union des clubs politiques, naîtraient après l'adoption de la loi de 1832 qui élargissait le cercle du droit de vote. Par l'unité des clubs les conservateurs et les libéraux s'unissaient, par contre les associations ouvrières, même conservatrices ou libérales, essayaient d'unir les voix des ouvriers par des propagandes plus proches au peuple. Il faut remarquer que les libéraux étaient les premiers à s'organiser dans cette

¹³ Monica Charlot, "Le pouvoir politique en Grande-Bretagne", PUF, Thémis, 1990, p.71.

¹⁴ Charlot, p.75.

situation qui était devenue l'affaire de tous. En 1867 d'abord les libéraux, puis en 1874 les conservateurs, se regroupaient dans des organisations nationales qui donnaient naissance aux grands partis modernes. Une sorte de compromis a été trouvé entre l'oligarchie et la démocratie, et les gouvernements gouvernaient le pays en acceptant une sorte d'alternance des partis au pouvoir : libéraux de 1868 à 1874, conservateurs de 1874 à 1880, libéraux de 1880 à 1886, conservateurs de 1886 à 1906.¹⁵ Mais l'apparition d'un troisième parti, composé du mouvement syndical qui se montrait comme indépendant, paraissait et même bouleversait le fonctionnement du système politique britannique.

Avant tout, il faut d'abord rappeler que la division des partis européens au XIX^{ème} siècle entre conservateurs et libéraux se montrait comme l'opposition de la bourgeoisie commerçante, industrielle et de l'aristocratie foncière dirigeante. Par l'arrivée de la classe ouvrière dans la vie politique, l'apparition des partis socialistes se datait au début du XX^e siècle.¹⁶

En Grande-Bretagne, les débats du mouvement chartiste résultaient de la pénétration des idées socialistes dans la pensée politique. Malgré un syndicalisme fleurissant dans les masses ouvrières britanniques, seulement les ouvriers qualifiés et même apolitiques, qui acceptaient la politique de '*laisser-faire*' des libéraux et qui considéraient que le droit de vote étant atteint, pourraient négocier entre le comité parlementaire des *trade-unions* et le parti libéral pour maintenir une place dans le parlement sous le drapeau libéral, nommés *Lib-Lab*. Il était évident que ces représentants n'étaient pas ceux de la classe laborieuse, car ils étaient déjà en collaboration avec le patronat. Par opposition à ceux-ci, dans les années 1880 un nouvel unionisme s'épanouissait au sein des ouvriers non-qualifiés comme les cheminots, les marins, les dockers, etc. Ecrasés sous le chômage et les mauvaises conditions de travail, cette nouvelle masse laborieuse, derrière des leaders comme Keir Hardie, Tom Mann et John Burns, développait un nouveau discours pour améliorer seulement les conditions de travail liées à la classe ouvrière : journée de 8 heures, salaires maximum indépendant, etc.. Ce discours s'est montrée en 1889 par la grande grève des dockers à Londres et se terminait par l'acceptation des nouvelles conditions par les patrons, et par les anciennes unions même. Cette victoire doublait le nombre des

¹⁵ Charlot, p.85.

¹⁶ Maurice Duverger, 'Les partis politiques', Librairie Armand Colin, 1976, p.290.

syndiqués de 750000 à 1500000, et poussait le congrès des *Trade-Unions* en 1890 à demander; selon John Burns, '*des appels directs à l'Etat et aux municipalités en vue d'obtenir pour l'ouvrier ce que le syndicalisme s'était révélé jusqu'alors incapable d'obtenir.*'¹⁷ Quant on vient aux associations important qui regroupaient la classe ouvrière, on devrait d'abord citer la *Fédération Sociale Démocratique* (FSD), la *Ligue Socialiste*, la *Société Fabienne*, et le *Parti Travailleuse Ecossais* (*The Scottish Labour Party*) l'ancêtre du *Labour Party*.

Fondée en 1881, par certains membres de la Ière Internationale et des intellectuels comme H.M. Hyndman, J. Burns, W. Morris, T. Mann, W. Crane, Eléonore Marx, etc., la Fédération démocratique, avait dès le début l'ambition de devenir le grand parti syndicaliste de la Grande-Bretagne, qu'elle n'avait jamais parvenu à être. Malgré leur socialisme formé contre l'égoïsme desséchant et le profit matériel, puis les effets sur les masses selon les manifestations et les commissions de surveillance, la FSD ne pourrait jamais faire entendre sa voix dans le parlement et ne pouvait jamais exercer une grande influence. D'autre part le détachement au sein de la fédération par W. Morris et Eléonore Marx sous l'influence de F. Engels le grand adversaire de H.M. Hyndman, pour former une Ligue socialiste sous l'effet du principe de *Commonweal* (bien commun). Pourtant la Ligue aussi ne pourrait pas parvenir à consolider son unité et son influence restait serrée. Une autre source d'influence sur la classe ouvrière était également formée dans les années 1880, sous le nom de la Société Fabienne. La Société Fabienne fondée par G.B. Shaw, Béatrice et Sydney Webb en 1884; montrait toujours sa penchée idéologique comme l'instauration du socialisme par des méthodes démocratiques, sans révolution ni anarchie.¹⁸ Pour les fabiens; le passage du capitalisme au socialisme était une affaire d'évolution. Ils voulaient infiltrer le socialisme progressivement dans les institutions, par le développement inévitable des institutions existantes, mais pas par une révolution. Les fabiens souhaitaient réaliser la composition d'une démocratie industrielle par un socialisme administratif. Selon les Webb, l'action politique consistait non pas à fonder un parti politique mais à faire pression sur l'Etat.¹⁹ Mais à cause des efforts plutôt sur la recherche scientifique et technique que sur l'éducation des

¹⁷ Droz, p.86.

¹⁸ Charlot, p.86.

¹⁹ Touchard, p.755.

masses, le fabianisme est toujours resté en dehors des grands courants politiques actuelle de l'époque.²⁰

Evidemment l'histoire nous montre que l'organisation la plus importante influençant la classe ouvrière britannique, est le Parti travailliste (*Labour Party*). Pourtant le véritable ancêtre du Parti travailliste est le Parti travailliste écossais (*The Scottish Labour Party*) fondé par Keir Hardie en 1888. Malgré le refus de ses idées au congrès des trade-unions la même année, Hardie composait SLP sous le programme concernant la suppression de la *Chambre des Lords*, la nationalisation des terres, des transports et des banques, la gratuité de l'enseignement, et le développement d'une législation du travail.²¹ Critiquant vivement les tactiques habituelles des syndicats en alliance électorale avec les libéraux, il a réussi à faire entendre ses paroles aux Communes, en 1892, à titre de '*socialistes indépendants*' par la volonté des électeurs de West Ham ; tandis que J.H. Wilson élu grâce aux électeurs de Middlesbrough, et J. Burns élu grâce à ceux de Battersea. Ce succès électoral guidait le SLP à se transformer au Parti indépendant du travail (ILP) lors du congrès de Bradford en 1893. Mais ILP n'avait pas réussi à s'imposer avant le XXème siècle à cause de sa distance du trade-unionisme classique et même du marxisme de la Fédération. Au cours des années 90, la FSD et les fabiens refusaient d'adhérer aux rangs d'ILP, et consolidaient lors des élections une résistance considérable des syndicats, alliés avec les libéraux. En 1895, même des modérations pour affaiblir l'influence de l'ILP, ont été prises au congrès des Trade-unions. Par contre dans tous les congrès de l'union, Hardie demandait des cotisations électorales. Enfin avec l'invitation de TUC en 1899, les groupements socialistes et coopératifs et les représentants des syndicats rejoignaient pour enseigner les mesures distinctes à accroître la quantité des députés de la classe laborieuse au Parlement. Alors le Comité pour la représentation du travail (*Labour Representation Comittee, LRC*) composé de 7 trade-unionistes, 2 membres d'ILP et de FSD, un représentant fabien, était créé comme la première forme du parti travailliste, dont le premier secrétaire fut R. MacDonald.²² La multiplication progressive des membres du LRC se montrait comme le résultat successif de cette alliance dès le début du XXème siècle. Enfin, aux élections de 1906, où les libéraux triomphaient par leur libre-échange, grâce à l'action du LRC 29 candidats y compris K. Hardie et MacDonald furent élus. Avec les 24 *lib-labs* par

²⁰ Droz, p.88.

²¹ Droz, p. 90.

²² Charlot, p.87.

l'appui de la fédération des mineurs, 53 candidats travaillistes pourraient entrer au Parlement. Donc l'amalgame durable du socialisme et du syndicalisme guidait les travaillistes à créer un parti politique autonome, indépendant des autres partis en février 1906, et les députés élus établirent *Labour Party*.²³ Malgré la création du parti travailliste, les débats continuaient. Lors des deux législatures libérales entre 1906-1914, la séparation entre les syndiqués, qui souffraient du chômage et des difficultés économiques, et ceux qui collaboraient avec les libéraux, s'écartait. Les syndicats accusaient le parti de se simuler pour garder les travailleurs calmes, et d'aligner leur attitude avec les libéraux. La rupture se montrait aux élections de 1910 par la chute du nombre des élus à 42. Selon MacDonald, dans sa brochure '*Socialism and Society*' (1905), '*le parti travailliste ne sera pas un parti socialiste, mais socialisant, ..., pour le moment il n'est que le descendant héréditaire du parti libéral.*'²⁴ Evidemment les ouvriers répondaient à l'insuffisance des élus travaillistes par un vaste mouvement de grèves. En 1910 la grève des dockers, en 1911 celle des cheminots, puis en 1912 la grève de plus d'un million des mineurs, et enfin en 1913 celle des ouvriers irlandais, transformaient la fameuse '*triple alliance*' qui prévoyait la signature de contrats collectifs avec les patrons des transporteurs, des cheminots et des mineurs. Ces mouvements montraient que le Parti travailliste s'est séparé des masses syndiqués qui se multipliaient de 2 à 4 millions de membres entre les années 1904-1913.

Donc malgré à tous ses efforts, l'expérience ouvrière britannique qui ne possédait pas de mouvement révolutionnaire, restait comme l'aile gauche du Parti libéral. Le parti n'est point un parti socialiste, c'était le succès de la classe ouvrière et non d'une idéologie ni d'un parti doctrinaire, à la veille de la première guerre mondiale. Le travaillisme se formera idéologiquement dans la première moitié du XXème siècle, mais entre les deux grandes guerres.

²³ Droz, p.93.

²⁴ Droz, p.94.

A. II. ii. La social-démocratie allemande.

La fin du XIX^{ème} siècle a témoigné la montée de la social-démocratie allemande guidée par les fondateurs de la doctrine marxiste. Les intellectuels allemands influençaient toutes les sections ouvrières européennes avec leurs débats au sein de la théorie socialiste. Notamment il faut préciser qu'entre les partis socialistes nationaux la social-démocratie allemande était le premier à se constituer. A cause de son caractère avant-garde, elle possédait un prestige énorme dans toute l'Europe. La résistance contre les *lois d'exception* de Bismarck dans les années 1880, qui forçaient les sociaux-démocrates à s'organiser clandestinement, et les discussions révolutionnaires et révisionnistes ne changeaient pas l'attachement à l'idéologie marxiste qui dominait la lutte des classes ouvrières. Les sociaux-démocrates allemands croyaient toujours au passage à la société collectiviste par une révolution prolétaire. La passion aux coeurs des intellectuels allemands comme Marx, Kautsky, Bernstein, Engels, ou Luxembourg dirigeait les nouvelles idées qui pénétraient dans les débats prolétaires pour les droits politiques et sociaux. La polarisation entre les révolutionnaires et révisionnistes se montrait aussi très brutalement dans les rangs des sociaux-démocrates allemands. Mais d'autre part au cours de l'évolution sociale, l'intégration avec des compromis parlementaires obligeait le parti social-démocrate à chercher des réformes immédiates pour améliorer les conditions de vie des prolétaires. Les impacts directs de la mutation sociale-démocrate allemande sont devenus efficace sur l'idéologie marxiste et ouvraient un autre chemin pour le développement de la social-démocratie européenne. De toute façon on ne pourrait pas comprendre nettement l'évolution de la social-démocratie allemande si on n'examine pas la formation du parti modèle de la social-démocratie européenne.

D'abord il faut préciser que la social-démocratie allemande était le premier à se constituer parmi les partis socialistes nationaux en Europe après la Première Internationale. C'est pourquoi son prestige entre eux fut redoutable. Il faut noter aussi que les sociaux-démocrates allemands constituaient le moteur du mouvement ouvrier européen. Les intellectuels fameux orientaient le rôle avant-garde du parti des sociaux-démocrates allemands par une voie idéologique. Si on examine les fondements du parti modèle en Europe, on verrait deux organisations majeures qui organisaient la classe ouvrière allemande et les sociaux-démocrates. L'une était l'Association

générale allemande des travailleurs (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*) fondé par Ferdinand Lassalle en 1863. Son programme désignait le socialisme et la démocratie comme inséparable. Il prévoyait la réalisation du socialisme par les coopérations productives dominées par l'Etat et par l'amélioration des conditions des institutions démocratiques. Par contre son nationalisme prussien le guidait à coopérer avec Bismarck, dans les années suivantes, pour réaliser un certain 'césarisme social'.²⁵ D'autre part les socialistes marxistes s'organisaient sur des bases entièrement différentes en 1863. Cette fois une organisation décentralisée et qui combattait contre la politique bismarckienne, l'Union des associations de travailleurs allemands (*Verband deutscher Arbeitervereine*) était fondée par deux socialistes W. Liebknecht et A. Bebel à Eisenach. L'Union se transformait en parti au Congrès de Nuremberg (1868), avec un programme socialiste et déclarait son adhésion à l'idéologie de l'Internationale qui séparait la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière. Et puis, un an après le premier Parti social-démocrate des travailleurs (*Sozialdemokratische Arbeiterpartei*) fut créée à Eisenach en août 1869, qui réunirait les membres de l'Union et quelques lassaliens par un programme adoptant la pensée marxiste de l'Internationale.

Alors, les deux partis existant après 1869, qui étaient les lassaliens et les eisenachiens, commençaient à négocier après l'ouverture du parlement en 1871. Enfin après plusieurs années de discussion, les deux partis s'unissaient en 1875 au *Congrès de Gotha* avec un programme commun. L'influence des lassaliens fut observée dans le programme par la loi d'airain et les coopératives d'Etat, que Marx et même Engels critiquaient brutalement. Mais il faut aussi préciser qu'en 1877, les sociaux-démocrates unis pouvaient s'introduire au Reichstag avec 12 députés dont 7 étaient eisenachiens. Ces jours illuminants des socialistes ne duraient pas très longtemps. Après les attentats de 1878 contre l'empereur Guillaume 1^{er}, le chancelier Bismarck fit voter la loi d'exception à Reichstag, à la suite d'une élections favorables aux conservateurs, conclue pour deux ans d'abord, mais reconduite constamment jusqu'en 1890. Cette loi anti-socialiste interdisait les groupements sociaux-démocrates, des manifestations publiques ; exécutait une censure brutale pour toute presse socialiste, pourtant n'interdisait pas les députés socialistes de siéger au Reichstag. Malgré son organisation massive, le parti ne pourrait pas résister aux vagues de dissolution. Plusieurs partisans devaient émigrer à l'étranger. Le parti

²⁵ Droz, p.35.

survivait sous terre, dans des petites villes suisses, et formait une organisation clandestine (*Rote Feldpost*) qui imprimait le journal *Der Sozial-Demokrat* en Suisse et le fit passer en Allemagne par les efforts de E. Bernstein, et aussi la revue marxiste *Die Neue Zeit* (Le Nouveau Temps) dirigée par K. Kautsky. Par ces efforts de l'organisation clandestine le nombre des électeurs sociaux-démocrates s'accroissait à presque 1.500.000 en 1890.²⁶ En même temps, après la chute de Bismarck en 1890, les lois d'exception furent annulées.

Par conséquent l'écart entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise et l'Etat fut approfondi. Par la suite, la radicalisation de la classe ouvrière allemande obligeait le parti fleurissant à établir encore une fois un nouveau programme. Ce besoin fut résolu au *Congrès d'Erfurt* (1891) par un nouveau programme réédité par K. Kautsky. Ce-ci ne possédait aucune tendance lassalienne. Cependant Marx était décédé, mais Engels influençait la rédaction du programme en voie de l'idéologie marxiste. Le *Programme d'Erfurt* se composait de deux parties, la première partie théorique avec des analyses de long terme, et la deuxième avec des demandes concrètes et des réformes pratiques de court terme. La première partie raconte l'évolution du monde capitaliste et son effrontement inévitable. Parallèlement à l'augmentation de la productivité des ouvriers la monopolisation apparaîtra, l'écart entre les classes s'approfondissait, et dirigerait le passage à la production socialiste. La seconde partie, parallèlement au *Programme de Gotha*, demandait le suffrage universel, l'élections des principaux fonctionnaires, la journée de huit heures, l'impôt progressif sur le revenu, la laïcité de l'enseignement, le référendum, l'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans, etc.. Il faut aussi préciser que le programme d'Erfurt possédait une ambiguïté entre la théorie et la pratique qui laissait place à une action réformiste. La première partie donnait une assurance à la fraction radicale, et la seconde montrait aux révisionnistes des objectifs pratiques. De toute façon, à cette époque, le parti se composait de trois différentes fractions: radicaux, réformistes, centrale. On pourrait nommer les intellectuels importants comme R. Luxembourg, K. Liebknecht en voie radicale; G. von Volmar, E. Bernstein en voie réformiste; et K. Kautsky et le président du parti A. Bebel en voie centrale.

²⁶ Droz, p.39.

Pour comprendre l'évolution du parti modèle social-démocrate, il faut examiner la crise au sein de celui-ci ; c.a.d. le révisionnisme. Le révisionnisme se constituait d'une critique bien approfondie de l'idéologie marxiste. Les révisionnistes essayaient longtemps d'améliorer un programme réformiste pour râper le caractère révolutionnaire du parti. Cette nouvelle orientation socialiste guidée par G. von Vollmar et surtout E. Bernstein créait des grands débats dans les rangs du parti. Comme Vollmar avait précisé, il fallait abandonner l'opposition systématique au régime : « *A la bonne volonté, la main ouverte, à la mauvaise, les poings tendus* ». ²⁷ Mais l'homme le plus important du révisionnisme était E. Bernstein, qui critiquait profondément la pensée marxiste, et attrapait de vives réactions.

De toute façon on pourrait montrer cinq traits séparateurs ²⁸ de la critique révisionniste. Premièrement selon les révisionnistes, la conscience de la société ne se formait pas par des facteurs économiques, et que le socialisme devrait se baser sur un jugement moral où l'homme était considéré comme une fin mais pas un moyen. Deuxièmement, au contraire des éléments économiques de la valeur et la plus-value, on devrait introduire des notions de besoin, de goût, d'utilité. Troisièmement, Bernstein croyait que les petits participants de production dans les sociétés grandissantes, et les crises se diminuaient. Donc l'évolution catastrophique de l'économie selon Marx n'assurait pas le cas de l'époque. Quatrièmement, il ne croyait pas aussi à l'aggravation de la lutte des classes. Selon lui, la social-démocratie ne représentait pas une petite partie de la société comme seulement la classe ouvrière, et il faut croire à l'humanisation des rapports sociaux entre les classes. Dernièrement, Bernstein se doutait de la dictature du prolétariat, il croyait à la démocratie. Selon lui, la social-démocratie devrait rechercher des alliances pour obtenir ses objectifs, par des réformes successives et surtout pas par la violence.

Ces objectifs ci-dessus trouvaient leurs places dans l'hebdomadaire *Sozialistische Monatshefte* où Bernstein et Vollmar inspiraient les lecteurs. Ce journal constituait l'opposition à la *Neue Zeit* de Kautsky, des 1897. Les débats aux seins de la presse social-démocrate et même les rangs des congrès du parti, n'empêcheraient pas le révisionnisme de pénétrer dans la pratique de la social-démocratie allemande. Même les députés élus aux *Landtag* collaboraient avec les

²⁷ Droz, p.41.

²⁸ Droz, p.42-43.

partis bourgeois par des coalitions tactiques. D'autre part, en Allemagne, les syndicats fondés aux années 1860 n'étaient pas nationaux, mais régionaux. En plus le parti ne voulait pas partager son autorité avec les syndicats. Par contre, avec son nombre grandissant de membres, les syndicats commençaient à devenir des centres d'influence et en plus ils supportaient la fraction révisionniste au lieu des radicaux à cause de leurs tactiques pratiques. Dans les années 1890, la nationalisation des syndicats fleurissait au contraire des révolutionnaires qui ne désiraient pas la centralisation de ceux-ci. Il faut préciser que les relations parti-syndicat devinrent la scène des débats dans l'idéologie sociale-démocrate. L'objectif des syndicats était plutôt d'organiser le plus grand nombre possible de travailleurs que sa loyauté politique, pour obtenir une force massive dans la lutte pour améliorer les conditions de vie. Par contre ils devraient être autonomes et indépendants, pour que le mouvement de la social-démocratie possède deux fractions.

L'évolution de SPD avant la guerre:

	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1912
Membres de (milliers)	384	530	587	633	720	837	970	1086
	1900		1904		1906		1912	
Adhérents aux sy (milliers)	600		1000		1690		2530	
	1881	1890	1893	1898	1903	1912		
Le pourcentage de	%6.1	%19.7	%23.3	%27.2	%31.7	%34.8		

En d'autre terme, la social-démocratie allemande comportait divers contradictions aux seins du parti. Particulièrement le début du XXe siècle, témoignait le problème de la grève générale entre les révisionnistes et les orthodoxes. Ce débat se concluait au Congrès de Mannheim en 1906 par l'acceptation de l'égalité des syndicats et le parti, dont les décisions devraient être pris ensemble. Alors, la question de la grève générale concluait par la croyance de l'insuffisance de potentiel des travailleurs, qu'ils ne devraient pas utiliser tout le temps, mais seulement en cas de perte du droit de suffrage universel comme une arme défensive. Comme Bernstein avait précisé, *il ne fallait pas risquer le tout pour le tout*. Mais cette perspective ne

pourrait pas empêcher la création d'une tendance radicale guidée par R. Luxembourg qui voulait parvenir à la révolution par les mouvements syndicaux massifs. Une autre question s'épanouissait autour de nationalisme. L'impérialisme et la question nationale, pour les révisionnistes étaient un soutien à la politique étrangère, et une sorte d'alliance avec les partis bourgeois. D'autre part Kautsky pensait que le patriotisme était un élément créé par la bourgeoisie et s'identifiait avec le monde capitaliste. Et enfin la fraction centrale de Bebel se positionnait précautionneusement sur un patriotisme et un antimilitarisme raisonnés. Ce genre de débats aux seins du parti concluait par la déclaration des sociaux-démocrates qui assurait de faire leur devoir militaire comme tout les autres allemands en cas de guerre. Et même, contre toutes les réactions de la fraction révolutionnaire, au Congrès d'Iéna en 1913, les sociaux-démocrates parlementaires acceptaient certains crédits militaires couverts par des impôts directs. Le fossé approfondi entre la gauche révolutionnaire et la tranche révisionniste, guidait le parti vers une rupture profonde en 1917, et concluait la social-démocratie à vider le contenu révolutionnaire au lieu d'encadrer les masses dans la société.

Par conséquent le parti social-démocrate, même avec ses propres débats aux rangs, ne cessait pas d'améliorer sa condition politique. En 1912, avec 35% de votes et de 110 délégués au *Reichstag*²⁹, SPD devenait le premier parti allemand, et guidait les social-démocraties européens, en les influençant par ces discussions profondes.

²⁹ Droz, p.56.

A. II. iii. La social-démocratie suédoise

La seconde moitié du XIX^{ème} siècle a témoigné dans toute l'Europe, à la fondation des partis sociaux-démocrates qui étaient les premiers exemples des organisations politiques des classes ouvrières. Mais ces partis politiques n'étaient pas dirigés par une seule idéologie, au contraire ils possédaient les valeurs traditionnelles des *Lumières* comme la justice sociale, la liberté, l'équité et l'égalité. Pour cela on doit examiner ces organisations politiques dans une matrice de procès historique et culturel. En rappelant que le parti modèle de la social-démocratie SPD est le moteur du socialisme démocratique du continent européen, il faut aussi préciser l'importance du caractère de la social-démocratie scandinave et surtout suédoise qui renforçait l'esprit réformiste de l'idéologie socialiste à la fin du XIX^{ème} siècle. Ce n'est pas aussi une grande surprise que dans l'Internationale Socialiste les deux pays qui possèdent le plus grand nombre de membres soient l'Allemagne et la Suède.³⁰

La social-démocratie en Suède enracinait ses bases aux années 1880. Auguste Palm qui a séjourné et travaillé longtemps en Allemagne et en Denmark, et qui développait des coordinations avec les organisations prolétaires dans ces pays, après son retour en Suède, commençait à faire comprendre la social-démocratie aux suédois avec sa publication de la revue nommée *Folkviljan*³¹, c.à.d. la *volonté du peuple* en 1881. D'autre part la première réunion social-démocrate suédoise était aussi daté de 1881, rappelée par un discours de Palm: "*Qu'est-ce qu'ils veulent les sociaux-démocrates?*". Après les efforts d'A. Palm, en 1882 la première organisation ouvrière est fondée à Malmœ sous le nom d'Association Social-démocrate des Travailleurs Suédois (*Svenska Socialdemokratiska Arbetareförbundet*). La traduction un peu modérée du programme de SPD accepté au congrès de Gotha en 1875, est aussi acceptée comme le programme de l'association après avoir été publié en *Folkviljan* en 1882. Et puis, en 1884 à Stockholm l'Association Social-démocrate est fondée, dont Palm devenait le président un an après. Ces deux associations en Suède devenaient les racines du Parti Social-démocrate des Travailleurs (*SAP - Socialdemokratiska Arbetarpartiet*) fondée en 1889. Au cours du mouvement

³⁰ Haluk Özdalga, "Çağdaş sosyal demokrasinin oluşumu", Hil yayınları, 1984, p.8.

³¹ Özdalga, p.11.

ouvrier progressiste en Suède des nouveaux leaders apparaissaient au niveau du parti comme Hjalmar Branting, Fredrik Sterky et Axel Danielsson.

Danielsson qui était un fort orateur, était aussi l'auteur du premier programme du parti (SAP) et le fondateur d'un des majeurs journaux sociaux-démocrates *Arbetet*. D'autre part Sterky était un autre leader ouvrier qui devenait le premier président de la Confédération Syndicale des Travailleurs (*Landsorganisation-LO*)³² fondée neuf ans après SAP, en 1898. Par contre les autres, dont Branting était un intellectuel idéaliste. Branting devenait le premier président du parti (SAP), et le premier député social-démocrate élu à *Riksdag*, où il représentait le SAP tout seul pendant 6 ans. Il faut aussi préciser que Branting est devenu le premier ministre social-démocrate en 1920, pour la première fois au monde, et en 1921 il a obtenu le Prix Nobel de la Paix.³³

Si l'on regarde le caractère significatif de la social-démocratie scandinave, on verra directement le modèle du socialisme réformiste et du parti de masse. La période de la fin du XIXème et du début XXème siècle nous montre le développement dans toute l'Europe de la social-démocratie. Mais si l'on veut séparer les grands traits de la social-démocratie suédoise, on peut d'abord citer les différences d'opinions avec la social-démocratie allemande. A cette période le socialisme révolutionnaire, réformiste et révisionniste, s'entre luttaient. En d'autre terme la social-démocratie suédoise se séparait d'eux par ses principes majeures. Pour eux, au contraire de la révolution prolétaire, le pouvoir pouvait être conquis par le suffrage universel et avec un grand support de toutes les classes sociales écrasées, parce que le régime parlementaire était un des principes fondamentaux. En tous cas la social-démocratie en Suède embrassait toutes les classes qui voulaient changer le système, y compris les paysans, les petits propriétaires, les fonctionnaires, etc. La quantité était plus important que la qualité des membres du parti, car il n'y avait pas une discrimination contre personne, ni une idéologie. Tout était pour le bonheur de tous. Ils pensaient que les règlements pour le bonheur des classes moyennes pourraient être fait par les moyens démocratiques donc parlementaire, et ils ne devraient pas fonder une dictature de prolétariat pour parvenir à leurs buts. Et finalement le principe significatif de la social-démocratie scandinave était la liberté de coopérer tactiquement de temps en temps avec la classe bourgeoise

³² Özdalga, p.35.

³³ www.wikipedia.fr.

qui tenait le pouvoir parlementaire, pour accéder aux buts de la social-démocratie. C'est pour cette raison qu'au contraire des expériences européennes, la social-démocratie suédoise n'a jamais rencontrée des applications extraordinaires contre eux.³⁴

Le parti social-démocrate des travailleurs développait son évolution en se liant aux principes ci-dessus. Mais il faut aussi citer que la social-démocratie suédoise ne marchait pas cote à cote avec les idées sociales-démocrates allemandes, et surtout d'un socialisme marxiste totalement idéologique. Tout d'abord, Branting et ses supporteurs croyaient que la classe ouvrière devrait se réunir aux seins des syndicats et du parti. C'était le seul moyen de gagner la lutte contre le monde capitaliste qui laissera sa place au socialisme après avoir fini son évolution. Pour cela les syndicats devaient posséder le plus grand nombre de travailleurs, et si possible tous devaient se joindre aux syndicats. Les syndicats pour succéder au pouvoir d'organisation et le parti pour une lutte successive en politique qui servirait au passage au socialisme. Donc les sociaux-démocrates voulaient créer un lien organique entre les deux acteurs qu'ils possédaient. De toute façon cette vision est devenue efficace et presque tous les membres des syndicats sont devenus aussi des membres de SAP.³⁵

A sa création SAP est fondé par les efforts de l'Association de la Social-démocratie. Au premier congrès, personne n'est élu comme président, par contre les délégués ont choisi un conseil d'exécution de sept personnes y compris Branting qui sera le premier président du parti. Dès le premier moment de sa naissance le parti social-démocrate des travailleurs acceptait son caractère révolutionnaire en principe. SAP se dirigeait par ce caractère révolutionnaire en principe, et acceptait à ne jamais utiliser la violence contre la conscience de justice de son peuple pour conquérir le pouvoir politique et parvenir à la révolution prolétaire. Le parti se mettait d'accord sur le principe de coopérer avec les autres partis s'il est possible en court terme pour parvenir aux buts. Mais les groupes radicaux et marxistes au sein du parti existaient toujours en essayant de faire refuser ces principes. Les luttes entre l'opposition et les principes dirigeaient le parti à l'instabilité. Même en 1896 quand Branting était devenu député au parlement, et même en 1897 quant le premier programme de SAP a été accepté au quatrième congrès, les luttes ne

³⁴ Özdalga, p.9.

³⁵ Özdalga, p.36-37.

s'arrêtaient pas. SAP n'arrivait pas à décider si la révolution serait un outil ou un objectif, et que la coopération avec les autres groupes devrait être abandonnée ou non. Dans le programme du parti dont Danielsson était l'auteur, les sociaux-démocrates ne pouvaient pas décider comment ils devraient conquérir le pouvoir et changer l'ordre politique. Malgré cette dualité, le programme de SAP s'était basé sur le programme d'Erfurt de SPD, et en critiquant l'ordre présent il donnait les principes de l'ordre qu'il voulaient créer. En plus il y avait aussi des changements comme l'acceptation de la présence des classes moyennes différentes du prolétariat, écrasées sous les mêmes misères du système capitaliste. D'autre part la raison de l'instabilité idéologique au sein du parti était l'insuffisance de l'organisation massive par rapport à l'ensemble de la société, et le droit de vote était aussi le droit d'une très petite section de la société. Ces jours-la, seulement une partie de la population qui possédait un revenu annuel élevé, pouvait voter aux élections.³⁶

Cette situation d'instabilité idéologique dans le parti social-démocrate des travailleurs se résumait au début du XXème siècle. Les masses ouvrières s'organisaient mieux par l'aide de deux organisations, l'une était la confédération syndicale des travailleurs LO fondée en 1898 et l'autre était l'association de jeunesse du parti SSU³⁷ (*Sveriges Socialdemokratiska Ungdomsförbundet*) fondée à Malmö en 1903. Les liens très étroits de ces organisations avec SAP, renforçaient la force politique du parti en agrandissant le nombre de membres. En tout cas, presque tous les membres des syndicats liés à LO devenus membres du parti, et les jeunes membres comme étudiants et ouvriers prenaient une formation sociale-démocrate par les études de SSU pour devenir des membres actifs dans l'avenir du parti suédois. D'autre part le renforcement organisationnel de la social-démocratie suédoise évoluait parallèlement au développement de la social-démocratie européenne. Il faut rappeler que la période du XXème siècle jusqu'à la Première Guerre Mondiale montrait le succès du capitalisme économique et de l'industrialisation progressiste. Par contre les partis prolétaires des nations européennes renforçaient leur fondation et multipliaient leurs membres. Par conséquent dès la fin du XIXème siècle, les socialistes démocrates commençaient à pénétrer dans les parlements européens. La première réussite venait de la part des sociaux-démocrates allemands en 1893 avec 40 députés. Le succès croissant de

³⁶ Özdalga, p.29.

³⁷ Özdalga, p.33.

SPD résultait en 1912 avec 35% des votes et 110 députés à Reichstag.³⁸ Des autres changements de pouvoir en Europe apparaissaient aussi en France avec 101 députés³⁹ et même en Autriche⁴⁰ avant la catastrophique guerre mondiale. En même temps SAP aussi réussissait à accroître le nombre de ses députés à Riksdag, au début avec Branting en 1897 et puis le pouvoir du mouvement s'élevait à 87 députés jusqu'en 1914 où SAP devenait le plus grand parti de Suède.⁴¹

Ce processus d'agrandissement politique du parti social-démocrate des travailleurs ne pourrait pas être examiné sans ses relations avec la confédération syndicale des travailleurs LO, parce que les liens entre ces deux étaient si étroits que les décisions politiques et sociales étaient prises ensemble. Le support de LO n'était pas seulement pendant les élections, mais par contre c'était une coopération totalement idéologique pour parvenir aux buts conjoints. Dès sa création LO essayait de transformer ses propres membres à des membres de SAP. L'objectif principal du parti et du syndicat était d'obtenir le droit de vote égal, les droits démocratiques et législatifs pour que les syndicats survivent au cours de leur lutte sociale. Ce n'est pas aussi surprenant que seulement 6% de la population suédoise pouvait voter à cette époque. En plus cette proportion restait en retard par rapport aux pays européens comme l'Allemagne avec 21%, la France avec 27%, l'Angleterre avec 16%, etc. Malgré les efforts de LO et du parti avec plus de 800 grèves y compris ceux de 1902 et 1909⁴², le droit de vote était gagné en 1909 mais seulement pour les hommes âgés de plus de 23 ans. On devrait attendre jusqu'à 1921 pour le droit de vote des femmes. D'autre part les droits syndicats des ouvriers sont reconnus en 1906, mais on attendrait pour le droit de convention collective jusqu'à 1928. De toute façon il faut justement préciser que les relations entre LO et SAP étaient les relations les plus fortes et démocratiques sur le continent européen. Après la conquête totale de pouvoir politique en 1932, on pourrait dire que SAP et LO dirigeaient la société en se consultant ensemble.

³⁸ Droz, p.29.

³⁹ Droz, p.75.

⁴⁰ De Laubier, p.72-73.

⁴¹ Özdalga, p.32.

⁴² Özdalga, p.40.

A – CHAPITRE III. L'évolution et la mutation.

A. III. i. La situation entre les deux guerres.

Comme nous l'avons examiné ci-dessus, dans les pays avant-gardes de l'Europe, la social-démocratie était entrain de se construire pendant la première moitié du XXème siècle. Les fondements d'une idéologie forte évoluaient contre les conditions de la nouvelle classe fleurissante au sein de l'Europe. Malheureusement cette évolution serait coupait par une catastrophe que l'homme n'avait jamais encore témoignée. L'éclat de la première Guerre Mondiale, guidé par la faim de l'impérialisme et le libéralisme, cessait les débats des sociétés et faisait unir les groupements aux parlements sous l'influence de la norme 'nation'. Malgré la présence de l'Internationale ouvrière créé dès la fin du XIXème siècle, en 1889 lors du congrès de Paris, la scission entre ceux qui étaient contre la guerre et ceux qui votèrent les crédits militaires demandés par les gouvernements bourgeois polarisait la solidarité socialistes en Europe. Il faut rappeler que ces crédits militaristes étaient votés presque dans tous les parlements européens à l'exception des russes et les serbes. Même le parti doctrinaire des socialistes SPD en Allemagne était soutenu par son gouvernement engagé dans le conflit catastrophique. Alors la politique européenne a témoigné la polarisation socialiste en deux camps. Dans toute l'Europe, les opposants à la guerre sont exclus de la solidarité socialiste.

La situation des partis socialistes et de la politique sociale en 1914 :

Pays	Pourcentage socialistes avant 1914	Assurances obligatoires avant 1914		
		Accidents du travail	Maladie	Chômage
Suède	38.7 (1911)	-	-	-
Allemagne	27.7 (1912)	1884	1883	-
Grande-Bretagne	6.2 (1912)	-	1911	1911

De toute façon la Seconde Internationale se distinguait de la Première parce qu'elle ne cherchait pas à intervenir directement dans les partis nationaux, au lieu de donner des ordres à obéir, elle agissait par des conseils et respectait entièrement l'autonomie.⁴³ Donc dès sa création l'existence des opinions divergentes était tolérée au sein de celle-ci. D'abord les conflits entre les socialistes et les anarchistes, puis les révolutionnaires et les révisionnistes, puis les débats sur l'impérialisme et le colonialisme, guidaient la solidarité socialistes à se polariser entre des groupements à l'aube de la Première Guerre Mondiale. Et la coexistence des diverses tendances au sein de celle-ci, influençait même les partis socialistes européens, et ceux-ci, sur tous les grands problèmes, se divisaient entre une droite révisionniste et réformiste et une gauche hétérogène et fidèle à la tradition révolutionnaire.⁴⁴ A la suite de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, dans des grands villes européennes comme Paris, Stockholm, Munich, des manifestations et des grèves générales avaient eu lieu. Par conséquent il faut rappeler que des pays comme Allemagne ont aussi préparé des lois interdisant les boycotts et limitant le droit de grève. Par contre aucun de ces mouvements pacifistes ne pourraient empêcher le déclenchement de la guerre et les décisions de voter les crédits militaires sont acceptées malgré tous les essais des socialistes internationales, à cause des leaders révisionnistes. R. Luxembourg a nommé cette situation comme '*la trahison des chefs au moment crucial de la crise*'.⁴⁵ D'autre part l'assassinat de J. Jaurès par un nationaliste, poussait la création de l'*Union sacrée* avec une doctrine contre l'impérialisme allemand. Mais rien ne put empêcher l'union des socialistes réformistes avec les libéraux en cas de guerre et des crédits militaires dans tous les pays européens l'un après l'autre.⁴⁶

Malgré l'Union sacrée, des minorités au sein des partis européens possédaient une vive réaction à la guerre. En 1915, une réunion à Londres des travaillistes, des socialistes français et russes invitait les parlementaires socialistes à sortir des cabinets d'Union sacrée. Il faut rappeler que le parti indépendant des travailleurs publiait un manifeste contre l'entrée de la Grande-Bretagne en guerre, d'où la majorité des syndicats et le Labour la supportaient. D'autre part en Allemagne, sous la guidance de K. Liebknecht et R. Luxembourg, les socialistes révolutionnaires

⁴³ Droz, p. 129.

⁴⁴ Droz, p.141.

⁴⁵ Droz, p.151.

⁴⁶ Gerassimos Moschonas, 'La social-démocratie de 1945 à nos jours', Montchrestien, 1994, p.22.

demandaient le refus des crédits, sinon une rupture immédiate avec le parti. Les socialistes des pays neutres essayaient de se réunir dans des conférences à *Zimmerwald* (1915) et *Kienthal* (1916), mais leurs efforts seraient inutiles à cause de la rupture entre les idées de reconstruction de la Seconde Internationale, et les idées de transformer la guerre étrangère en guerre civile et de constituer une Troisième Internationale guidé par Lénine. L'opposition en Allemagne unissait sous le nom des '*spartakistes*'⁴⁷ et organisait en 1916 une grève révolutionnaire en temps de guerre. Malheureusement dans toute l'Europe l'opposition apparaissait comme hétérogène et éparpillée, à cause de la majorité qui tenait fortement en main les partis socialistes.

Quant en 1917, la situation contre les misères de la guerre couvrait tous les pays européens. Les russes montraient une volonté de paix, par la *Déclaration de Petrograd*, en demandant l'ouverture immédiate des négociations et l'abandon de tout programme d'annexion.⁴⁸ D'autre part en Allemagne, les grèves dans certaines villes guidées par les spartakistes, et la construction d'un parti rival (*Parti social-démocrate indépendant USPD*) aux sociaux-démocrates sous le leadership de Kautsky et Bernstein, qui voulait négocier directement avec la Russie, obligeait SPD à insister sur la démocratisation et l'introduction du suffrage universel en Prusse. Pourtant le remplacement des ouvriers qualifiés par des ouvriers non-qualifiés créait des grands soucis en Angleterre. Sous ces tendances en Europe, des socialistes scandinaves comme Branting, des hollandais et des belges, la *Conférence de Stockholm* a trouvé sa source par des appels aux délégués des Etats partie de la Seconde Internationale. Encore une fois, à cause des gouvernements qui refusaient de donner des passeports aux délégués et le soucis de donner toute l'initiative de paix à la Seconde Internationale, la conférence de Stockholm ne pourrait pas aller plus loin qu'un espoir de paix qui actionnait des socialistes et des pacifistes dans tous les pays européens. Il faut citer aussi qu'en Angleterre, le refus des passeports avait causé quelques démissions du cabinet, mais malgré tout, les ministres travaillistes continuèrent à siéger. De toute façon, la Révolution d'Octobre, suivie par la signature de la *Paix de Brest-Litovsk*, entraînait toute l'Europe à considérer une autre voie triomphée par la violence et la guerre civile. Alors des déracinements au sein des partis socialistes européens avaient eu lieu. L'opposition entre les

⁴⁷ Le nom spartakiste vient des 'Lettres politiques' de K. Liebknecht signées Spartakus.

⁴⁸ Droz, p. 154.

camps réformistes et révolutionnaires des socialistes, se solidarisaient avec l'influence des bolcheviques.

En Allemagne, les manifestations, qui étaient en accord avec la conférence de Stockholm et avec le vote de Reichstag sur la paix, liées avec USPD avaient lieu. Pour forcer le gouvernement, en 1918, plus d'un million de grévistes dans toute l'Allemagne se réunissaient pour accélérer la signature d'une paix et le suffrage universel en Prusse. Les socialistes majoritaires entraient dans les comités d'action pour ralentir l'action contestataire. Donc ils arrivaient à exercer l'influence principale dans ces conditions. Lorsqu'ils arrangeaient un cabinet chargé de négocier l'armistice, les sociaux-démocrates majoritaires avaient posé leurs conditions sur la démocratisation de l'Allemagne. Ils désiraient le passage légal d'un gouvernement à un gouvernement populaire, en évitant une révolution sociale.⁴⁹ A cause de la situation divisée des sociaux-démocrates qui voulaient se révolter, les majoritaires pouvaient contrôler toutes les révolutions, même en Munich et en Berlin où la république était annoncée. SPD contrôlait tous les mouvements sauf dans quelques villes où les indépendants étaient en majorité, et empêchait l'anarchie et le chaos. La pensée de SPD que le suffrage universel leur apportera le succès et qu'il suffira pour modifier l'Empire Allemand en une République démocratique et sociale, avait triomphé. De toute façon, la voie de SPD concurrençait avec celle des bolcheviques où la révolution fut sanglante, et cette concurrence continuait jusqu'à la rupture décisive par la création de la Troisième Internationale Communiste en 1919.

En tout cas la période qui commençait au lendemain de la Première Guerre Mondiale, et la création de la Troisième Internationale, causait la division de certain nombre des partis socialistes pour constituer, dans presque toute l'Europe, des partis communistes. Dès cette époque, le qualificatif conventionnel de social-démocrate était attribué à une composante politique réformiste du mouvement socialiste. Même elle est appelée socialiste, travailliste, ouvrière ou social-démocrate, cette tendance se positionnait à la droite du communisme et toujours en concurrence directe avec celle-ci.⁵⁰

⁴⁹ Droz, p.160.

⁵⁰ Moschonas, p.23.

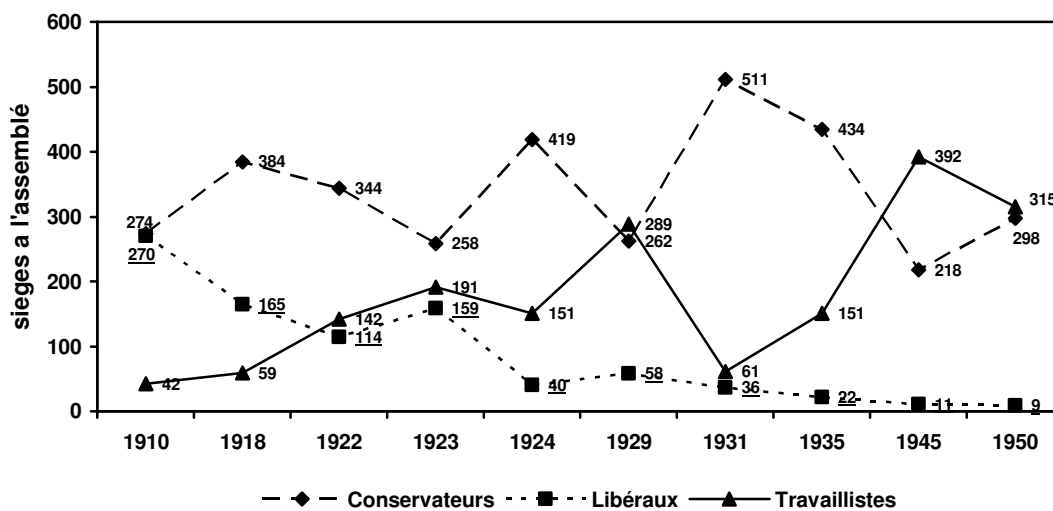
La fin de la Première Guerre Mondiale qui ramenait la division des partis sociaux-démocrates en Europe, visait aussi les débats idéologiques aux seins de ces partis. Dans la perspective internationale, une organisation sociale-démocrate paraissait absolue. Mais les efforts de réunir la Seconde Internationale par les socialistes nordiques n'auraient pas de succès. Cette impuissance de reconstruire l'unité de l'idée internationale, et l'affaiblissement des partis nationaux prépara dans une dizaine d'années la victoire du fascisme couronnée au sein de l'Europe. Au cours des derniers congrès de la Seconde en 1919 et en 1920, et même avec la naissance de l'Internationale Ouvrière Socialiste en 1923, les social-démocraties européens ne pourraient pas empêcher la montée du fascisme surtout en Allemagne et en Italie, et restaient incapable contre *Komintern*. Dès 1919, les intellectuels révisionnistes comme Kautsky, précisait dans son œuvre '*Terrorisme et communisme*' que la démocratie devrait être la seule méthode pour acquérir les conditions supérieures de la vie sociale et critiquait le caractère anti-démocratique et anti-socialiste de la terreur bolchevique.⁵¹ Cette pensée influençait aussi l'IOS fondée au congrès à Hambourg, avec la participation 620 délégués représentant 6 millions d'adhérents. C'était sur que l'hostilité au régime bolchevique et les méthodes employées en Russie organisaient l'opposition fondamentale. Il faut aussi citer que l'IOS était contre les interventions avec les bolcheviques et croyait que celles-ci pourraient renforcer la révolution enfin. Les congrès de Marseille (1925), de Bruxelles (1928), et de Vienne (1931) consolidaient la lutte pour le désarmement, l'arbitrage et la sécurité collective à laquelle Société des Nations (SDN) essayait de parvenir. Mais le grand danger contre le socialisme européen venait avec la grande crise économique de 1929. Dans les années 30, l'intervention des Etats se manifestait à propos du chômage. Les partis socialistes discutaient entre un courant révolutionnaire et un retraite sur le diagramme national. Dans ces conditions l'IOS ne pourrait pas résister, et malgré tous ses efforts elle avait perdue son influence dans la scène européenne. Au cours de ces années le planisme guidé par H. de Man et le keynésianisme orientaient la social-démocratie européenne qui avait perdu son moteur écrasé sous la montée du fascisme hitlérien.

Si on voulait examiner les pays exemples qu'on a déjà montrés, il fallait d'abord parler de l'Allemagne qui s'introduisait autour de nationalisation. Après la guerre, la majorité sociale-démocrate voulait une collaboration durable avec le patronat, c'était même cité dans la

⁵¹ Touchard, p.775.

Constitution de la nouvelle République dans son article 165 qui parlait d'une collaboration des classes et des principes d'une démocratie économique.⁵² Les socialistes allemands qui croyaient qu'ils possédaient une très forte organisation, ne pourraient pas mettre fin à la puissance déréglée du capital. A cause de la crainte du bolchevisme, ils laissaient tomber la démocratisation de la justice, de l'armée et de la bureaucratie en second plan. Cette tendance menait la division des forces d'extrême gauche par la violence menée par le gouvernement. Un parti communiste est fondé par les spartakistes qui solidarisaient de jour en jour. L'insuffisance des modifications économiques et les tendances nationalisées contre la paix signée, sont réunies avec la gauche radicale, et diminuaient la force de SPD lors des premières élections de Reichstag. Pendant les années suivantes, la majorité se ralliait avec les indépendants, mais continuait à perdre des sièges contre le parti communiste. Après 1925, les sociaux-démocrates cherchaient le maximum de la prospérité de la classe ouvrière, mais toujours en manque de stratégie contre une crise économique ou politique. Lors du *Congrès de Kiel* en 1927, la théorie du capitalisme organisé pour la concentration économique avait été déclarée, mais l'influence de cette idée restait limitée sur les masses ouvrières. D'autre part les années 24-28 ont témoigné l'augmentation de la force du parti communiste qui désignait SPD comme *l'aile gauche du fascisme*.⁵³ Et quand la crise éclata en 1929, les socialistes devenaient la cible des attaques de la droite et de la gauche.

L'évolution du bipartisme en Grande-Bretagne



⁵² A. Bergounioux – B. Manin, 'La social-démocratie ou le compromis', PUF, 1979, p.108.

⁵³ Droz, p. 207.

Quant au travaillisme britannique dans les années 20-30, on le voyait à la place du parti libéral. En 1918, le programme travailliste, rédigé par S. Webb, sous le titre '*Le Labour et le nouvel ordre*', comportait l'application généralisée du principe du minimum vital, remarquait une administration démocratique et décentralisée d'industries nationalisées dans l'esprit du socialisme de la guilde et appréciait juste l'appropriation par la communauté de la plus-value.⁵⁴ C'était pour la première fois dans son histoire que le travaillisme britannique accordait un programme incontestablement socialiste. Le Labour avait été représenté dans les gouvernements de coalition jusqu'à la défaite du parti libéral. Il faut préciser qu'au début des années 20, l'industrie anglaise avait régressée et le chômage s'installait au sein du pays. Ces années témoignaient aussi la fondation d'un parti communiste, par la fusion de *British Socialist Party (BSP)*, de *Socialist Labour Party (SLP)* et de *Workers Socialist Federation (WSF)*.⁵⁵ Mais *Labour Party*, qui refusait de participer à la Troisième Internationale, comme la plupart des travaillistes anglais, essayait de réaliser la socialisation sans la transformation du régime de propriété, ni d'une révolution. La situation parlementaire de LP s'améliorait à cause du mécontentement général au sein du pays, par contre avec la dissolution de la grande coalition des mineurs, cheminots et transporteurs, le nombre des syndiqués avait diminué. A l'aide de leur position pour le libre-échange, les travailleurs ont obtenu 192 sièges au parlement contre 155 des libéraux. Pour eux, la consommation des travailleurs jouait un rôle essentiel dans le capitalisme moderne. Et si l'accroissement de la consommation était le moteur de l'économie, une politique de hauts salaires et un ensemble de garanties contre les risques devenait nécessaires pour le capitalisme lui-même.⁵⁶ Mais quand la crise de 1929 était à la porte, la situation de l'Angleterre avec plus de 2500000 chômeurs était catastrophique avec aucun espoir de trouver du travail pour les ouvriers. Les travaillistes devaient payer leurs erreurs par la diminution de leurs élus au parlement.

D'autre part, le socialisme scandinave et surtout suédois qui se situait au milieu du capitalisme et le marxisme léniniste, en définissant une autre voie qui triomphait avec une doctrine préétablie en respectant le parlementarisme et la démocratie, construisait l'Etat du bien-être en cohérence avec le capitalisme et l'équilibre des pouvoirs économiques. Surtout en Suède le socialisme était réformiste avec une faible minorité révolutionnaire. De toute façon, en 1920, le

⁵⁴ Bergounioux – Manin, p.109. , Droz, p. 257.

⁵⁵ Droz, p. 258.

⁵⁶ Bergounioux – Manin, p.111.

premier gouvernement à direction socialiste a été constitué par Branting, pour un court terme, contre les alliances de la droite suédoise qui voulait l'empêcher.⁵⁷ Jusqu'à la conquête totale du pouvoir politique en 1932, les sociaux-démocrates suédois ne pourraient pas arriver à imposer un programme économique régulier. Mais les expériences de la *Commission de Socialisation*, fondée juste après l'insuccès du premier gouvernement socialiste, montraient les erreurs qu'ils ont commis. L'unification de SSU avec celle des paysans à origine conservatrice pour lutter contre les employeurs résultait par une augmentation efficace des votes socialistes à l'aube de la *crise des bourses de New York en 1929*. Malgré que le chômage se triplait au sein de la Suède, y compris $\frac{1}{4}$ des syndiqués, cette coalition socialiste et paysanne permettait aux socialistes de revenir au pouvoir au début des années 30.⁵⁸ La création d'emplois par un développement massif des investissements publics, sous l'influence du socialisme de guilde, et l'augmentation des revenus les plus bas qui résultait de l'élargissement du marché intérieur, étaient les éléments indispensables du progrès économique. Ainsi en Suède, le nombre des chômeurs diminuait de 200000 à 10000 dans 4 ans, puis le pays organisait une politique d'Etat de bien-être qui comprenait toutes les organisations syndicales, ouvrières et paysannes. La collaboration entre les ouvriers et les patrons créait une législation de sécurité sociale en 1934, et avec toutes ces particularités la social-démocratie suédoise constituait un oasis de prospérité et de paix sociale.⁵⁹

Si on revient en Europe, sur les courants qui l'influençaient au cours des années 1930, il faut qu'on parle du planisme du socialiste belge H. de Man et de la politique keynésienne. Les social-démocraties européennes étaient guidées par ces politiques économiques qui rendaient le socialisme plus accessible au système capitaliste et libéral. Mais il ne faut pas oublier qu'après la crise mondiale de 1929, les sociétés pourraient se régler à l'aide de ceux-ci. Il était évident qu'il fallait partager ou bien entretenir le système capitaliste et le socialisme démocratique. La systématique du planisme, rédigé par les œuvres principaux d'Henri de Man, comme '*Au-delà du marxisme*' (1927) et '*L'idée socialiste*' (1933), composait de vives critiques sur le révisionnisme du socialisme. Il voyait la crise et l'incapacité du révisionnisme traditionnel et proposait un *Plan de travail* en 1933. En l'absence de théoricien comme Kautsky, de Man critiquait les racines du marxisme et les hypothèses de la pensée du XIXème siècle. Pour lui, la masse ouvrière avait

⁵⁷ Özdalga, p. 136.

⁵⁸ Droz, p. 273.

⁵⁹ Droz, p.274.

substitué l'idéale révolutionnaire par le réformisme, et elle devrait aussi passer du pacifisme au social patriotisme.⁶⁰ Contre le fascisme, le socialisme devait constituer un front commun et national, dans un principe fédérateur, le capitalisme monopoliste et le capitalisme financier devaient fournir.⁶¹ Dans son plan de travail, il dénonce qu'il faut restaurer un régime d'économie mixte, d'une coté avec un secteur privé d'autre par un secteur nationalisé englobant l'organisation de crédit et les industries principales déjà monopolisées en fait.⁶² Selon de Man, pour rationaliser la production, il fallait diriger les industries nationalisées sous l'autorité d'un consortium industriel, qu'on pourrait délivrer le secteur privé en concurrence avec celles-ci, parce que la planification des équilibres entre la capacité de production et de consommation développait par entre aide de ceux-ci. Cette pensée de réforme d'institution du capitalisme guidait à la régularisation de la production et de la demande d'où le syndicalisme jouait un rôle important dans le maintien de l'équilibre social.⁶³ Le planisme n'aura pas un impact immédiat jusqu'à sa maturation, et ne pourrait pas devenir la doctrine économique de la social-démocratie européenne jusqu'à la fin des années 1930.

L'adoption d'une politique planiste macroéconomique dans la social-démocratie européenne guidait aussi à étudier des nouvelles théories économiques, précisément celles de Keynes. L'idée que la crise de 1929 apportait au sein de l'économie européen, dont il n'y avait pas un équilibre direct entre l'offre et la demande, et que la politique de laisser-faire du libéralisme, n'assurait pas les rapports de la production et de la consommation d'une part, et ceux du chômage et d'appareil des prix de l'autre. Alors, l'action de l'Etat en intervention à l'économie était cruciale. Le début des années 30 témoignait aussi à des transformations de l'économie politique par l'intervention de l'Etat de la subordination du monétaire au budgétaire. L'équilibre économique était assuré par une politique anti-libérale. Même l'Allemagne, pour diminuer le chômage, et augmenter la demande et la production, utilisait les investissements publics financés par l'émission de monnaie. Les scandinaves surtout la Suède, prêt à accueillir la politique keynésienne à court terme, utilisait la doctrine pour diminuer les effets de la crise. La lutte pour le plein emploi utilisait le mode de production, et la situation s'améliorait rapidement.

⁶⁰ Droz, p.186.

⁶¹ Bergounioux – Manin, p.114.

⁶² Castagnez-Ruggiu., p. 87.

⁶³ Bergounioux – Manin, p.116.

Dans les années suivantes, sous l'influence keynésienne les socialistes suédois mettaient en œuvre un programme systématique de réformes sociales qui permit de relancer la consommation et de maintenir le plein emploi en 1934, l'assurance chômage en 1935, une élévation de la retraite vieillesse, des allocations familiales, un programme de construction de logement à bon marché, etc. Le parti aussi déclarait au congrès de 1936 que pour eux le changement des rapports de production apparaissait comme le résultat d'un développement qui créait les conditions favorables pour des formes plus élevées de production.⁶⁴ Il faut citer que '*l'Etat de bien-être*', sous l'expression suédoise plus précise '*maison du peuple*', est devenu une conception du socialisme suédois et un but comme une politique économique par la pratique keynésienne. Pour Keynes, qui proposait une action sur les investissements et la consommation par le budget et la fiscalité, l'intérêt du peuple entier devint le but essentiel. En plus, la théorie générale était parfaitement en harmonie avec la politique du travaillisme, et sa forme économique fut implicite dans l'attitude du mouvement travailliste.⁶⁵ Alors que la Suède était le premier à appliquer cette politique, et puis l'Angleterre popularisait le terme de *Welfare State*.

De l'autre côté de l'Europe, dès la montée d'Hitler au pouvoir, on voyait l'effondrement de la social-démocratie allemande. Aucune solution de changement à opposer contre les forces nationalistes, ni de solution valable contre les misères de la crise économique, que la social-démocratie allemande ne pourrait créer. Tandis que la haine entre les communistes et les socialistes allemands, renforçait les fascistes. Les uns morcelaient les votes des autres dans le camp gauchiste où les communistes osaient déclarer pour les socialistes que le fascisme de Brüning n'est pas meilleur que celui de Hitler⁶⁶, et après les élections de 1932 où la montée du nazisme ne pourra détruire la gauche, mais la participation des communistes aux grèves à côté des nazis, en 1933 menait Hitler à devenir chancelier. Le Parti social-démocrate fut interdit en quelques mois, suite à l'arrestation des leaders des syndicats et des syndiqués. A cause des débats personnels au sein de la gauche allemande, un régime fasciste avait été établi en Allemagne sous la folie d'Hitler qui éclatera la plus grande catastrophe de l'histoire humaine qui n'avait jamais eu lieu.

⁶⁴ Bergounioux – Manin, p. 123.

⁶⁵ Bergounioux – Manin, p.125.

⁶⁶ Jacques Droz, p. 209.

A. III. ii. La mutation de la social-démocratie.

La social-démocratie européenne, entre deux guerres semblait tracer sa route avec sa tête à contresens de la marche de son corps, par conception de parti réformiste à programme anti-capitaliste.⁶⁷ Mais à la fin de la seconde Guerre Mondiale, l'Europe aggravée par les misères, avait perdu tous ses moyens de production, le chômage et la pauvreté agrandissaient. La solution à cette situation était la fidélité au grand allié américain. Même les partis et les gouvernements sociaux-démocrates se soumettaient à celui-ci. La faiblesse militaire européenne fleurissait la peur contre l'armée rouge et les bolcheviques vainqueurs, et rapprochait les pays européens occidentaux sous les bras de leur '*big brother*'. L'opposition des Etats-Unis et de l'URSS qui dirigerait le monde à un partage entre les camps n'apparaissait pas encore, juste après la guerre. Il faut rappeler qu'à cette date, 66% de la capacité industrielle du monde et 75% du capital mondial investi étaient représentés par les Etats-Unis.⁶⁸ En plus, l'isolationnisme traditionnel et l'universalisme libre-échangiste joignaient par la représentation de l'Amérique arbitraire sur les différents conflits mondiaux. Cette tendance avait été déclarée à la *Conférence de Yalta*, et les Etats-Unis ne rataient pas la chance d'intervention directement dans l'économie européenne, à ses zones d'échanges qui lui étaient fermées aux temps des empires coloniaux, par le fameux '*Plan Marshall*'.

Les seules forces politiques qui essayaient de se positionner à l'extérieure de l'influence américaine étaient les gouvernements scandinaves, surtout la Suède et la Norvège, et la politique du gouvernement travailliste d'après guerre à Londres entre 1945-1951. La politique de neutralisme de ces pays plus ou moins nette, apparaît comme une réaction pacifiste face aux oppositions interventionnistes. D'autre part la social-démocratie allemande qui se reconstituait dans l'immédiat après-guerre, se positionnait aussi comme neutraliste, pour la réunification des deux Allemagnes dans une zone neutralisée au centre de l'Europe. Mais la plus nette politique neutraliste était déclarée par les suédois qui possédaient une dette d'un milliard de couronnes à l'URSS, mais en même temps acceptaient le Plan Marshall. En plus les pays scandinaves

⁶⁷ Moschonas, p.23.

⁶⁸ Bergounioux – Manin, p. 142.

refusaient aussi de participer en 1948 à la *Conférence de Bruxelles*, influencée par l'Angleterre, contre l'attitude de l'URSS.⁶⁹ D'autre part, la Grande-Bretagne avec son gouvernement travailliste ne pouvait pas définir sa neutralité si nette. Le programme travailliste rédigé en 1945, '*Faisons face à l'avenir*', définissait la politique intérieure par une série de révisions : la création des services sociaux, les nationalisations de la Banque d'Angleterre, des charbonnages, du gaz et de l'électricité, des transports par rails et par routes des industries de l'acier et du fer.⁷⁰ D'autre part la politique extérieure par une volonté de paix, de décolonisation (en Inde) et de soutien aux régimes démocratiques. De cette politique, le maintien et la sauvegarde des intérêts de la puissance britannique passaient par l'écrasement d'une rébellion populaire en Grèce et par le soutien d'une dictature en Iran. Par conséquent avec l'influence de l'Angleterre, les Etats-Unis avec un discours du président Truman, en 1947, pour faire voter les crédits nécessaires au soutien des forces démocratiques en Turquie et en Grèce, avait commencé l'ère de la guerre froide par la déclaration de la politique de '*Containment*'.

Quand on examine la scène internationale, les efforts pour réorganiser une Internationale Socialiste commençaient par les membres de LP qui étaient dans le gouvernement de Churchill pendant la guerre. Alors, un pôle de résistance contre le communisme résultait par un Comité de la défense socialiste internationale (*Comisco*), et les travaux de celui-ci regroupaient en 1951 à Francfort, les pays européens membres de l'OTAN, et formaient la nouvelle *Internationale Socialiste*. La social-démocratie européenne d'après-guerre se construisait sur les fondements de respect des droits de l'homme, de la nationalisation des cartels, de la liberté individuelle et le développement continu du bien-être, du droit au travail, à l'aide médicale, à la sécurité économique, etc. Elle luttait contre toutes les discriminations, et contre chaque dictature qui menaçait les libertés.⁷¹ Donc elle ne déniait pas les brochures de Lénine mais refusait les chars de Staline.⁷² Alors, c'était évident que dans cette situation, les sociaux-démocrates européens choisissaient l'occident pour échapper au stalinisme. Mais cette soumission aux Etats-Unis possédait aussi des conséquences comme le refus idéologique du totalitarisme. Alors, une troisième voie commençait à se fortifier : le neutralisme, comme une espérance de refuser une

⁶⁹ Bergounioux – Manin, p. 138-139.

⁷⁰ Droz, p. 302.

⁷¹ Déclaration de Francfort, IS, 1951.

⁷² Bergounioux – Manin, p. 143.

l'autre des dominations. La polarisation avait coupé l'Europe en deux avec des puissances militaires aux frontières d'Allemagne séparée.

Dans la politique intérieure des pays européens, la social-démocratie roulait sur un chemin qui la transformera à une social-démocratie du peuple tout entier. Les partis, en risquant de perdre leur clientèle essentielle, s'adressaient aux classes moyennes et en particulier au secteur tertiaire, pour devenir de plus en plus composite. Dans années 50, en utilisant le planisme à long terme et le keynésianisme à court terme, les partis sociaux-démocrates essayaient de diriger leurs pays et améliorer les conditions sociales de leurs peuples. En Angleterre, le gouvernement travailliste qui triomphait en 1945 avec 393 sièges au parlement contre 163 des conservateurs, remplaçait définitivement le parti libéral dans le système bipartite britannique. Avec leur accord à la guerre de Corée et au principe de réarmement les travaillistes commençaient à perdre des sièges. Aux élections de 1951, 321 contres 295, et puis en 1955 réduite à 277, en 1959 à 258.⁷³ Mais LP essayait toujours de conquérir les classes moyennes pour réduire la force des conservateurs au lieu d'acquérir les voix de l'extrême gauche. Le principe se transformait de parti de classe en parti des masses populaires. La Grande-Bretagne était devenue une société mixte à l'esprit de Welfare State, et avait cessé d'être un pays capitaliste où le dirigisme contrôlait le jeu de la concurrence. De l'autre côté la situation et le développement de la Suède était meilleur, parce qu'il y avait un gouvernement socialiste continu, et les suédois résolvait leur problèmes avec la participation administrative, par des traités bilatéraux ou trilatéraux entre parti, syndicats et Etat.

Comme presque dans tous les autres exemples européens, SPD aussi, soucieux de gagner les élections, avait plus de chance en se rapprochant des chrétiens-sociaux. Pour devenir un parti du peuple tout entier, les rangs de SPD, comme on l'a déjà vu dans les débats principaux de la social-démocratie européenne, étaient le lieu des nouvelles discussions. En voyant que l'économie sociale de marché leur faisait perdre leur clientèle, plusieurs socialistes allemands découvraient la solution dans l'abandon des idées marxistes. Les congrès des années 50 témoignaient ces changements, et la défaite des élections de 1957 forçait SPD à élaborer un nouveau programme qui constituait une rupture totale avec l'idéologie marxiste. Le *Programme*

⁷³ Droz, p. 305.

de Godesberg de 1959, affirme que le parti se définit comme le parti de la liberté d'esprit, qu'il intéresse une communauté d'hommes issus de différentes tendances de la pensée sur des buts politiques semblables, et que la lutte ne pouvant être menée que par des moyens démocratiques. En abandonnant les nationalisations, il admet qu'*il faut concurrencer autant que possible, planifier autant que nécessaire.*⁷⁴ Mais ce désir de devenir un parti du peuple coûtait cher, car les intellectuels et l'Association allemande des étudiants socialistes (SDS) qui soutenaient le marxisme encore étaient expulsés du parti la même année.

D'autre part, le neutralisme qui cherchait une troisième force en Europe, donnait naissance à la *Communauté Economique Européenne* (CEE), à laquelle, début SPD et LP avaient été contre. Mais pour élaborer une politique mondiale et acquérir l'indépendance de l'Europe en refusant toutes sortes de totalitarisme et d'impérialisme, la CEE devenait, avec le support de SPD plus tard, la troisième voie entre le capitalisme et le communisme. L'Europe socialiste restait fidèle à l'alliance mais plus équilibrée par la puissance européenne économique et même militaire.⁷⁵

Les années 60 pour la social-démocratie européenne témoignaient une révision radicale des principes, à laquelle, le monde divisé entre deux camps la forçait. Le refus définitif de la lutte révolutionnaire pour le socialisme, qui devenait un instrument du capitalisme, servit à développer les structures de l'Etat de bien-être. Cette division interne où crise doctrinale de la social-démocratie européenne guidait les partis à se redéfinir dans la société. L'organisation des partis que sa couche ouvrière affaiblissait, se reconstituait dans la société européenne en influençant les nouvelles couches moyennes. Alors le besoin de changer la structure de l'organisation des partis fut nécessaire. Certainement la libération des coutumes qui a sans doute été réalisée par des gouvernements sociaux-démocrates surtout en Suède, en Allemagne et en Angleterre, était le résultat de la transformation des partis de militants à bureaucratie forte aux partis des peuples, pour conquérir les suffrages du centre (LP) ou d'entretenir la coalition qu'ils commandaient (SPD). La question se posait de connaître comment la social-démocratie défendrait les intérêts de la classe ouvrière. Alors les relations entre parti-syndicats étaient vitales. Surtout dans les pays

⁷⁴ Droz, p.319 et 'Le programme fondamental du Parti social-démocrate allemand', Revue socialiste, 1960, p. 318-336.

⁷⁵ Bergounioux – Manin, p. 146-148.

comme la Suède et l'Angleterre où les partis possèdent des structures indirectes que les adhérents des syndicats devenaient aussi collectivement membres des partis.⁷⁶ En Suède, les membres collectivement affiliés par les syndicats composaient 80% des membres de SAP, et cette situation progressait de jours en jours jusqu'à l'affiliation collective en 1975 y compris LO. En plus l'aide syndicale composait 70% du budget du parti. D'autre part LP aussi accumulait 80% des revenus du parti par les cotisations syndicats. L'interdépendance des partis et des syndicats se montrait aussi par des organisations permanentes ou par des conseils, entre LP et TUC, et entre SAP et LO.⁷⁷ Donc on peut parler d'une liaison entre l'Etat, l'espace politique et la société. Les organisations de masse constituaient la puissance et le support du mouvement, d'autre part le gouvernement et le parlement conduisaient la société avec des liens directs et étroits avec les syndicats. L'oligarchie politique et syndicale partageaient le pouvoir en Europe social-démocrate.

Par conséquent si on examine les actes des gouvernements sociaux-démocrates, on pourrait aussi réussir à comprendre le glissement de l'influence des classes moyennes. Par exemple en Angleterre, le gouvernement triomphant après le pouvoir de 10 ans des conservateurs, le parti travailliste guidé par H. Wilson, de 1964 à 1970, restructurait la société par des profondes réformes. Contre la mauvaise marche de l'économie, la solution était de restaurer une planification du développement par une politique des revenus, la dévaluation, la réforme des syndicats. Marchant cote à cote avec une révolution culturelle et sexuelle, la révolte des jeunes fleurissait. Alors les lois instaurant l'ordre socioculturel comme la loi punissant toutes discriminations en 1965, celle-ci consentant l'homosexualité en 1967, celle d'autorisation de l'avortement en 1968, une autre pour l'abaissement à 18 ans de l'âge électorale en 1969, celle sur l'égalité des salaires pour les femmes à travail égal en 1970 et une autre loi facilitant le divorce en 1971, etc.⁷⁸ Malgré sa tendance qui tolérait les différences, le gouvernement de Wilson se trouvait face à des vives critiques des conservateurs sur la '*crise des valeurs*', et les traditions empêchaient le changement de la société. Avec l'économie qui continuait à faiblir et la crise des 70 se rapprochant, LP perdait le pouvoir dans les années 70 à M. Thatcher, et ne pouvait pas le regagner jusqu'aux 90.

⁷⁶ Moschonas, p.30-37.

⁷⁷ Bergounioux – Manin, p. 156-157.

⁷⁸ Charlot, p. 115-119.

La social-démocratie reposant sur un système de relations industrielles établissant des rapports contractuels patronat-syndicat, une politique sociale d'Etat de bien-être, une redistribution des revenus, luttait contre les inégalités de culture, de pouvoir et de revenus. L'hégémonie de SAP qui durait 44 ans jusqu'à 1976 et qui ressemblait à une révolution passive, perdait son influence par une érosion électorale pendant les années de la crise économique.⁷⁹ Mais le pacte capital-travail qui créait une coalition pour la croissance du modèle suédois, construisait un compromis social-démocrate qui acceptait l'ordre capitaliste et collaborait dans sa gestion macro-économique. La politique néo-corporatiste liée aux situations nationales marquées par un mouvement ouvrier puissant, grâce auquel les syndicats participaient à l'échange généralisé, se montrait par deux conditions. L'une est la capacité des syndicats de contrôler les masses, pour celle-là ils devraient être représentatifs et centralisés, et l'autre est l'existence d'un gouvernement puissant, durable et social-démocrate⁸⁰, comme l'exemple suédois le montrait.

Les années de crise qui touchait le capitalisme, par le chômage et l'inflation dans les économies occidentales, témoignaient aussi l'insuffisance de l'instrument keynésien qui atteint ses limites. Même en Allemagne fédérale où SPD donnait son support à l'égard des patrons, l'économie de Welfare et sa structure de protection sociale, ne pourrait pas limiter l'ampleur de la crise. Il apparaît que la restauration du profit des entreprises pour fixer ou augmenter la rentabilité des investissements avait tendance à baisser. Alors, il fallait diminuer l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires proportionnellement à celle du profit. Dans cette perspective que le chancelier Schmidt déclarait que *les profits d'aujourd'hui des entreprises sont les investissements de demain, et les investissements de demain sont les emplois d'après-demain*.⁸¹ Alors, la coupure entre le gouvernement et les syndicats, puis entre la social-démocratie et les travailleurs était devenue inévitable. Donc l'évolution économique faisait trembler les fondements du compromis de classe en faisant perdre la confiance des travailleurs. La social-démocratie a commencé à s'affaiblir. Cet affaiblissement de la présence et de la culture ouvrières évoluait les partis européens vers un modèle '*électoral-professionnel*'. Dans cette situation de désouvriérisme le système de décision tripartite avait perdu sa capacité de négocier pour le

⁷⁹ Moschonas, p.39-40.

⁸⁰ Moschonas, p. 61-66.

⁸¹ Bergounioux – Manin, p. 188.

compromis avec la bourgeoisie, parce que les syndicats manquaient de la volonté de contribuer à la transformation néo-corporatiste.

Il faut rappeler qu'après-guerre les politiques des partis sociaux-démocrates influençaient à la fois des éléments de la structure de domination en même temps que les instruments des dominés. Mais la situation montrait que le second conjoignait sur le premier.⁸² Donc la position de la social-démocratie s'était fragilisée au sein de la classe ouvrière. La social-démocratie européenne des années 80, à des formations interclassistes ne ressemblait plus à ceux des années 50 et 60 à cause de l'épuisement programmatique du bouleversement socio-électoral. Pendant les années 1980, une forme de désocialisation démocratique dirigeait l'ancien continent. Plusieurs social-démocraties remplaçaient la seule et identique social-démocratie européenne. D'autre part la politique d'attrape-tout faillait idéologiquement et même mécaniquement à cause de la progression arithmétique des classes moyennes. Cependant, le lien entre parti social-démocrate et classe ouvrière dont l'un exerçait son influence sur l'autre s'était affaibli. Une division électorale au sein de la classe ouvrière apparaissait à cause de la division de la politique centriste d'attrape-tout. D'autre part, en l'absence de formation politique, les classes moyennes ne pouvaient pas aussi former une solidarité électorale. Par conséquent, même dans les pays qui pourraient maintenir la composition électorale de ses classes ouvrières, le développement des '*nouveaux politiques*' comme une vague de protestation de caractère pacifiste et environnementaliste, dites les '*Verts*', apparaissait.

Les partis du mouvement écologiste, les verts, qui possèdent un style d'action politique non conventionnel, des structures participatives, s'agissent d'une nouvelle génération de partis politiques. Ils sont faiblement bureaucratisés et hiérarchisés, avec une pratique de démocratie directe et de décision collective. Leur thématique insistait sur l'autonomie, l'égalité des droits surtout pour les minorités ethniques, l'environnement, le désarmement, le tiers-mondisme, etc. Fondamentalement ils critiquent la société industrielle et ses aspects productivistes, technocratiques, et la consommation. La croissance de toute sorte qui accroît les inégalités est refusée.⁸³ Ces partis qui sont fondés dès le début 80, possèdent aujourd'hui une force non

⁸² Moschonas, p.121.

⁸³ Guillaume Sainteny, '*Les verts*', Presse Universitaire de France, 1991.

négligeable au parlement européen. A l'ère de l'échauffement mondiale, on peut dire qu'on doit écouter ce qu'ils disent.

Quant on revient à la social-démocratie européenne, même la fin du XXe et le début du XXIème siècle montrait que, les partis sociaux-démocrates au sein de l'*Union Européenne* perdaient leur espace partisanal à la pénétration des nouveaux partis qui réessaient à détacher les électeurs socialistes par leur nouvelle politique. L'incapacité de la social-démocratie à réaliser de représenter les intérêts matériels et post-matériels des classes moyennes et défavorisées en expansion, résulte par une crise continue. Il faut que la social-démocratie constituât une nouvelle doctrine qui unira les univers culturellement et socialement distincts.⁸⁴

Depuis le début des années 90, frappée par des crises continues qui provoquent de fortes chutes de la croissance, des revenus et de l'emploi dans le monde, l'humanité témoigne le passage de la société industrielle à la société d'information qui marque l'apparition d'une nouvel ère par le phénomène de la mondialisation. C'est un monde où les frontières, les barrières pour l'information, pour le commerce, les investissements, pour les mouvements de capitaux et l'échange des services, tendent à disparaître tandis que des murailles contre la liberté de mouvement des êtres humains s'élèvent. Tout est libre de circuler, sauf les personnes.

Même la politique économique a changé. La tendance à l'Etat minimal, propre à l'idéologie néo-libérale qui imprègne le nouveau conservatisme, s'accompagne du renforcement des nouveaux acteurs de ce qui prétend être une société de marché, plus qu'une économie de marché, au lieu d'une société démocratique. Cette confusion conduit à un individualisme destructeur de l'espace public dans lequel se réalisent les valeurs de vie en commun, de liberté et de cohésion.

La société actuelle favorise l'individualisme et l'atomisation sociale afin de compenser la faiblesse numérique de la minorité dominante par les divisions et l'ignorance de la majorité travailleuse. La productivité augmente, mais accompagnée du chômage technologique, les

⁸⁴ Moschonas, p.125-130.

excédents sont inéquitablement partagés et la conception traditionnelle du travail est remise en cause.

A l'initiative de partis membres de l'Internationale Socialiste, ou des autres formations progressistes et dans diverses régions du monde, on constitue des alternatives courageuses pour ouvrir de nouveaux chemins à la pensée et à l'action, face au nouveau conservatisme.⁸⁵

Alors il ne faut pas laisser la société globale entre les mains de l'individualisme désagrégateur du fondamentalisme néo-libéral, en limitant les risques de ce dernier. Pourtant cette tendance épanouit une réaction altermondialiste que l'IS aussi la supporte. Un *Forum Social Mondial* unit à Porto Allègre depuis 2001, sous le slogan : '*un autre monde est possible*'. Les propositions principales du forum sont le respect au droit de l'emploi, la lutte contre toutes les discriminations, le démantèlement de tous les paradis fiscaux, le commerce équitable, l'environnementalisme, le respect au droit d'information, etc.⁸⁶ Le Forum Social Mondial est le résultat du mouvement altermondialiste qui a commencé à prendre un grand ampleur dès les années 80, contre les politiques économiques néo-libérales des oppresseurs mondiaux. D'autre part parallèlement au forum mondial, un *Forum Social Européen* regroupe aussi les propositions d'un ordre alternatif au sein de l'Europe et l'Union depuis 2002. Les recherches pour un monde alternatif continuera contre le '*new world order*' des néo-conservateurs qui dominent l'économie globale et règnent les gouvernements mondiaux. Alors la social-démocratie doit chercher des nouvelles idéologies ou peut-être, revenir aux fondements de l'ordre social.

Dans cette folie capitaliste et consummatrice, sous l'influence d'un nouvel impérialisme anglo-saxon, en témoignant des guerres catastrophiques contre la terreur inventée, la social-démocratie de nos jours, en état de transition, n'a plus d'identité correctement et strictement arrangée. La social-démocratie qui est moins le produit d'une révolution que d'une évolution, en perdant aussi son espace de compétition, est moins social-démocrate que jamais.

⁸⁵ La déclaration de Paris, de l'Internationale Socialiste, en 1999.

⁸⁶ www.Wikipédia.fr

SECONDE PARTIE (B)

La social-démocratie en Turquie.

La deuxième partie de l'étude concerne la social-démocratie Turque et son développement au cours du XXème siècle ; elle embrasse en même temps l'évolution de la société Turque et celle du syndicalisme au sein de celle-ci. Le développement historique des droits du travail et les politiques sociaux de la Turquie seront examinés aussi dans cette partie. On essayera d'identifier la continuité de l'Etat turc depuis l'Empire Ottoman, puis on distinguera l'ère des révolutions de la jeune république. On cherchera la persistance de la résistance laborieuse turque, et ses effets sur les politiques révolutionnaires. On étudiera le rôle des politiques sociales qui visait le mythe des '*civilisations modernes*', et pour cette cause, le développement de l'industrialisation et la création de la classe ouvrière. On examinera aussi la diversité des partis politiques en Turquie, et le rôle du libéralisme forcé à partir de la seconde moitié du XXème siècle. L'évolution de la politique sociale turque, sous l'influence de la globalisation et de l'occidentalisation, sera étudiée dans le cadre de cette partie. On distinguera les effets des mouvements ouvriers aux années 60 et 70, et la notion de '*centre gauche*'. Enfin on essayera de répondre à la question de savoir si une vraie social-démocratie a existé et existe en Turquie. Nous essayerons aussi d'identifier les insuffisances constitutionnelles qui créent une faiblesse chronique pour la classe ouvrière turque. Finalement on précisera la situation de l'Etat turc et le malaise du régime républicain sous les politiques conservatrices et radicales libérales.

B - CHAPITRE I. Les Mouvements Ouvriers et le Syndicalisme avant 1960.

B. I. i. Les mouvements ouvriers avant la république.

Pour comparer la social-démocratie européenne et celle de la Turquie, on devrait d'abord examiner l'évolution de la culture politique ottomane, des mouvements ouvriers au sein de l'empire, et étudier la logique de la politique sociale et économique de la jeune république jusqu'à la moitié du XXème siècle. C'est seulement après cet étude qu'on pourrait comprendre la raison de l'apparition des mouvements socialistes et sociaux-démocrates tardivement, à partir des années 1960. Pour comprendre les mouvements ouvriers pendant l'Empire Ottomane, on devrait examiner d'abord la situation de l'Empire Ottomane au XIXème siècle.

Les premiers mouvements ouvriers sont apparus pour obtenir une amélioration des conditions catastrophiques des ouvriers. Par exemple, l'Association des ouvriers (*Ameleperver Cemiyeti*) fondée en 1871 qui ne possédait pas vraiment un caractère syndical, réussissait à organiser la grève des dockers en 1872.⁸⁷ D'autre part, la première organisation dite syndicale, était l'Association Ottomane des Ouvriers (*Osmanlı Amele Cemiyeti*) fondée par les ouvriers de Tophane en 1895.⁸⁸ Mais après un an d'activité les dirigeants étaient exilés et l'association était fermée sous l'oppression du sultan. Il n'y avait pas d'autre organisation ouvrière à cette époque dans l'Empire Ottomane, et de toute façon il n'y avait pas trop d'ouvriers. Selon la Compte Générale de la Statistique en 1894-1895, il y avait environ 200000 ouvriers qui comptait %1,24 de la population.⁸⁹ Par conséquent, l'industrialisation qui n'était pas suffisamment développée empêchait l'apparition d'organisations de la classe ouvrière dans l'empire. Jusqu'à la *II. Meşrutiyet*, les mouvements ouvriers opprimés au sein de l'empire étaient souvent à coloration ethnique et communautaire. Peut-être les conditions de travail des ouvriers étaient la raison mais l'idée principale était l'organisation des minorités contre la puissance centriste du sultan. Pendant

⁸⁷ Alpaslan Işıklı, 'Sendikacılık ve siyaset', Imge Kitabevi, 2005, p. 473.

⁸⁸ Işıklı, p. 473, et İlhan Akdere- Zeynep Karadeniz, 'Türkiye Solu'nun Eleştirel Tarihi – 1', Evrensel Basım Yayın, 1994, p.21.

⁸⁹ Ahmet Makal, 'Türkiye'de tek partili dönemde çalışma ilişkileri 1920-1946', Imge Kitabevi, 1999, p. 40.

cette période le socialisme et ses mouvements idéologiques ne pourraient pas pénétrer dans l'esprit de la société et resteraient dans l'intellect élite.

Mais avec la déclaration de la *II. Meşrutiyet*, qui donnait une brise de liberté en 1908, renouvelait la croissance des mouvements socialistes dans l'empire. Surtout des mouvements basés à Salonique, influençaient les ouvriers ottomans. Les premières grèves auraient lieu en Serbie, Bulgarie et Grèce, puis sur la voie d'Istanbul-Edirne et puis les ouvriers de chemin de fer d'Aydin. Ainsi que les ouvriers de quelques mines, puis dans les usines de tabac d'Istanbul et d'Ankara. La même année, les ouvriers de l'usine de brique d'Alatini, deux usines de tabac à Salonique, les ouvriers de Varna, les dockers, les mineurs de Zonguldak, les ouvriers de Şirket-i Hayriye, les ouvriers de l'usine de tissage en coton d'Adana étaient en grève.⁹⁰ Les ouvriers, écrasés sous les crises économiques causés par les débats mondiaux, organisaient plusieurs grèves jusqu'à la loi de *Tatil-i Eşgal* qui interdisait le syndicalisme en public et ordonnait la fermeture des syndicats existants. Par cette loi, les conflits de travail devraient être résolus par un arbitrage, sinon elle prévoyait une certaine liberté de grève aux ouvriers.⁹¹ Mais les interdictions ne pourraient pas empêcher la création des autres organisations ou associations ouvrières ni les grèves. A Istanbul apparaissaient les syndicats des menuisiers et des tailleurs, à Salonique les ouvriers de tabac, des porteurs et de chemin de fer, à Zonguldak les mineurs, à Izmir les dockers et les ouvriers de chemin de fer anatolien fondaient des syndicats.⁹² Il faut rappeler aussi que les grèves organisées par ceux-ci ne possédaient pas un caractère politique. Par conséquent des organisations et des partis à caractère socialiste avec des politiques laborieuses apparaissaient et essayaient de mobiliser les ouvriers. Spécialement le Parti Socialiste Ottomane (*Osmanlı Sosyalist Fırkası*) fondé en 1910, s'intéressait vraiment aux problèmes ouvriers en détaillant les droits de la classe laborieuse et les pauvres, et visait à améliorer leurs conditions de vie. Mais en 1913, le parti et son organe de presse ont été obligés d'arrêter leur vie politique par suite de la tyrannie du gouvernement ottoman, et ses dirigeants étaient exilés.

Après cette courte revue historique de l'Empire Ottomane, on peut mieux comprendre les conditions de celle-ci au cours de la Première Guerre Mondiale, et puis la situation de la société

⁹⁰ Akdere-Karadeniz, p. 21-22.

⁹¹ Makal, 1999, p.42 et Işıklı, p. 474.

⁹² Mete Tunçay, 'Türkiye'de sol akımlar', SBF Yayınları, 1967, p.35.

turque pendant la *Guerre de Libération (Kurtuluş Savaşı)*. Parce que la vie politique entrait dans une période de détente pendant la guerre, mais à la fin de celle-ci, on était témoin de la création de plusieurs partis politiques dits socialistes, qui essayaient d'organiser la classe ouvrière en supportant la guerre turque contre les impérialistes. On pourrait citer quelques partis comme le Parti Social-démocrate (*Sosyal Demokrat Fırkası*) en 1918 qui se battait pour l'organisation des ouvriers et les droits des ouvriers contre les patrons. Malgré son programme, ce parti ne pourrait pas attraper un succès aux élections de 1919 et s'abolissait en 1922. D'autre part le Parti ottoman de travail (*Osmanlı Mesai Fırkası*) fondé en 1919, réussissait à faire élire un délégué au parlement ottoman.⁹³ Un autre parti important était le Parti socialiste de la Turquie (*Türkiye Sosyalist Fırkası*) fondé en 1919 qui était le prolongement du Parti socialiste ottoman. Ce parti s'intéressait aux activités ouvrières comme les grèves mais pas à l'organisation syndicale des ouvriers. Le parti faisait pression au gouvernement pour les idées de nationalisation de l'économie et de réforme des impôts. En 1920, le parti aidait à l'organisation de certaines grèves comme celle des ouvriers de Tramway, et celle des dockers, ensuite il organisait la fête des ouvriers le 1 mai 1921.⁹⁴ D'autre part, en 1920, les exilés qui s'étaient réfugiés en Russie bolchevique et qui étaient influencés par l'idéologie communiste, s'unissaient sous le nom du Parti communiste Turque (*Türkiye Komünist Fırkası*). Le parti, influencé par la déclaration du soviète de 'tous les prolétaires musulmans de Russie et de l'Orient' en 1917, et le III. Internationale Communiste fondée en 1919, envoyait des délégués au *Congres des peuples de l'Est*, et organisait des grèves anti-impérialistes qui donnaient l'appui à la Guerre de Libération. Finalement, un des partis importants des années de libération, était le Parti socialiste des ouvriers et des paysans de la Turquie (*Türkiye İşçi ve Çiftçi Sosyalist Fırkası*), influencé par les sociaux-démocrates allemands, les spartakistes. Ce parti organisait les activités syndicales, et essayait de fonder des associations ouvrières. Spécialement il réussissait en 1922, la fondation de l'Association ouvrière de la Turquie (*Türkiye İşçi Derneği*)⁹⁵ qui organisait des grèves et participait aux activités politiques.

⁹³ Tunçay, p. 61.

⁹⁴ Akdere-Karadeniz, p. 29-31.

⁹⁵ Adnan Mahiroğulları, 'Türkiye'de işçi sendikacılığı', Kitabevi, 2005, p. 4 et Stefanos Yerasimos, 'Az gelişmişlik sürecinde Türkiye-III', Belge Yayınları, 2005, p. 452.

Par conséquent on pourrait dire que les mouvements socialistes ou sociaux-démocrates s'accéléraient après la Ière Guerre Mondiale et surtout par l'éclat de la Guerre de Libération contre les impérialistes occupants. L'augmentation de la création des partis socialistes, des associations laborieuses ou des grèves organisées se datait, entre les années 1919 et 1923. Les idéologies bolcheviques et spartakistes s'unissant avec le nationalisme de M. Kemal mobilisaient la petite classe ouvrière et les masses agraires, d'abord pour leurs propres droits de travail et conditions de vie, puis pour la croyance à la libération de leur propre terre. Ces partis essayaient d'éduquer les masses par des publications ou des journaux socialistes comme '*İdrak*' (Perception) de TSF, '*Yeni Dünya*' (Nouvel Monde) de TKP, '*Kurtuluş*' (Libération) de TİÇSF, ou bien '*Aydınlık*' (Clarté) de TKP et TİÇSF. D'autre part ils organisaient des grèves massives par la médiation des organisations comme l'Association ouvrière de la Turquie (*Türkiye İşçi Derneği*), d'abord pour les droits comme la journée de huit heures, la sécurité de travail, les moyens d'éducation et de santé, le salaire double, la vacance de semaine, le droit d'organisation syndicale, etc. Surtout les partis TKP et TİÇSF mobilisaient les masses au début des années 1920. La presse d'Istanbul commençait à parler de la *grève générale*.⁹⁶ Donc, on pourrait dire que les mouvements ouvriers à cette époque possédaient un caractère mobilisant. De toute façon M. Kemal utilisait aussi ces mouvements pour renforcer la résistance contre les occupants, en limitant l'influence bolchevique qui pouvait diviser la solidarité nationale en classes.

B. I. ii. La République et le rôle de l'État.

Le gouvernement de l'Assemblée Nationale fondé en 1920, puis la République proclamée en 1923, sont surtout en continuité avec l'État Ottoman. L'héritage ottomane transférait à la jeune république une trésorerie en banqueroute, une masse de main d'œuvre non-qualifiée, une structure économique basée sur l'agriculture, quelques usines industrielles dans peu de villes, une somme d'ouvriers de quelques dizaines de milles, et une grande dette étrangère (*düyun-u umumi*) qu'on devrait payer aux occidentaux impérialistes. Malgré cette situation très défavorable, le

⁹⁶ Işıklı, p. 476.

jeune Etat turc organisait le *Congres Economique d'Izmir (İzmir İktisat Kongresi)*⁹⁷ juste avant la création de la république pour décider des politiques économiques et sociales applicables pendant les premières années de la république. Dans son discours d'ouverture au congrès, Atatürk expliquait l'importance de l'économie pour le développement et l'indépendance de la république et précisait que la Turquie ne tournera pas son dos à l'occident en disant : '*...En pensant et en parlant de l'économie, il ne faut pas supposer que nous sommes ennemis (adversaires) du capital étranger ; ...nous avons besoin du capital. Nous sommes toujours prêt à garantir les conditions nécessaires et suffisantes au capital étranger, en cas de respect de nos lois...*'.⁹⁸ Selon Atatürk, les conditions de vie de des paysans qui constituait au moins %80 de la population totale, pourraient être améliorés par le développement d'une industrialisation capable de concurrencer avec les pays développés. A la fin du congrès, les décisions les plus importantes pour que la jeune république soit auto-suffisante ont été prises notamment la création de branches industrielles dont les matières premières étaient cultivables dans le pays, la transformation des petites manufactures en usines, la fondation d'une banque d'Etat qui assurera des crédits aux investisseurs privés, le transport des produits domestiques à bas prix, le développement des chemins de fer, l'amélioration des lois qui encouragent l'industrialisation, le changement des tarifs douaniers en considérant les besoins du développement de l'industrie nationale, etc. De toute façon en évaluant les manques nécessaires pour le développement économique du pays, ce congrès traçait la voie pratique de l'économie à suivre. Le jeune Etat turc assurait aussi la fondation des entreprises, par ses propres mains, dont l'initiative privée resterait incapable. Par conséquent, la Turquie devrait appliquer une économie mixte, l'initiative économique devrait se construire d'une part par l'Etat et d'autre part par l'appui privé⁹⁹, selon le ministre de l'économie. Par cela, la république pourrait atteindre un développement économique croissant. Selon le gouvernement, la part de l'appui privé qui devrait assurer le capital nécessaire pour les investissements internes, pourrait être apparaître en construisant une bourgeoisie nationale capable d'accélérer l'industrialisation du pays. Mais le manque du capital et l'insuffisance de la puissance d'une bourgeoisie nationale qui pourrait investir à l'industrialisation de la nouvelle république, se résolut par la transition à l'étatisme après la grande crise économique de 1929. Alors les décisions économiques protectionnistes ont été prises à partir de 1930. Sous l'autoritarisme solide du parti unique jusqu'à

⁹⁷ Mahiroğulları, p. 12-15 ; Makal, 'Ameleden işçiye', İletişim Yayınları, 2007, p. 90-93.

⁹⁸ Discours de M. Kemal lors de l'ouverture du Congrès d'économie d'Izmir.

⁹⁹ Mahiroğulları, p.8.

la fin de la Seconde Guerre Mondiale, de l'impuissance quantitative de la classe ouvrière et de l'inconscience de celle-ci, résultaient l'effondrement des organisations laborieuses sauf quelques organisations professionnelles fondées sous l'influence des essais du système dit '*corporatif*'. En tous cas ces organisations professionnelles ne pouvant pénétrer totalement la société, construisaient seulement des zones de tampon entre l'Etat et l'individu.¹⁰⁰

Si l'on revient aux premières années pour examiner la situation de l'industrie entrain de se construire, le syndicalisme et les mouvements ouvriers, on voit que l'héritage des organisations ottomanes influençait les ouvriers sur des questions purement économiques. TİÇSF et TSF, qui possédaient une continuité avec TKP influencé par les bolchéviques et la revue Clarté, essayaient d'organiser la conscience de la classe ouvrière. Même au congrès d'Izmir, le groupe de Clarté, qui n'était pas invité, proposait une liste de demandes pour les ouvriers. D'autre part l'*Association ouvrière d'Istanbul*, fondée en 1923¹⁰¹, proposait aussi une autre liste nommée '*les fondements économiques du Groupe Ouvrier*' composant 34 demandes y compris les conditions de travail, le congé annuel payé, le congé hebdomadaire, la journée de huit heures, la réformation de la loi de *Tatil-i Eşgal*, les assurances d'accident de travail et de vieillesse, l'acceptation de la *Fête des ouvriers en 1^{er} Mai*, etc.¹⁰² Ces demandes se résumaient comme un document de politique sociale.¹⁰³ En tous cas, sous le caractère populiste de la jeune république où la classe ouvrière ne pourrait pas survivre par sa quantité, une société acceptée comme une seule classe, le peuple, ne pouvait pas s'organiser par des influences idéologiques. Les demandes avant-garde du document social ne avaient pas pu s'adapter tout de suite, il fallait attendre jusqu'à la maturation du syndicalisme turc, à la seconde moitié du XXème siècle, afin de les appliquer.

Quand on examine les organisations ou associations ouvrières de ces temps, il apparaît que les organisations ne pourraient pas se dénommer comme syndicats à cause de la loi de *Tatil-i Eşgal* qui était en vigueur depuis l'Empire Ottomane. Spécialement les associations socialistes influencées par TKP et TİÇSF guidaient la conscience des ouvriers. De toute façon le gouvernement voulait contrôler les mouvements ouvriers puisqu'ils pouvaient être sous

¹⁰⁰ Makal, 2007, p. 107-112.

¹⁰¹ Işıklı, p. 477-479.

¹⁰² Mahiroğulları, p.12-15.

¹⁰³ Ahmet Makal, 'Türkiye'de tek partili dönemde çalışma ilişkileri', İmge Kitabevi, 1999, p. 208-211.

l'influence communiste. Les mouvements ouvriers puissent survivre jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de *Takrir-i Sükun* en 1925, après l'éclat de la rébellion de *Cheik Sait*, qui 'interdisait toute association de s'organiser idéologiquement'.¹⁰⁴ Entre 1923 et 1925, on voyait quelques organisations supérieures à caractères syndicats comme Association Générale des Ouvriers d'Istanbul (*İstanbul Umum Amele Birliği*) fondée en 1922 et transformée en 1923 à l'Association Générale des ouvriers de la Turquie (*Türkiye Umum Amele Birliği*), qui unissait 32 associations ouvrières avant qu'elle se dissoudait. Cette association, pendant sa courte vie, présentait un mémoire au nouveau gouvernement de l'Assemblée nationale dans le quel il demandait l'amélioration des conditions de travail des ouvriers, la réformation de la loi des associations, la liberté syndicale, etc. D'autre part celle-ci fondait un organisme qui essayait de trouver du travail aux chômeurs¹⁰⁵, mais contre l'opposition du gouvernement à toutes ces demandes, İUAB s'est dissoute avant 1925. Une autre organisation à caractère syndical était l'Association pour le Progrès Ouvrier (*Amele Teali Cemiyeti*) fondée en 1924 et survivait jusqu'à 1928.¹⁰⁶ Mais pendant sa survie elle était fermée et rouverte plusieurs fois à cause de l'influence de la Clarté, et ses dirigeants étaient emprisonnés. En unissant une dizaine d'associations ouvrières ATC devenait une puissance du socialisme radical. Son plus important succès était le '*Projet des Ouvriers*' (*İşçi Layihası*) composé de 15 demandes pour le nouveau code de travail daté 1927.¹⁰⁷

Il faut préciser encore une fois que les lois de *Tatil-i Eşgal* et de *Takrir-i Sükun* autorisaient ni les organisations syndicales ni les associations idéologiques, pourtant les grèves économiques ou politiques pouvaient apparaître. Surtout les grèves des ouvriers de chemin de fer d'İzmir-Aydın (1923), et d'Adana-Nusaybin (1927), les grèves des dockers d'İstanbul (1927) et d'İzmir (1930), les grèves des ouvriers de Şirket-i Hayriye (1925), des mineurs de l'usine de charbon d'Ereğli-Zonguldak (1923), et les ouvriers du Tramway d'İstanbul (1924) possédaient en même temps un caractère politique anti-impérialiste et économique.¹⁰⁸ Il faut noter aussi que ces grèves étaient des mouvements simplement ouvriers, et elles n'étaient pas organisées par des associations. Par exemple les mineurs de Zonguldak demandaient le congé des étrangers, d'autre part les ouvriers des chemins de fer proposaient l'amélioration des conditions de travail, et les

¹⁰⁴ Işıklı, p. 479.

¹⁰⁵ Mahiroğulları, p. 20-22.

¹⁰⁶ Işıklı, p. 478.

¹⁰⁷ Mahiroğulları, p. 22-23.

¹⁰⁸ Işıklı, p.479, Mahiroğulları, p. 40-44.

dockers et les ouvriers de Tramway demandaient l'augmentation des salaires. De toute façon, le gouvernement ne tolérait pas ces grèves, et répondait brutalement de temps en temps. Par exemple la police produisait le contrecoup en arrêtant plusieurs grévistes, puis les emprisonnait ou les expédiait devant les *Tribunaux d'Indépendance* organisées d'après la loi de 1925. Surtout pendant la grève des dockers d'Istanbul, la mort de 5 policiers et de 11 grévistes¹⁰⁹ formait la plus grave catastrophe des mouvements ouvriers de ces temps.

Simplement on peut dire que les mouvements ouvriers ou le syndicalisme turc ne pourrait pas se développer après 1925. La loi de *Takrir-i Sükun* a duré jusqu'en 1929¹¹⁰, et celle de *Tatil-i Eşgal* jusqu'en 1937. Donc le syndicalisme prématuré de la Turquie entraine dans une période de stagnation avant sa maturation. Cette stagnation continuait jusqu'à 1946, et dans cette période l'oppression de l'Etat se renforçait par d'autres lois comme le *Code de travail* de 1936 et la *Loi sur les associations* de 1938, ou la *Code Pénal* de 1933 qui prévoyait des peines sérieuses contre ceux qui participaient ou encourageaient les grèves.¹¹¹

Il faut aussi citer que depuis l'acceptation de quelques principes de travail au Congrès économique d'Izmir jusqu'à l'approbation du code de travail de 1936, plusieurs projets de code de travail étaient préparés. Pour diverses raisons, les projets en 1924, 1927, 1929, 1932 n'ont pas abouti. Mais quand la Turquie devint membre de *l'Organisation Internationale de Travail (OIT)* en 1932, et avec la nouvelle situation de l'Etat comme employeur dû à ses politiques étatistes, le gouvernement était obligé de réformer les règlements de la vie du travail des 1934.¹¹² Cette loi, acceptée en 1936, proposait des nouveaux règlements libéristes dans le domaine de travail individuel, par contre les relations collectives étaient organisées par le pouvoir de l'administration. En plus, le parti unique proposait celle-ci comme la loi du régime.¹¹³ La politique d'étatisme d'une part, les tendances totalitaires en Europe d'autre part¹¹⁴, obligeait le parti à organiser les conditions de travail du pays. Le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Fırkası – CHF*), voulait transformer cette loi en un compromis social, selon ses principes

¹⁰⁹ Mahiroğulları, p.42.

¹¹⁰ Makal, 1999, p.335-336.

¹¹¹ Mahiroğulları, p. 28-29.

¹¹² Mahiroğulları, p. 37-40.

¹¹³ Makal, 1999, p. 389-392, Mahiroğulları, p. 39.

¹¹⁴ Makal, 1999, p. 381-382.

fondamentaux de populisme et d'étatisme. La loi de travail obligeait les ouvriers à abandonner leur droit de grève, en obtenant des conditions individuelles plus libertistes. Les désaccords du travail collectif devraient être résolus par l'arbitrage ou la fortification.¹¹⁵ D'autre part les possesseurs de capital acceptaient de donner plus de salaires aux employés, et le pouvoir leur permettait de s'agrandir sous le contrôle de l'Etat. En plus, par cette nouvelle loi, un *Ministère du Travail*, des établissements d'assurance sociale et d'emploi, étaient prévus pour la première fois. Malgré ces améliorations individuelles, les droits de grève et de lock-out étaient interdits strictement pour le travail collectif. Pour les droits syndicats, cette loi de travail ne possédait rien. On n'en parlait nulle part.¹¹⁶ La loi des associations de 1938 remplissait le trou syndical de la loi de 1936. Par celle-ci *toutes associations de famille, de communauté, de race, de genre et de classe devenaient illicites*.¹¹⁷ Cette loi donnait de l'assurance à l'Etat contre les influences des régimes radicaux de droite ou de gauche. La loi des associations interdisait aussi toutes associations publiques d'état ou de municipalité. De toute façon cette loi, en remplissant le manque des règlements syndicats, interdisait tous mouvements syndicats jusqu'à la réformation de celle-ci en 1946.¹¹⁸

Enfin on pourrait dire que la période entre 1925 et 1946 composait pour la jeune Turquie, une époque de décontraction pour les mouvements et les organisations ouvriers. Il faut préciser que la légalisation du syndicalisme tardait. Les premières années de la république témoignaient le support des mouvements ouvriers anti-impérialistes qui survivaient depuis la Guerre de Libération. En plus le début de la république garantissait le droit de s'organiser en association dès le congrès d'İzmir et puis par la Constitution de 1924. Mais la loi de 1925, après la rébellion de Cheik Sait, transformait le parti et le gouvernement, en les guidant à devenir plus oppressifs. Ils ne toléraient plus l'opposition, y compris des mouvements idéologiques surtout le socialisme radical. Alors la petite classe ouvrière restait sans organisation, ni association ni syndicat. Seulement quelques petites associations ou grèves organisaient pour des raisons purement économiques. Mais le caractère autoritaire et centralisatrice du parti unique de cette époque réprimait tous mouvements laborieux d'opposition.

¹¹⁵ Makal, 2007, p. 104.

¹¹⁶ Makal, 1999, p. 402.

¹¹⁷ Mahiroğulları, p. 31-32, Makal, 1999, p. 410-411, Işıklı, p. 480.

¹¹⁸ Makal, 2007, p. 107.

Par conséquent, le mouvement ouvrier turc ne pouvait pas s'organiser à cause du manque de la classe ouvrière massive. Le principe de populisme acceptait la société comme un et un seul bloc, formé des entités de paysans, d'ouvriers, d'artisans ou d'employés. Cette idéologie renforçait la situation du parti comme le parti de tous. L'insuffisance de l'industrialisation nationale apparaît comme une raison de la faiblesse de la classe ouvrière en Turquie. De toute façon, la quantité des employés et des ouvriers d'un pays augmente parallèlement à l'amélioration du syndicalisme ou des conditions de travail collectif.

Les dirigeants de la révolution turque avaient compris le rôle de l'industrialisation. . Ils avaient voulu former une bourgeoisie nationale. Pour cela ils planifiaient des projets d'industrialisation et de relèvement après la crise mondiale de 1929. Selon eux, la croissance et le développement auraient être possible par ces plans. Mais malgré ces efforts, la faiblesse de l'industrie, l'insuffisance de la bourgeoisie nationale et le manque de la classe ouvrière, guidaient la Turquie à flotter instablement dans le monde bouleversé, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

B. I. iii. L'expérience démocratique ?.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la Turquie, malgré sa neutralité, souffrait toutes les négations du conflit global. A l'intérieur, le pays subissait économiquement la cruauté du marché noir. La production nationale s'arrêtait par manque de matières premières. La moisson agricole qui nourrissait la demande intérieure devenait impossible à réaliser par manque de main d'oeuvre à cause d'un million de soldats engagés aux frontières contre le danger nazi. Et politiquement, les mécontentements augmentaient contre les politiques préventives du parti unique. La nouvelle aire commençait juste après guerre, la Turquie commençait a chercher sa nouvelle place dans le monde misérable. Comme la guerre composait un monde bipolaire, la Turquie, voisine territoriale de la Russie communiste, était obligée de décider de son camp à coté des occidentaux. Le danger nazi était remplacé par le danger de l'armée rouge. Afin de devenir membre de l'OTAN (1952) dans les années suivantes, le parti unique CHP et le '*Chef National*' İ. İnönü étaient obligés

d'accepter les élections démocratiques par le *passage au multipartisme* en Turquie en 1946. Puis la Turquie effondrée économiquement acceptait le *Plan Marshall* (1947) pour améliorer sa finance catastrophique, et devenait la patrouille avancée du camp occidental.

L'opposition apparaît dans le parti unique dès 1946, qui fondait le Parti Démocrate (DP), plus libérale et occidentaliste que CHP. Mais aux premières élections en 1946, CHP a pu sauvegarder son pouvoir avec un fort soupçon de manipulation des résultats électoraux, mais la majorité changea au parlement en 1950 par une énorme défaite de CHP. Par la suite, l'intégration de la Turquie dans le système capitaliste et son usage des politiques libérales dictées par les grandes puissances anglo-américaines s'accélérent à toute vitesse.

Si on examine la Turquie d'après-guerre, on voit les politiques de libéralisation dès les gouvernements de CHP en 1946. D'abord par le changement de la loi des associations en 1946¹¹⁹, les barrières devant le syndicalisme turc étaient enlevées, et la réaction apparaissait impactée. Puis les ouvriers s'organisaient dans les grandes villes comme İstanbul, İzmir, Zonguldak,¹²⁰ etc., en formant des nouveaux syndicats. Mais cette condition de liberté finissait par un état de siège qui fermait presque tous les nouveaux syndicats, et les partis de TŞF et TİÇSF.

De toute façon le gouvernement de CHP remplissait le creux politique avec urgence et acceptait la loi syndicale en 1947. Évidemment la nouvelle loi interdisait strictement toutes liaisons politiques des syndicats et des syndiqués. En conséquence les syndicats refusaient précisément toute relations politiques après 1947, sauf pour de hautes ambitions nationalistes. Le nouvel syndicalisme contrôlé qui agissait parallèlement avec son gouvernement, était nommé le '*syndicalisme avec l'Etat*'.¹²¹ Le droit de grève était toujours interdit, et la nouvelle loi syndicale restreignait le sens du terme ouvrier. Seulement ceux qui travaillaient '*physiquement*', c'est-à-dire manuellement, ou '*physiquement et intellectuellement*' sous un contrat de travail, étaient considérés comme ouvriers. Avec ce cadrage, les salariés intellectuels comme les ouvriers de la presse par exemple, ou les artisans étaient exclus du statut d'ouvrier.¹²²

¹¹⁹ Makal, 2002, p. 216-222.

¹²⁰ Mahiroğulları, p. 51, Işıklı, p. 483.

¹²¹ Mahiroğulları, p. 60.

¹²² Makal, 2002, p.235.

Par conséquent, on peut facilement préciser que la loi syndicale de 1947 fonctionnait comme un moyen de contrôle pour celui qui tenait le pouvoir politique dans le pays. Le Ministre du travail de l'époque Dr. S. Irmak avait déjà précisé que cette loi était le résultat d'une politique sociale pour un régime nationaliste. Et par celle-ci le pouvoir essayait d'orienter les tendances vers le nationalisme et l'étatisme. Par contre la loi ne touchait même pas à l'arbitrage essentiel, ni au droit de grève.¹²³ De l'autre part, DP en opposition devenait un fanatique du droit de grève jusqu'à 1950, et le mettait dans les objectifs de son programme en 1949.¹²⁴ Mais DP aussi oubliait ce qu'il promettait avant la défaite du parti unique, et ne touchait guère au droit de grève pendant son pouvoir jusqu'en 1960.

Dans les années 50, l'organisation ouvrière turque était sous l'influence du syndicalisme anglo-américain basé sur la bipolarisation du monde et le bonheur du capitalisme. La *Doctrine de Truman* et le *Plan Marshall* prévoyaient l'influence du syndicalisme américain qui était utile pour l'assimilation anti-communiste. Surtout, pour orienter le peuple turc vers les politiques anti-communiste, la *Fédération américaine du travail (FAT)*, la *Confédération internationale des trade-unions libres (CITUL)*, le *Service de l'aide Marshall*, l'*Agence pour le développement international (ADI)* liée au gouvernement américain, organisaient les ouvriers turcs.¹²⁵ En plus le syndicalisme se renforçait en Turquie, par les amendements de l'Organisation Internationale de Travail (OIT) que le gouvernement de DP confirmait en 1951 (*les contrats de s'organiser et du droit de contrat collectif*). Par contre le projet de la loi de grève préparé en 1951, ne serait jamais voté au parlement, et servit à la diversion des amendements de l'OIT jusqu'à l'entrée à l'OTAN en 1952. Puis la politique de DP se transformait ; d'une part en essayant de politiser les syndicats parallèlement à soi-même, d'autre part en interdisant toutes les fonctions primaires des syndicats en les qualifiant de politique.

¹²³ Makal, 2002, p. 232-236.

¹²⁴ Işıklı, p. 486.

¹²⁵ Mahiroğulları, p. 85.

Les nombres des syndicaux et le taux de syndicalisation entre 1950-1960 :

Années	Ouvriers de (milliers)	Syndiqués (milli)	Taux de syndica (%)	Nombre des syn	Nombre d'organ supérieure
1950	292	78	27	88	3
1952	447	130	29	248	17
1954	510	180	35	323	24
1956	543	205	38	376	27
1958	611	262	43	394	19
1960	621	282	46	432	28

De cette transformation résultait la création de la première confédération nationale de la Turquie : *Türk-İş* (Turc-Labour) qui regroupait 3 unions et 7 fédérations. Juste après sa fondation, 162 syndicats du total de 240 et 1/3 des syndiqués devenaient membres de la confédération.¹²⁶ Avec *Türk-İş* le problème d'organisation supérieure pour le syndicalisme turc s'est résout en 1952, mais l'adhésion des syndicats nationaux aux organisations internationales était toujours sous la permission de pouvoir politique, car il fallait une permission du conseil des ministres, et malgré tout le gouvernement trouvait toujours une raison pour refuser la demande. Donc, on pourrait préciser que les problèmes structurels ne cessaient pas entre DP et l'OIT jusqu'aux années 60. D'autre part l'influence du syndicalisme américain aussi, qui jouait un rôle effectif à la naissance de la confédération, ne préférait jamais un syndicalisme qui pourrait être influencé par des idéologies de classes, surtout communistes. Pour cela le cas de permission du conseil des ministres pour l'internationalisation des syndicats locaux et nationaux servit au contrôle américain sur le prolétariat turc.

Par contre en Turquie, la confédération réunissant plus de 70% des syndicats formait une grande puissance. Donc les débats, influencés politiquement par le gouvernement de DP et même CHP en opposition, apparaissaient dans les rangs des commissions de la confédération. En plus l'administration de la confédération devenait comme un marchepied pour devenir député au parlement. Après 1952, le *Türk-İş* était conquis par le gouvernement, et aux élections de 1954 DP réussissait à faire élire un député à l'Assemblée nationale. Par contre dès 1957, CHP devenait la

¹²⁶ Mahiroğulları, p.88.

plus grande puissance dans l'administration confédérative. Alors, aux élections de 1957 CHP arrivait à faire élire 2 députés de l'administration de Türk-İş.¹²⁷ Par conséquent l'administration de la confédération devenait un lieu de bataille politique entre CHP et DP, évidemment si l'influence de l'opposition politique dirigeait la confédération, des mesures anti-démocratiques ne tardaient pas à apparaître.

De toute façon le pouvoir du Parti démocrate ne pouvait pas accélérer vraiment le développement du syndicalisme parce que son pouvoir devenait oppressif vers la fin. Mais il ne faut pas oublier quelques lois que DP préparait, comme celle des tribunaux de travail en 1950, la loi de travail de la presse en 1952, celle de travail marine en 1954, la loi de congé annuel payé en 1960. Mais avec le plan de la loi additionnelle à celle de 1947, le gouvernement régula les droits des syndiqués contre l'employeur, spécialement apportait la sanction pour la perte de l'emploi à cause des relations syndicales.¹²⁸

Par conséquent on pourrait préciser que les années 50 n'étaient pas très propices pour le développement du syndicalisme turc. Les *droits de grève - lockout - contrat collectif* ne pourraient pas s'identifier clairement dans cette période. Mais la croissance du nombre des nouveaux syndicats de 73 en 1948 à 432 en 1960, et le ratio de 53 villes sur 67 où ils s'étaient organisés, montraient le développement inévitable du syndicalisme. Le taux de syndicalisation parvenait à 45%, avec 28 organisations supérieures en 1960.¹²⁹ L'assurance sociale et la sécurité sociale aussi se développaient à cette même époque. Mais il ne faut pas oublier que le modèle pour le syndicalisme turc était celui des américains et leur influence guidait notre syndicalisme jusqu'à la fin des années 60.

De toute façon, à cette époque, le syndicalisme se développait mais pas par les débats prolétaires. Surtout le pouvoir prêtait les droits aux ouvriers avec la condition de les retirer. Et même les droits les plus essentiels ne pourraient pas verdoyer jusqu'à la nouvelle Constitution de 1961 après le coût d'état de 1960, et la nouvelle loi de travail de 1963, et surtout la création de la

¹²⁷ Mahiroğulları, p. 92.

¹²⁸ Makal, 2002, p. 243.

¹²⁹ Mahiroğulları, p. 84 et 93.

Confédération des syndicats des ouvriers révolutionnaires (DİSK) qui était plus indépendante envers l'influence occidentale.

B. CHAPITRE II. La Renaissance des Mouvements de Gauche.

B. II. i. La Constitution de 1961 et la Loi Syndicale de 1963 .

Durant les années 50, en témoignant le pouvoir oppressif d'un autre parti devenu unique, la bourgeoisie financière et les grands propriétaires fonciers partageaient la richesse et la production nationales, en collaborant avec le gouvernement de DP. En opprimant toutes oppositions, DP appliquait des politiques économiques pour le 'développement du pays' qui produisait l'inflation et la dévaluation. Les immenses investissements pour le développement et les grands achats de vieux matériaux militaires restant de la Seconde Guerre Mondiale qu'on pouvait seulement financer par des crédits américains, devenaient un problème principal pour l'économie, après la décomposition des relations avec les Etats-Unis. Alors la plupart du peuple écrasée sous les politiques économiques de DP, commençait à montrer leur mécontentement en s'opposant au gouvernement.

CHP en profitant de l'opposition contre le gouvernement, formait des propagandes économiques concernant l'inflation, les prix et la cherté. Par contre la réaction de DP apparaissait brutalement. Des interdictions politiques strictes guidées par une nouvelle Commission de poursuites (*Tahkikat Encümeni*) déclarait même CHP comme une *menace pour la sécurité nationale*.¹³⁰ Toutes les réunions et publications des partis politiques devenaient illicites. En conséquence, le parti d'Atatürk mobilisait l'opposition supportée par les intellectuels, les universitaires et même l'armée. Finalement en avril 1960 le soulèvement des étudiants des universités se terminait par la '*révolte de Mai 27*'.

¹³⁰ Akdere- Karadeniz, p. 205.

Un Comité d'Union Nationale (*Milli Birlik Komitesi*) commençait à s'occuper des affaires politiques après le coût d'état de l'armée. Selon le programme de MBK, le nouvel gouvernement déclarait une fidélité à l'étatisme, mais avec une structure d'économie mixte qui protégeait et contrôlait les propriétaires et les investisseurs privés. Cette nouvelle politique assurera la fin des 'gains illégitimes' des temps du Parti Démocrate. En plus MBK demandait aussi une déclaration de fortune des grandes propriétaires foncières, et même de ceux qui s'étaient enrichies trop pendant les dix ans du pouvoir de DP. Une réforme de taxation apparaissait aussi théoriquement mais ne pouvait jamais être pratiquée.

MBK proposait le planisme pour l'industrialisation et le développement du pays. MBK fondait l'Organisation de la Planification de l'Etat (*Devlet Planlama Teşkilatı*) pour la préparation et l'application des plans annuels et des plans à long terme. Avec DPT, l'Etat entreprenait la mission de faire des plans de développement qui sera précisé aussi dans l'article 41 de la nouvelle constitution de 1961. Pour la classe laborieuse, MBK prévoyait des nouvelles lois comme celles du travail, des syndicats ou de grève, des réformes sociales comme une réforme agricole pour les paysans sans terre, et finalement une réforme de taxation pour la justice sociale corrompue pendant le pouvoir de DP. La 'révolution de Mai 27' assurait la liberté d'expression et d'idée pour le peuple en théorie. Une autre promesse importante de MBK était la socialisation de la santé, inspirée de la nationalisation du système de la santé par le Parti Travailleuse.¹³¹ Mais l'une des premières actions politiques de MBK était la déclaration de l'attachement total au camp occidental, à l'OTAN, aux Etats-Unis, etc. De toute façon les aides et les crédits américains qui avait cessé d'être envoyés en Turquie dans les derniers temps du pouvoir du Parti Démocrate, étaient réorganisés après le coût d'état.

Mais le plus important héritage de Mai 27 apparaît comme la nouvelle constitution préparée par l'assemblée fondatrice composée de plusieurs universitaires et de 6 délégués¹³² des ouvriers et des syndicats. La première tâche de cette communauté homogène qui paraît comme la fusion des intellectuels, des syndiqués, des universitaires, des officiers, des bureaucrates, était la composition de la constitution de 1961. Pour cela, MBK, l'assemblée fondatrice et le

¹³¹ Akdere- Karadeniz, p. 206-214.

¹³² Işıklı, p. 507, Mahiroğulları, p. 123.

gouvernement de la période intermédiaire commençaient à échanger des avis avec toutes les couches sociales de la société, surtout le prolétariat. Les syndicats et Türk-İş demandaient une nouvelle loi syndicale y compris les droits de grève et de contrat collectif, l'assurance-chômage, une réforme de l'assurance sociale, la fondation à nouveau des unions syndicales que le pouvoir du DP fermait, et enfin une loi syndicale qui ne restreint pas les droits politiques des syndicats.¹³³

Par conséquent la nouvelle constitution était entrée en vigueur en juillet 1961. Cette nouvelle composition moderne des lois assurait la sécurité des droits et des libertés fondamentaux, et acceptait le principe d'état social. L'importance de la constitution pour le prolétariat était l'assurance des nouvelles lois syndicales qui réglaient la forme de la norme de travail dans l'article 42, la grève, le contrat collectif, le syndicalisme, le congé payé, les conditions de travail des femmes et des enfants dans les articles 44, 46 et 47. Mais le résultat le plus important de la constitution était l'abolition de la loi de travail de 1936, inspirée de la justice italienne fasciste.

On devrait aussi citer que le syndicalisme protégeait sa continuité après le coût d'état. Aucun syndicat n'était fermé dans cette période. D'autre part, les essais de Türk-İş pour devenir membre de la CITUL depuis dix ans se terminaient par l'acceptation de la demande par MBK 16 jours après le coup d'Etat du 27 Mai.¹³⁴ De toute façon, la constitution de 1961 et même la '*Révolution de 27 Mai*' avaient le soutien massif des syndicats. Pour l'acceptation de la nouvelle constitution Türk-İş dirigeait une campagne de '*Oui à la constitution*', par une logique du syndicalisme avec l'état. La collaboration de Türk-İş avec le gouvernement continuait, pour améliorer les conditions des ouvriers par des réunions même après les élections de 1961. Le développement inévitable de cette collaboration résultait par la nouvelle loi syndicale de 1963.¹³⁵ On organisait la participation de 320 présidents des syndicats aux sessions de l'assemblée comme observateurs. Puis ces présidents annonçaient leur opinion pour la nouvelle loi composée de 35 articles et 4 articles temporels par une notification à la presse nationale. Par celle-ci, les syndicats gagnaient leur droit de s'occuper de la politique, qui était jusqu'à lors interdit strictement. De toute façon, après 1960 les obstacles qui empêchaient le développement du syndicalisme, comme

¹³³ Mahiroğulları, p. 127.

¹³⁴ Mahiroğulları, p. 123 et 130.

¹³⁵ Işıklı, p. 499.

l'interdiction de la grève et de faire de la politique, s'anéantissaient un par un, et en résultat les droits fondamentaux du syndicalisme s'apparaissaient en Turquie. Alors, le syndicalisme turc, sous la garantie de la constitution, se développait et gagnait une personnalité indépendante. Par conséquent le nombre des syndiqués, qui était 260000 en 1963, s'accroissait à 340000 en 1964, à plus de 800000 en 1967, et même à 1000000 jusqu'à la fin de cette décade.¹³⁶

Si l'on veut examiner la loi syndicale de 1963 de plus près, on doit parler de son caractère international. De toute façon cette loi syndicale était influencée par la législation française, en plus celle-ci était conforme avec les conventions 87 (*Liberté syndicale et la protection des droits syndicats*) et 98 (*Droits d'organisation et de contrat collectif*) de l'Organisation Internationale de Travail (OIT). Donc, on pourrait dire qu'avec cette réglementation, le syndicalisme turc devenait équivalent avec le syndicalisme international. Cette nouvelle législation syndicale créait une nouvelle aire de liberté ou les interdictions démodées devenaient caduques.

D'autre part la constitution de 1961 garantissait le droit de la formation syndicale par son article 46, en précisant que '*les syndicats et les unions, leurs règlements, leurs administrations ne pouvaient pas être incompatible avec les fondements démocratiques*'. La nouvelle loi ne possédait pas une telle permission pour la fondation des syndicats. En plus elle ordonnait une telle liberté aux branches de travail qui pourraient fonder des syndicats. Pour cela la loi syndicale prévoyait 36 branches de travail, et acceptait la correspondance de quelques uns d'entre eux.¹³⁷

En d'autre terme, la loi de 1963 élargissait la condition d'adhésion aux syndicats, et la définition d'ouvrier en la changeant par '*celui payé et travaillant par un contrat de service*'. Seulement les militaires, les inspecteurs, les contrôleurs, les directeurs généraux ou de tels hauts fonctionnaires, et des employés religieux ne possédaient pas le droit de participer aux syndicats.¹³⁸ La loi simplifiait l'adhésion individuelle, par contre pour quitter le syndicat la loi de 1963 prévoyait une confirmation de notaire.

¹³⁶ Mahiroğulları, p. 145.

¹³⁷ Mahiroğulları, p. 148,149.

¹³⁸ Mahiroğulları, p.151.

Quant aux champs d'activités syndicales, la nouvelle loi réglait le droit de faire des contrats pour ses membres, des négociations collectives en cas de grève, de fonder des coffres pour l'entraide, de faire des contrats d'assurances, de former des conférences pour améliorer les conditions de ses membres, de faire des recherches pour l'amélioration professionnelle, etc.¹³⁹ Par contre cette loi moderne interdisait seulement aux syndicats des activités commerciales à but de profit, et une forme d'interdiction étroite pour la politique comprenant l'interdiction des relations directes et strictes avec les partis politiques. Malgré toutes ces améliorations, la loi de 63 ne possédait rien pour la grève générale. En plus cette loi moderne subissait une érosion par des changements à la fin des années 60, et perdait son caractère libéral. Les changements datés de 1970, résultaient par la déformation de 19 articles. Par ceux-ci, les unions disparaissaient, la norme d'employé était changé par la norme d'ouvrier qui resserrait l'espace des bénéficiaires de la loi, l'adhésion aux syndicats devenait plus compliquée ; pour la fondation des fédérations et confédérations on créait une nouvelle norme qui réglait nécessairement la *participation d'1/3 des syndiqués dans la branche*.¹⁴⁰ De toute façon la cour constitutionnelle annulait quelques changements comme celui de la participation d'1/3 des syndiqués pour la structuration des fédérations et confédérations, en la trouvant contre la liberté syndicale qui était garanti par l'article 46 de la constitution. Mais de toute façon, on pourrait comprendre par ceux-ci que pour la Turquie ou il n'y a pas la culture prolétaire, l'érosion de ces droits était un destin inévitable.

Suivant la condition de liberté assurée par la Constitution de 1961, plusieurs formations politiques apparaissaient aux années 60. A coté de CHP et du Parti de Justice (*Adalet Partisi*) héritaire de DP, d'autres partis comme le Parti Ouvrier de la Turquie (*Türkiye İşçi Partisi – TİP*) et un parti ultra-nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi –MHP*) fondé par un ancien membre du MBK, A. Türkeş l'un 'des 14'¹⁴¹. On examinera ici, les mouvements de Yön, de TİP et de 'centre gauche' de CHP qui voulait déterminer sa nouvelle place dans la vie politique de la Turquie.

¹³⁹ Mahiroğulları, p.153.

¹⁴⁰ Mahiroulları, p. 164 -165.

¹⁴¹ Akdere-Karadeniz, p. 217. 'Les 14' étaient les membres de MBK qui ne voulaient pas transmettre le pouvoir politique au gouvernement civile. 'Les 14' se sont démissionnés par le conseil, et se sont exilés à l'étranger.

B. II. ii. Le Mouvement de ‘Yön-Devrim’.

Le premier mouvement idéologique des années 60 était formé par les intellectuels qui s'unissaient autour de la revue ‘Yön’ pour enraciner les idées et les principes du 27 Mai. La question la plus importante à ces jours était ‘en quel direction pourrait-on réussir le relèvement du pays?’. Et les diverses réponses à cette question formaient les tendances des mouvements politiques de cette aire. Le débat se développait avec la classe ouvrière, et les nouvelles publications de tendances gauchiste ou socialiste, puis se transformaient en un débat de régime et d'ordre. Alors, le mouvement ‘Yön’ dirigé par Doğan Avcıoğlu, semblables au mouvement de ‘Kadro’ des années 30, apparaissait en 1961. La première revue de ‘Yön’ était publiée en novembre 20, avec un manifeste signé par 1042 intellectuels¹⁴² y compris des kémalistes comme İlhan Selçuk, des socialistes comme İdris Küçükömer, Sadun Aren (un des éditeur de la revue Devrim), des auteurs comme Kemal Tahir, Muzaffer Erdost, des artistes, des officiers retraités, des députés, des banquiers, des universitaires, des syndicalistes, des journalistes, etc..¹⁴³ Ce manifeste, composé de 4 articles et 15 parties, était surtout conforme avec les principes du kémalisme. Le premier article parlait de la civilisation moderne que les révolutions d'Atatürk pointaient, et montrait comme la solution à ce but l'amélioration du niveau de production nationale. Puis les conséquences de la productivité développée, prévues par les intellectuels du mouvement ‘Yön’, amélioreraient le niveau de la culture des masses, réussiraient la justice sociale, et élimineraient la dualité d'urbaine-campagnarde, etc. Le deuxième article insistait sur le compromis des intellectuels pour le développement et le relèvement du pays. Pour cela il fallait que DPT soit dirigé par des politiques de compromis par tous les partis de la vie politique et culturelle. Le troisième proposait une voie de développement par un étatisme, dit ‘*nouvel étatisme*’, composé d'une économie mixte, mais dans ce système mixte la pesanteur serait au secteur étatique. Dans les autres parties de cet article, on parlait des inconvénients économiques, politiques et sociaux d'un développement par le secteur privé seulement. Et dernièrement l'article 4 expliquait entièrement la mentalité d'étatisme.¹⁴⁴

¹⁴² ‘Sol’, Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce, Cilt 8, İletişim Yayınları, 2007, p. 600.

¹⁴³ Akdere-Karadeniz, p. 224.

¹⁴⁴ ‘Yön Bildirisi’, Yön, no.1, 1961.

La revue de ‘Yön’ se présentait comme un ‘journal d’idée et d’art’. Le noyau de l’équipe était composé de D. Avcıoğlu, M. Soysal, İ. Soysal, İ. Selçuk, C. R. Eyüboğlu, H. Avcıoğlu. La revue avait le but de développer des idées et des projets pour le relèvement croissant du pays. Avec un point de départ humaniste et patriotique, ‘Yön’ recherchait des solutions aux misères sociales. Aucun tabou ne pouvait ralentir ou encadrer les perspectives de la revue. Selon D. Avcıoğlu, le socialisme était le seul moyen pour les pays moins développés¹⁴⁵. Alors, il était évident que plusieurs intellectuels rejoignaient les lignes de la revue. Puis l’idéologie officielle, l’ethnicité, ou le problème des kurdes devenaient les cibles des critiques de ‘Yön’. En plus les auteurs expliquaient le socialisme qui sauvera le pays, en étayant par des traductions des intellectuels socialistes.

Le mouvement de ‘Yön’ était le produit d’une époque spéciale de la culture politique de la Turquie. En opposant aux politiques de DP des années 50 qui s’unissaient au système capitaliste mondial avec une tendance financière anglo-américaine, les intellectuels du mouvement de ‘Yön’ soutenaient la tradition idéologique d’occidentalisation des ‘jeunes turcs’ et des kémalistes.¹⁴⁶ Selon eux, la Turquie était un pays moins développés. La solution au développement rapide du pays était simple : le passage au socialisme. Mais par quel moyen ? En critiquant les précurseurs et leurs expériences, les intellectuels de ‘Yön’ décidaient que la réorganisation de l’économie nationale serait possible par des moyens non capitalistes seulement. La revue défendait cette idée en précisant que *‘...l’entrée de l’impasse apparaissait par le développement capitaliste. La sortie ne devrait pas être par la voie capitaliste.’*¹⁴⁷ Selon Avcıoğlu, la politique de *‘faire endetter d’abord, puis diriger’* de l’impérialisme apportait des injustices misérables au sein du pays, en enrichissant les riches et appauvrissant les pauvres. De toute façon, le mouvement de ‘Yön’ prévoyait l’indépendance politique et économique comme le seul moyen pour le développement durable et le socialisme succédant. Selon eux, le socialisme possédait des traits communs avec le kémalisme. Dès le manifeste, la revue essayait de raisonner l’articulation entre le kémalisme et le socialisme. Mais est-ce que les intellectuels de ‘Yön’ étaient des socialistes kémalistes ou des kémalistes socialistes ?

¹⁴⁵ D. Avcıoğlu, ‘Kemer Sıkılım’, Yön, no.1, 1961.

¹⁴⁶ ‘Sol’, p. 616 et 646.

¹⁴⁷ D. Avcıoğlu, ‘Az gelişmiş Ülkelerde Antiemperyalist Mücadele... Halkçı, Devletçi, Devrimci ve Milliyetçi Kalkınma Yolu’, Yön, no.111, 1965.

Quand on étudiait le moyen de passage au socialisme du mouvement de ‘Yön’, on aperçoit le moyen des pays moins développés, qui possédait un grand succès mondiale après la Seconde Guerre Mondiale. Ni le socialisme européen des pays développés économiquement qui possédaient un prolétariat massif et organisé, ni le socialisme des soviets avec son caractère totalitaire, pourraient être la voie juste pour la Turquie, selon ‘Yön’. Le moteur du socialisme des pays moins développés était l’étatisme. Des le début, le mouvement défendait et expliquait le ‘nouvel étatisme’. Selon D. Avcioğlu, l’étatisme appliqué pendant la jeune république, ne possédait pas une mentalité populiste et devenait bureaucratique, et finalement le manque d’un étatisme systématique et durable servait au développement du capitalisme dans le pays.¹⁴⁸ En interprétant le socialisme par le kéralisme, le mouvement de ‘Yön’ raisonnait leur pensée du développement économique et social. Le mouvement séparait la silhouette du pays en deux parties. L’une était la classe souveraine et l’autre était la classe dominée. La justice sociale entre eux serait possible si et seulement si la redistribution des richesses serait assurée. Mais pour que tout le monde puisse profiter des richesses il fallait d’abord que ces richesses existent. Alors il fallait une industrialisation, un développement des moyens de production, une amélioration des niveaux techniques, donc la modernisation. Mais si la structure précapitaliste du pays et l’alliance de la grande bourgeoisie avec les grands patrons terriers continuaient à dominer la politique sociale du pays, alors la fertilité des moyens de productions et les investissements seraient inutiles, et on ne pourrait pas parvenir à la modernisation et au développement national. Donc pour les intellectuels de ‘Yön’, il fallait une politique de planisme dirigée par DPT avec des réformes radicales, comme celle de terre, des banques et de financières. Ainsi, il fallait un état fort qui pourrait garantir la justice sociale en réglant la redistribution des richesses nationales.¹⁴⁹ La nationalisation des industries importantes et la modernisation de la production agricole augmenteraient la richesse nationale. Les mains d’œuvres transférées à l’industrie nationale¹⁵⁰, formeraient la nouvelle classe ouvrière par l’éducation des paysans dans les usines. Et les masses paysannes deviendraient des ouvriers de la Turquie productrice. D’autre part, D. Avcioğlu critiquait le syndicalisme pour son rôle anesthésique sur la classe ouvrière, il prévoyait la nécessité d’un syndicalisme révolutionnaire qui pourrait former la conscience du prolétariat turc.

¹⁴⁸ D. Avcioğlu, ‘Asıl Muhalefet Şimdi Başlıyor’, Yön, no. 99, 1965.

¹⁴⁹ Yerasimos, p. 466.

¹⁵⁰ ‘Sol’, p. 638.

Jusqu'à la victoire d'AP aux élections de 1965, le 'Yön' expérimentait les moyens d'influencer le pouvoir. D'abord les discussions idéologiques d'articulation, puis une influence sur DPT et ses plans réformistes, après un essai de '*parti des travailleurs*' à cause des relations efficaces avec Türk-İş, finalement une Association de la Culture Socialiste (*Sosyalist Kültür Derneği- SKD*) pour améliorer les moyens idéologiques et financières. Les intellectuels du mouvement de 'Yön' imaginaient la conquête du pouvoir par des moyens parlementaires avec un modèle du LP anglais, et de la *Société Fabienne* avec la revue 'Yön' semblable aux *Essais Fabiens* et le SKD semblable au *Club Fabien*.¹⁵¹ Mais après 1965, le mouvement déterminait les parties belligérantes plus précisément pour le débat au sein de la société. Même aux rangs du mouvement, il apparaissait une discussion entre les réformistes et les révolutionnaires. Ces divergences finissaient par la décomposition de l'équipe fondamentale de la revue. M. Soysal qui prévoyait une longue route pour l'amélioration et l'éducation des masses, quittait le mouvement. Par contre D. Avcıoğlu voulait obtenir le pouvoir en voie du socialisme par un moyen plus rapide et réaliste, sans attendre le support total du peuple.¹⁵²

Le mouvement commençait à chercher des collaborateurs pour leur but final. Comme l'armée était la partie révolutionnaire dès le début de la république, elle était un allié naturel. D'un côté les puissances précapitalistes et la grande bourgeoisie financière urbaine collaboraient avec les puissances impérialistes étrangères. En plus, dans les années 50, les forces impérialistes soutenaient les patrons fonciers et la bourgeoisie commerçante contre le développement industriel. Alors au fond, la petite bourgeoisie industrielle devrait être anti-impérialiste, donc nationale. En influençant la jeunesse progressiste, la bourgeoisie intellectuelle rallié avec la petite bourgeoisie industrielle et la junte révolutionnaire de l'armée. Selon les idées du mouvement après 1965, la révolution nationale sera parvenue par un combat dirigé par la petite bourgeoisie nationale progressiste contre la bourgeoisie collaboratrice.¹⁵³ De toute façon, jusqu'à la dernière publication de la revue en 1967, le mouvement réalisait des essais ineffectifs pour influencer CHP pour les liens bureaucratiques et TİP pour les relations laborieuses. Mais après 1967, il apparaît des relations étroites et solides entre le mouvement et l'armée, surtout la partie de junte révolutionnaire.

¹⁵¹ 'Sol', p. 644.

¹⁵² 'Sol', p.608.

¹⁵³ Yerasimos, p. 468.

En 1969, le mouvement réapparaît par la revue de *'Devrim'*. Enfin le mouvement cherchait à accéder au pouvoir par coup d'Etat appelé la révolution. Selon D. Avcioğlu, aux années 60, le 'Yön' orientait la direction de la Turquie et le mouvement réussira la révolution avec le 'Devrim'.¹⁵⁴ Mais la revue 'Devrim' ne pourrait pas atteindre les succès de 'Yön' et n'arrivait jamais au nombre de 20000 par semaine. En plus, les discussions idéologiques quittaient déjà les lignes de 'Devrim'. La révolution et le débat anti-impérialiste devenaient les sujets principaux. Mais le mouvement et le plan de révolution se terminaient avec le coût d'état du 12 Mars. L'armée empêchait la révolution de 'Devrim' planifié pour le 9 mars¹⁵⁵, par une purification de l'alliance du mouvement. Finalement le mouvement de 'Yön-Devrim' serait effacé de la vie politique et intellectuelle.

Par conséquent le mouvement de 'Yön-Devrim' était l'un des mouvements principaux des années 60. Jusqu'à 1965, le mouvement et la revue de 'Yön' devenaient le centre des discussions idéologiques. Le tabou de socialisme disparaissait avec 'Yön', l'indépendance politique et l'anti-impérialisme économique apparaissaient comme des sujets principaux du pays. En partant des fondements de la Constitution de 1961, une fusion du socialisme avec le kémalisme guidait le mouvement. Le socialisme devenait une norme nationale en s'articulant par le kémalisme. De toute façon, la légitimité du socialisme en Turquie se trouvait dans le kémalisme et son débat contre l'impérialisme. Pour cela on témoignait toujours aux essais de nationalisation et localisation de l'idéologie socialiste, pendant la période de son succès en Turquie.

Plus radical que le socialisme européen et plus humaniste que le socialisme des soviets, le mouvement de 'Yön' proposait le socialisme des pays moins développés. Ceci prévoyait une voie non capitaliste, en créant les capitaux nécessaires pour le développement publique et en les redistribuant justement par rapport au revenu national. D'autre part, le mouvement précisait que le socialisme serait le seul moyen de compléter et de développer les révolutions kémalistes.¹⁵⁶ Selon le 'Yön', le kémalisme et le nationalisme étaient des outils pour localiser le socialisme. Donc le socialisme était une norme supérieure au kémalisme, une phase suivante à la révolution kémaliste. Alors il était logique de nommer les intellectuels du mouvement comme des socialistes

¹⁵⁴ 'Sol', p. 610.

¹⁵⁵ 'Sol', p. 645.

¹⁵⁶ D. Avcioğlu, 'Sosyalizm Anlayışımız', Yön, no.36, 1962.

kémalistes. Mais la transformation du mouvement pendant la décennie démontrait que tous les moyens n'étaient pas justes pour arriver au socialisme enfin.

B. II. iii. Türkiye İşçi Partisi (TİP).

‘La fondation de TİP était le produit de la réaction apparue après 1960 contre le syndicalisme, dicté par l'impérialisme américain et la classe souveraine influencée par ce-ci dès 1946, et sa compréhension de ‘*hors politique*’ (*apolitique*).’¹⁵⁷

Dans la situation de liberté de 27 Mai, les syndicalistes qui critiquaient Türk-İş à cause de sa ‘hors politique’ et qui se positionnaient au loin de CHP, décidaient de former un parti ouvrier. Le nouveau parti, nommé Türkiye İşçi Partisi, serait un parti réformiste, défendrait la justice sociale, les droits ouvriers, et resserrait les relations avec Türk-İş. Les 12 syndiqués fondateurs de TİP déclaraient que le parti apparaissait pour ‘*la préservation des droits de la classe ouvrière écrasée en Turquie*’¹⁵⁸, et prévoyaient le ‘*ralliement de la classe ouvrière dissolue dans plusieurs partis politiques*’.¹⁵⁹ Le premier programme daté de 1961, était influencé par les règlements d'administration des partis ouvriers anglais et belge.¹⁶⁰ Malgré cet influence le programme de TİP était loin d'être idéologique ou doctrinaire. Les syndicalistes fondateurs et l'administration du parti voulaient garder leur distance envers les intellectuels jusqu'à 1962. De toute façon le parti était fondé avant l'unification des intellectuels socialistes sous le drapeau de la revue ‘Yön’. Pour cela, le programme ne possédait pas des traits strictement socialistes, il y avait plutôt un caractère trade-unioniste. Le parti s'intéressait des intérêts ouvriers plutôt d'une idéologie de classe.¹⁶¹

¹⁵⁷ O. Silier, ‘TİP ve İşçi Sınıfı Partisi’, Ant, Ekim 1970,(p.13-43), p.18.

¹⁵⁸ Ünsal, p. 81, Ünsal parlait de l'importance du mot ‘classe’ en précisant la conscience croissante de la classe ouvrière contre les tabous de la société turque.

¹⁵⁹ Akdere-Karadeniz, p. 258.

¹⁶⁰ Ünsal, p. 103.

¹⁶¹ Ünsal, p. 105.

L'évolution de TİP s'est accélérée par la participation des intellectuels socialistes en 1962. Avec l'invitation des fondateurs, le parti avait ouvert ses portes aux intellectuels. D'abord M. A. Aybar devenait le président du parti, puis on témoignait l'afflux des plusieurs intellectuels au TİP. L'adhésion des intellectuels créait les fondements théoriques et idéologiques du parti. De toute façon, Aybar avait accepté l'invitation pour la présidence si et seulement il aurait la chance de transformer et de développer le programme idéologique du parti.¹⁶² D'abord en 1962, Aybar et ses amis donnaient existence au nouvel règlement administratif du parti. Le règlement arrangeait la structure organisationnelle du parti et donnait les traits de sa politique idéologique. Selon les articles 2 et 3, TİP déclarait le caractère du parti et organisait les buts, et l'article 53 qui causera la première décomposition dans le parti au congrès de 1964, garantissait que *la moitié des sièges des organes sera composée par les ouvriers*.¹⁶³ Le programme accepté en 1964 possédait aussi les mêmes caractéristiques, en se référant à l'anti-impérialisme et à l'anti-capitalisme du kémalisme¹⁶⁴, avec une analyse de la structure politique et économique de la société turque. Malgré sa largeur de 166 pages, ni le programme de 1964 ni le règlement de 1962 ne parlait du mot socialisme nulle part.¹⁶⁵ Le programme de TİP précisait que *'toutes choses venait du peuple, fait par le peuple, pour le peuple'*¹⁶⁶, et prévoyait que *'si les masses ouvrières du peuple pourraient s'organiser indépendamment comme une puissance politique, alors, la classe moyenne composée des fonctionnaires, des artisans, des employés, etc. pourrait s'unir pour le front révolutionnaire'*.¹⁶⁷ On définissait aussi le nationalisme, le programme de TİP précisait le vrai nationalisme comme la prévention de l'exploitation intérieure et extérieure de la Turquie. L'indépendance politique et économique était très importante pour l'idéologie de TİP. Les caractères essentiels de l'idéologie de TİP formaient une fusion de l'anti-impérialisme, l'anti-capitalisme, l'indépendance nationale. Avec un populisme et un étatsisme socialisant, TİP s'opposait à l'OTAN, aux Etats-Unis, au marché commun, et à l'influence des soviets.

Sur le plan économique, TİP proposait la voie de développement non capitaliste. Ce modèle de développement était basé sur une relation corporative avec la classe prolétaire. Selon

¹⁶² 'Sol', p. 358, Ünsal, p. 109.

¹⁶³ Ünsal, p. 159-161, 'Sol', p. 410.

¹⁶⁴ Ünsal, p. 118, Ünsal précisait qu'en donnant des exemples des discours d'Atatürk, le programme de TİP essayait de légaliser soi-même envers le kémalisme.

¹⁶⁵ 'Sol', p. 359, Ünsal, p. 116.

¹⁶⁶ Programme de TİP, 1964, p. 77.

¹⁶⁷ Programme, 1964, p. 42.

TİP, c'était une voie étatiste, planiste avec une structure d'économie mixte. *L'étatisme devrait être planifié en faveur de travail, et le peuple devrait participer à la planification et à l'exécution.*¹⁶⁸ TİP défendait le principe de 'revenu selon le travail'. D'autre part l'analyse du programme de TİP pour la structure sociale du pays divisait la société en trois selon les instruments de production.¹⁶⁹ Selon TİP, il y avait des *classes souveraines composées des grands patrons fonciers, la bourgeoisie industrielle, commerciale, financière, et la bureaucratie.*¹⁷⁰ Les classes moyennes étaient composées des artisans, des petits marchands, des employés, des intellectuels, etc. Enfin la classe ouvrière et les paysans sans terres pourraient composer une coalition massive pour le débat. TİP proposait que le mouvement socialiste devrait évoluer selon cette coalition. Le programme de TİP prévoyait l'industrialisation comme le fondement de l'économie politique. Pour cela il fallait *glisser le centre de gravité économique, de l'agriculture vers l'industrie.*¹⁷¹ Avec une réforme de terre en faveur des paysans non fonciers, la domination des grands patrons fonciers serait détruite. Alors, par la modernisation des moyens de production et la fondation des coopératives agraires, la taxation agraire assurerait le capital pour l'industrialisation semblable à celle de St.-Simon. Selon TİP, le niveau de la conscience des paysans augmenterait par la réouverture des 'instituts de village'.¹⁷²

TİP prévoyait une évolution en 3 phases pour l'application du socialisme en Turquie. D'abord il fallait l'application et la protection des droits gagnés par la Constitution de 1961 et l'éducation de la classe ouvrière et les paysans. C'est avec l'appui de la classe ouvrière éduquée qu'on pourrait prendre le pouvoir, puis le combat contre l'impérialisme qui exploitait les masses. La deuxième phase comprenait le relèvement et le développement industriel du pays par un étatisme planifié pour la préparation au socialisme. Et la dernière phase était le passage au socialisme.¹⁷³ Le programme de TİP proposait aussi des chemins à suivre. Par exemple à l'intérieur, pour surmonter le sous-développement du pays, le parti prévoyait des changements

¹⁶⁸ Programme, 1964, p. 70.

¹⁶⁹ Programme, 1964, p. 28.

¹⁷⁰ İ. Küçükömer (Düzenin Yabancılaşması) et M. A. Aybar (Bağımsızlık, Demokrasi, Sosyalizm) parlaient d'une classe bureaucrate depuis l'Empire Ottoman qui tenait la puissance politique et économique. Cette classe possédait des liens étroites avec la bourgeoisie capitaliste entrain de développer pendant la république.

¹⁷¹ Programme, p. 85.

¹⁷² Ünsal, p. 136 et 139.

¹⁷³ Yerasimos, p. 473-474.

fondamentaux sur la structure de la société. Selon TİP, il fallait étatiser les instruments de la grande production, il fallait établir l'industrialisation fondamentale par l'état, une réforme de terre pour les petits paysans qui ne possédaient aucune terre. De l'autre côté, à l'extérieur du pays le parti insistait sur une politique étrangère pacifiste. En plus, une indépendance doctrinaire du '*socialisme humanitaire*' paraissait essentielle pour TİP, hors de la tradition de TKP et de l'URSS.¹⁷⁴ TİP prévoyait réaliser tous ces buts politiques dans le système parlementaire. Le parti se définissait comme une '*organisation politique qui marchait au pouvoir sur le chemin de la loi*'.¹⁷⁵ Enfin on pourrait dire que TİP entraînait dans le processus de socialisation avec les changements de 1962, commençait à attirer l'attention publique avec les retouches sur le programme en 1964.¹⁷⁶

TİP transportait l'opposition, qu'il organisait de l'extérieur depuis 1964, dans le parlement avec un grand succès aux élections de 1965. C'était la première fois qu'un parti socialiste réussissait à adhérer au parlement. Avec 3% des voix dans les élections parlementaires en 1965, le parti avait fait élire 15 députés¹⁷⁷ grâce au système de '*milli bakiye*'¹⁷⁸ (résidu national). Les années après 1965 avaient témoigné le pic du socialisme en Turquie. TİP gagnait sa légitimité dans la culture politique turque. TİP réalisait une opposition très effective au parlement malgré son nombre insuffisant de parlementaires. De toute façon les mêmes élections endommageaient aussi l'esprit de la Constitution de 1961 parce que la grande bourgeoisie de droite et religieuse gagnait aussi 51% des voix généraux. Alors l'érosion de l'aire du socialisme délibéré commençait en changeant peu à peu la Constitution jusqu'à sa modification substantielle en 1971¹⁷⁹.

En s'opposant à toute violence, TİP avait pour but l'obtention du pouvoir par des moyens parlementaire et démocratique. Après le succès de 1965, le parti renforçait sa croyance que la

¹⁷⁴ Ünsal, p.127 et 158.

¹⁷⁵ Programme, 1964, p.14.

¹⁷⁶ Ünsal, p. 3.

¹⁷⁷ Yerasimos, p. 477, Ünsal, p. 185.

¹⁷⁸ Le système d'arriéré nationale était un système où les votes se reflétaient en proportion entière dans le parlement. En 1965, le Parti Ouvrier adhérait dans le parlement avec 15 délégués, mais le système était changé aux élections de 1969 en un système d'hont sans barrage pour que les petits partis comme le POT ne pourra pas accéder au même succès.

¹⁷⁹ Yerasimos, p. 478.

classe ouvrière pourrait obtenir le pouvoir politique à long terme. Mais pour cela il fallait d'abord assurer la confiance de l'opinion publique. La préservation et l'application des principes de la constitution devenaient les politiques principales de TİP. De toute façon, la constitution assurait l'existence des partis politiques avec son article 53 en les caractérisant comme les éléments principaux de la vie politique et démocratique. D'autre part, la loi des partis politiques de 1965 encadrait les partis, et leur interdisait la fondation des partis à caractères communiste, fasciste ou national-socialiste avec son article 106.¹⁸⁰ La constitution de 1961 assurait la survie des partis politiques par ses articles 56, 57 et 145.¹⁸¹ Par conséquent TİP utilisait ces droits, pour organiser ses politiques d'opposition contre les nouvelles législations du gouvernement ou bien pour sa propre défense idéologique. De toute façon TİP essayait de résister à l'érosion de la constitution avec une opposition dynamique et courageuse. Un autre sujet important de la politique de TİP était l'indépendance politique du pays. L'opposition contre l'influence des Etats-Unis ou bien contre l'OTAN déterminait la politique étrangère pacifiste de TİP. De l'autre côté les critiques d'Aybar contre l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 étaient les preuves de l'indépendance idéologique du TİP.¹⁸² Plusieurs procès à la cour constitutionnelle étaient suivis par le parti¹⁸³, les traités bilatéraux entre les Etats-Unis et la Turquie depuis les années 40 que le peuple n'en savait rien, étaient obligés à exposer en public par le gouvernement, ou la campagne pour la fermeture des bases militaires américaines en Turquie, la préservation des droits syndicaux, etc.¹⁸⁴ On pourrait simplement dire que le Parti Ouvrier n'avait jamais abandonné leurs demandes de réformes et dirigeait une vive campagne de proposition des lois au cours de leur courte vie parlementaire.

Quant à l'organisation et l'administration du parti, TİP donnait l'importance à l'organisation fondamentale des syndiqués, des jeunes, et du peuple de l'est. Avant le début de sa décomposition en 1968 à cause des différences de tendances¹⁸⁵, les organisations des jeunes (*Organisation Socialiste de la Jeunesse – SGÖ, Fédération des Clubs d'Avis - FKF, Jeunesse*

¹⁸⁰ Ünsal, p. 111.

¹⁸¹ Ünsal, p. 189.

¹⁸² 'Sol', p. 362 et 371.

¹⁸³ Entre 1962-1971, le TİP s'adressait 41 fois à la cour constitutionnelle et 17 de ces recours se terminaient par l'abolition ou l'abolition partielle des lois.

¹⁸⁴ Ünsal, p. 190.

¹⁸⁵ 'Sol', p. 362.

Révolutionnaire - Dev-Genç)¹⁸⁶ étaient très actives et dynamiques pour l'expansion idéologique du parti. De l'autre côté, à cause de l'appui des militants kurdes dans l'administration du parti, TİP organisait des '*Meetings de l'Est*'¹⁸⁷ dès 1967. D'abord à Ağrı, Van, Silvan, Diyarbakır, Siirt, Batman, Iğdır, Kars, Erzurum, Patnos, Posof, Sarıkamış, Başkale, et après en 1969 à Hakkari, Siverek et Lice. Selon ces meetings, le problème de l'est¹⁸⁸ était un problème de sous-développement donc il fallait réussir le relèvement des villes de l'est en amenant l'industrialisation dans la région et en créant de l'emploi. Avec une réforme agraire, il fallait élever la condition de survie des petits paysans dans la région. D'autre part, en garantissant tous les droits humanitaires et constitutionnels¹⁸⁹ du peuple de l'est, le parti prévoyait le support du peuple kurde et le canaliser à la puissance électorale du parti. TİP essayait aussi de faire entendre sa voix dans la presse. À côté des discours des dirigeants du parti, des revues périodiques aidaient à l'explication des idées et des actes de TİP. Les revues *Sosyal Adalet* (Justice Sociale) entre 63-65, *Dönüşüm* (Transformation) entre 65-67, *Proleter* (Prolétaire) entre 67-68 et *Emek* (Labeur) entre 69-71 formaient les espaces de discussions idéologiques et de justifications raisonnables du parti.¹⁹⁰

Les jours victorieux du Parti Ouvrier se terminaient très tôt. Malgré les politiques de développement entier du pays par la nationalisation des mines, du commerce extérieur, ou bien du renforcement des murs douaniers qu'on peut qualifier de réformes pour garder les richesses nationales contre l'impérialisme exploitant, les réformes de terre ou bien l'opposition pour préserver les droits syndicaux, le parti ne pourrait pas refléter l'homogénéité de sa conception au peuple entier. Même la création de la Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (*DİSK - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*) en 1967 composée des 4 syndicats fondateurs de TİP qui se détachaient de Türk-İş ne pourrait pas acquérir la pénétration entière du parti dans la classe ouvrière. De toute façon, TİP appliquait une politique plus populiste après les élections de 1965. À cause des masses agraires qui votaient pour TİP, l'administration guidée par Aybar décidait de développer des paroles qui intéressaient les paysans plutôt que les ouvriers. Alors, une opposition commençait à apparaître au sein du parti. La partie influencée par S. Aren

¹⁸⁶ Ünsal, p. 200.

¹⁸⁷ Ünsal, p. 194.

¹⁸⁸ Le TİP parlait pour la première fois du problème kurde en 1963 à la scène politique.

¹⁸⁹ Akdere-Karadeniz, p. 265-266, Ünsal, p.11.

¹⁹⁰ Ünsal, p. 192-193, 'Sol', p. 361.

et B. Boran, des socialistes plus orthodoxes que M. A. Aybar¹⁹¹, précisait l'importance de l'éducation de la classe ouvrière et critiquaient les politiques populistes pour plus de voies. Il faut aussi rappeler que le parti commençait à parler du socialisme après avoir assuré sa légitimité dans l'opinion publique depuis 1965. Selon l'opposition, le parti s'éloignait du socialisme scientifique que le programme assurait.¹⁹² De toute façon, après 1966 TİP était divisé en 3 parties : l'administration liée à Aybar, l'opposition guidée par les intellectuels du MDD et du TKP, influencée par 'Yön', et qui voulait préciser le rôle important des puissances travaillistes et de la bourgeoisie nationale, finalement l'opposition d'Aren-Boran qui mûrissait en 1968 autour de la revue 'Emek' et qui développerait l'idéologie de la 'révolution socialiste' contre le mouvement MDD.¹⁹³ Dès 1966 Aybar et l'administration du parti appliquaient une réaction de purification contre l'opposition influencée par le MDD. De plus cette liquidation au sein du parti causait une perte d'influence sur les organisations de jeunesse, parce que ces organisations commençaient à critiquer la politique passive du parti contre les Etats-Unis, et à partager l'idéologie du MDD qui leur apparaissait plus réactionnaire. Toute opposition était éliminée par Aybar jusqu'en 1969 sauf la tendance d'*Emek*.

TİP participait aux élections de 1969 sous la fluctuation d'opposition qui troublait l'homogénéité des fondements. L'opposition contre M. A. Aybar se renforçait après 1969. En plus, contre toutes les oppositions au niveau parlementaire, TİP ne pourrait pas empêcher le changement du système du résidu national. Le slogan des '*mains calleuses à l'assemblée*' n'apportait jamais le succès au niveau public parce que les délégués qui pourraient entrer dans le parlement n'étaient jamais des vrais représentants du prolétariat, ils étaient des intellectuels, non pas des ouvriers ou des syndicalistes. Même DİSK perdait ses liens étroits avec le parti, et se rapprochait de CHP avant les élections. Donc un mécontentement des électeurs apparaissait. Par conséquent les espoirs de prendre le pouvoir gouvernemental en 1969 étaient détruits, le pourcentage électoral s'abaissait aussi par rapport à 1965.¹⁹⁴ Aux élections de 1969, TİP pourrait seulement adhérer au parlement avec 2 députés, l'un était Aybar. Alors M. A. Aybar ne pourrait plus résister à l'opposition intérieure et démissionnait de la présidence générale du parti la même

¹⁹¹ 'Sol', p. 414.

¹⁹² 'Sol', p. 363.

¹⁹³ 'Sol', p. 361.

¹⁹⁴ Ünsal, p.13.

année. Juste après la démission d’Aybar, le groupe guidé par Aren-Boran obtenait le pouvoir dans TİP.

Avec l’influence idéologique de la revue ‘Emek’ et leur stratégie de ‘*révolution socialiste*’, TİP changeait leur politique populiste. Le ‘*rôle avant-garde de la classe ouvrière pour guider les masses à la révolution socialiste*’ se transformait au rôle principale et nécessaire pour la révolution. La nouvelle administration du parti sous la présidence de B. Boran commençait à essayer l’éducation sérieuse de la classe ouvrière. Le parti précisait la dissension entre le mouvement de MDD et la ‘*révolution socialiste*’, alors les jeunes influencés par MDD, se désolidarisaient du parti et commençaient à former des petits groupes révolutionnaires indépendants. Dès 1970 TİP perdait son efficacité sur les masses. En plus le parti ne pouvait pas s’engager dans des mouvements ouvriers. Même aux événements ouvriers du 15-16 juin 1970 contre le changement de la loi sur le droit de grève et de convention collective proposée par le gouvernement, le parti restait en dehors. Les ouvriers liés à DİSK organisaient des grandes manifestations contre l’hégémonie du Türk-İş en cas de contrat collectif, mais le gouvernement réagissait violemment et causait l’arrestation des dirigeants de DİSK et déclarait l’*état de siège*. Le seul rôle du parti au cours de ces événements était de critiquer la réaction brutale du gouvernement. L’influence publique de TİP s’affaiblissait constamment. De l’autre côté, les jeunes radicaux endommageaient l’image du parti en public avec leurs actions incontrôlées. Pour le renforcement, le parti essayait une fois encore d’assurer le support des kurdes en précisant que le peuple kurde vivait à l’est de la Turquie, et critiquait l’Etat pour ses politiques d’oppression et d’assimilation. En réagissant brutalement contre les actions des nationalistes, les jeunes socialistes radicaux aidaient à l’apparition du danger du fascisme. TİP commençait à diriger une campagne de ‘*non au fascisme*’¹⁹⁵ mais en 1971 le *Manifeste de l’armée* réalisait un coût d’état. Malgré la demande à la cour constitutionnelle pour l’abolition du nouvel état de siège, la cour constitutionnelle décidait la fermeture permanente de TİP en juin 1971 pour ‘*atteinte à l’intégrité de la nation en créant et en provoquant des minorités*’.¹⁹⁶

¹⁹⁵ Ünsal, p.19.

¹⁹⁶ Ünsal, p.21, ‘Sol’, p. 365.

Enfin, on pourrait dire que le TİP créait une place spécifique dans la culture politique pendant ses 10 ans de survie. Tout d'abord le parti était la première organisation politique basée sur le soutien de la classe ouvrière. Fondé par des syndicalistes, le parti possédait une formation horizontale, et donc il n'était pas une organisation pénétrée dans les masses par le haut. Le premier programme du parti était très loin d'une doctrine socialiste. Les droits et les conditions des ouvriers formaient les traits principaux, avec le respect à la constitution de 1961. De toute façon, les éléments d'un programme doctrinaire apparaissent après l'adhésion des intellectuels socialistes aux rangs du parti. Surtout avec Aybar qui dirigeait le parti plutôt individuellement, TİP gagnait un caractère socialiste. Il fallait rappeler que jusqu'à 1965, TİP essayait de se légitimer en face de l'opinion publique. Pour cela, le parti inventait une doctrine socialiste mêlée par l'anti-impérialisme, le nationalisme du kémalisme, et le populisme, l'étatisme de CHP. Dans le domaine économique, TİP défendait le '*développement par la voie anti-capitaliste*' qui était le plus populaire plan au monde pour les pays moins développés dans les années 60. Par ces traits idéologiques, TİP partageait les tendances du mouvement de 'Yön' jusqu'à sa légitimisation électorale. De toute façon, ni les dirigeants du parti ni les programmes de 1961 et 1964 ne parlaient nulle part du mot 'socialisme'. Pendant les premières années, le parti des ouvriers se transformait en parti de la classe ouvrière. Mais après les élections de 1965, TİP s'appropriait une politique plus populiste pour obtenir les voix des masses paysannes. On avait commencé à parler du socialisme mais en pratique le parti essayait d'attirer l'attention des paysans avec le concept du 'socialisme humanitaire'. En réalité, TİP ne devenait jamais un parti de doctrine marxiste-léniniste. En plus pour créer un socialisme propre à Turquie, il résistait aux accusations de révisionnisme à cause de l'abandon de quelques principes marxistes.¹⁹⁷ Malgré son marxisme révisionnel, TİP possédait un point de vue 'scientifique' vis-à-vis des faits politiques, économiques et sociaux. En utilisant le matérialisme historique, le programme du parti déterminait les classes sociales selon ses moyens de production. De l'autre côté, s'opposait à l'internationalisme. TİP s'opposait aussi à la dictature du prolétariat et proposait un chemin parlementaire pour le pouvoir. A ces jours là, c'était plutôt une caractéristique sociale-démocrate. De toute façon, la position idéologique de TİP serait discutée par plusieurs intellectuels.

¹⁹⁷ Ünsal, p. 141.

Selon Yerasimos, TİP était implicitement marxiste et organisé comme les partis ouvriers scandinaves. Shishmanov ne le caractérisait pas comme marxiste-léniniste. Avcioğlu ne désignait pas non plus le programme de TİP comme socialiste. Tunaya caractérisait TİP un peu plus à gauche de la social-démocratie. De l'autre côté, Daver insistait sur une coalition idéologique composée des valeurs du socialisme du XIX^{ème} siècle et de la social-démocratie actuelle. Et Fernau caractérisait le parti comme socialiste après 1965.¹⁹⁸ A mon avis, TİP avec son programme, possédait une idéologie socialiste au minimum. Loin de la doctrine marxiste-léniniste, le parti essayait de former un socialisme libertaire propre à la Turquie. Alors, il apparaît une coalition des idéologies socialistes, kémalistes, populistes, anti-impérialistes. D'autre part, en pratique, avec son point de vue parlementaire pour la conquête du pouvoir, avec son populisme pour attirer les classes moyennes aux rangs du parti, et par les compromis avec des autres partis dans les expériences parlementaires après 1965, TİP apparaît comme un parti plus proche de la social-démocratie. Il faut aussi préciser que TİP glissait vers un socialisme plus orthodoxe après 1968. Donc on peut dire que TİP oscillait entre le socialisme et la social-démocratie pendant sa courte vie politique.

Enfin, on devrait parler de l'influence de TİP sur les autres mouvements en Turquie. Surtout le changement de la tendance politique de CHP en 1965 pourrait être lié au TİP. Avec la naissance d'un parti ouvrier et son succès au niveau électoral, CHP devait renouveler sa position et même son programme. Comme CHP et TİP s'unissaient au front contre AP, il fallait préciser les différences entre ces deux partis. Alors CHP commençait à parler du '*changement de l'ordre*'. En montrant TİP plus gauche que CHP, la nouvelle idéologie de CHP le '*centre gauche*' est apparu, et devenait le plus important mouvement des années 1970. Par contre, jusqu'à sa fermeture, TİP caractérisait CHP comme une '*mauvaise copie*' qui '*changerait seulement la direction mais pas l'ordre*'.¹⁹⁹ Par conséquent, TİP apparaît comme un paramètre pour la droite conservatrice et le centre gauche, pour se positionner sur la scène politique.²⁰⁰

¹⁹⁸ Cité par Ünsal, p. 143-144.

¹⁹⁹ Ünsal, p. 214.

²⁰⁰ 'Sol', p. 198.

B. II. iv. Le ‘Centre Gauche’ et CHP d’Ecevit.

Comme la différenciation idéologique de la culture politique apparaissait pendant l’aire libératrice de la constitution de 1961, le parti fondateur de la république, CHP, aussi transforma sa tendance politique dans les années 60. L’identification de la gauche idéologique mobilisait les masses, et les polarisait envers l’idéologie officielle pour le renouvellement du système. Alors, le discours de ‘centre gauche’ de CHP naissait tout autant. On avait précisé que les partis se positionnaient par rapport au TİP pendant les années 60. Pour la première fois en public, c’était İ. İnönü qui avait parlé du concept à propos d’un entretien avec A. İpekçi pour le journal ‘Milliyet’.²⁰¹ Mais les discussions avaient commencé déjà au sein de CHP depuis 1962. T. Güneş, avec le soutien d’İ. Öktem et de B. Ecevit, soulignait la nécessité du changement tendanciel du parti vers la gauche, et raisonnait à partir des concepts des revues ‘Yön’ et ‘Hür Vatan’.²⁰² Il est évident que le ‘centre gauche’ apparaissait comme une tactique électorale contre l’influence grandissante de TİP. Avant 1965, d’abord, le concept proposait une nouvelle voie pour le développement économique.²⁰³ Puis il est devenu à la protection d’une sorte d’état social. Après, les ‘6 flèches’ de CHP devenaient les principes du concept.²⁰⁴ Et juste avant les élections, le ‘centre gauche’ se transformait en une directive constitutionnelle. La raison de la synchronisation entre la constitution et le ‘centre gauche’ était le slogan d’AP avant les élections : ‘*Le centre gauche est le chemin de Moscou!*’. Pour neutraliser les effets de ce slogan, İnönü essayait d’expliquer que les politiques traditionnelles de l’état étaient déjà des politiques à caractère ‘centre gauche’.²⁰⁵ Enfin, le concept était prêt pour attirer les masses et pour constituer une forme de barrage contre les radicaux de la droite et de gauche en même temps. Seulement après cette évolution, le ‘centre gauche’ pourrait se transformer en programme idéologique. Malgré cette nouvelle position politique, CHP n’a pas pu obtenir un succès²⁰⁶ important en 1965. Alors les critiques traditionnelles au sein de CHP s’agrandissaient. Ecevit devenait le porte-parole du concept après 1965 avec son œuvre ‘*Centre Gauche*’. Contrairement aux critiques, Ecevit pensait

²⁰¹ A.İpekçi, ‘İnönü ile mülakat’, Milliyet, 8 octobre 1965. ‘...CHP...est un parti étatiste, pour cela il possède une conception d’économie politique en centre gauche...’

²⁰² ‘Sol’, p. 196-197.

²⁰³ A. İpekçi, ‘İnönü ile mülakat’, Milliyet, 8 octobre 1965.

²⁰⁴ ‘Sol’, p. 200.

²⁰⁵ ‘Sol’, p. 235.

²⁰⁶ Aux élections de 1965, le CHP perdait 8% de ses votes par rapport aux élections précédentes.

que la raison de la défaite était l'insuffisance de compréhension, pas le concept. En 1966, Ecevit qui était Ministre du Travail pendant les gouvernements de CHP entre 61-65, devenait le Secrétaire Général du parti. Alors le développement idéologique de 'centre gauche' s'accélérait. Selon Ecevit, il fallait faire comprendre nettement la cause et pour cela il fallait '*aller au peuple*'.²⁰⁷ Pour que le 'centre gauche' pénètre les masses, CHP devrait s'assimiler au peuple et le peuple deviendrait des partisans.

Ecevit encadrait les frontières de 'centre gauche' en précisant les caractéristiques essentielles des politiques de CHP par un point de vue gauchiste. Selon lui, ceux qui agissaient selon 'centre gauche' devraient être progressistes, réformistes, humanistes, libertaires, étatistes, planistes et populistes. Ils devraient être liés à la social-démocratie, à la justice et la sécurité sociales.²⁰⁸ Toutes ces caractéristiques s'articulaient entre eux par le populisme. Selon l'œuvre d'Ecevit, le populisme de la gauche du milieu caractérisait le peuple en classe, mais en refusant tous les privilèges il assurait l'égalité des chances. Par cette égalité, le populisme d'Ecevit assurerait la justice sociale et la redistribution des richesses.²⁰⁹ D'autre part son étatismisme était loin de l'étatismisme socialiste de tous les moyens de production. Il prévoyait une liberté aux entreprises privées selon leur niveau de responsabilité sociale. Cette perspective libertaire serait utilisée pour la protection et l'élargissement des autres libertés sociales. En plus, le 'centre gauche' essayait de balancer les autres tendances avec la loyauté à la social-démocratie. Par l'égalité et les libertés sociales la droite conservatrice ne serait plus une menace pour le reste du peuple, et par la liaison à la démocratie la gauche radicale n'attendrait jamais ses buts destructifs.

Pour que le parti et le peuple embrassent l'un l'autre, il fallait renforcer les liens entre eux. Ecevit insistait que '*CHP ... devrait laisser tomber l'image bureaucratique et étatique, ... son image éloignée du peuple*'.²¹⁰ Pour cela, l'opposition était une opportunité. Selon lui, le support du peuple pourrait être atteint par une approche sans pouvoir d'état. Pour cela, le centre gauche inventait les '*volontaires du peuple*'.²¹¹ Ce mouvement de jeunesse partisane apporterait des services sociaux de l'aide, de l'éducation au peuple, sans utiliser la puissance étatique. La

²⁰⁷ 'Sol', p. 205.

²⁰⁸ 'Sol', p. 201.

²⁰⁹ B. Ecevit, 'Ortanın Solu', Kim Yayınları, 1966, p. 120.

²¹⁰ Ecevit, 1966, p. 100.

²¹¹ 'Sol', p. 206.

gauche du milieu prévoyait l'abandon de l'élitisme pour mieux canaliser le courant alternatif du peuple. C'était possible si et seulement, le point de vue du peuple devenait le point de vue du parti. CHP ne devrait plus être le parti du peuple, il devrait se transformer en peuple lui-même.²¹² Ecevit précisait aussi qu'*il fallait se positionner à coté du peuple en cas de l'utilisation injuste du pouvoir étatique.*²¹³ De l'autre côté, si le peuple soutenait le programme de CHP, alors le parti pourrait réaliser les réformes prévues par la constitution. Les révolutions infrastructurelles (réforme de terre, de taxation, etc..) pourraient être réalisées si et seulement on pourrait définir le programme de CHP comme constitutionnel. Alors le peuple pourrait comprendre et demander les traits essentiels de 'centre gauche'.

De toute façon, le 'centre gauche' divisait les masses par l'appartenance au peuple ou non, les dominants et les dominés, les exploités et ceux qui sont exploités.²¹⁴ Selon Ecevit, CHP se positionnait à coté des pauvres, des ouvriers, des travailleurs, ceux qui ne pourraient pas prendre ou défendre ses droits, ceux qui sont écrasés dans le système traditionnel. Donc on pourrait dire que pendant l'évolution du populisme, le peuple devenait la nation et le parti entourait la nation. Ecevit prévoyait un changement de l'ordre en développant la structure sociale du peuple.

Ecevit précisait que le 'centre gauche' se formait par l'influence de la social-démocratie occidentale, mais en se référant à la structure de la société turque et à son histoire ottomane.²¹⁵ Ecevit ajoutait une agitation populiste sur les fondements caractéristiques de la social-démocratie universelle. Dans les années 60, le 'centre gauche' mêlait différents objets comme l'étatisme kémaliste, l'état social, le populisme et le révisionnisme gauchiste, pour les arranger à nouveau. Ecevit voulait reformer l'étatisme kémaliste par le développement planiste, et le populisme par l'ordre d'aisance et la justice sociale. Avec la socialisation des moyens de production, la politique de CHP semblait à la social-démocratie européenne des états capitalistes dirigés par le keynésianisme. Donc on peut dire que le développement tiers-mondiste ajouté au réformisme social-démocrate formaient le 'centre gauche', loin du militarisme et propre à la Turquie.

²¹² 'Sol', p. 211.

²¹³ Ecevit, 1966, p. 102.

²¹⁴ 'Sol', p. 214.

²¹⁵ Ecevit, 1966, p. 27-37.

Les années 60 pendant lesquelles les mouvements de l'aile gauche avaient une vivification enflammée, rencontraient une coupure aigue. Les libertés démocratiques suspendues prévoyaient l'écrasement du mouvement gauchiste. Le manifeste de l'armée qui apparaissait comme une réaction aux mouvements ouvriers croissants, montrait les bienfaits de la démocratie suspendue à la bourgeoisie. La bourgeoisie pensait que les libertés sociales politiques étaient trop pour la Turquie.²¹⁶ L'armée avait une grande inquiétude, c'était le maintien de l'ordre public. Mais tout de suite, les réformes capitalistes montraient la vraie figure de l'armée.²¹⁷ Avec une administration autoritaire et capitaliste entre 1971-73, le régime intermédiaire de l'armée validait des mesures économiques qui renforçaient la position de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier agrandissant. Entre 70 et 73, le régime assurait une atmosphère inflationniste surveillée par le but du profit, par exemple les prix augmentaient de 60% par contre les revenus réels diminuaient de 5%.²¹⁸ Donc, on pourrait dire que le régime intermédiaire protégeait la grande bourgeoisie qui collaborait avec les capitalistes étrangers. En plus l'armée voulait détruire les socialistes, et pour cela des organisations de contre guérilla apparaissent et la torture étatique s'étendait dans ces jours. La décision d'effacer la gauche se montrait par les changements constitutionnels, la fermeture de TİP, les limitations des droits syndicaux, etc..

Le centre gauche d'Ecevit apparaissait comme la seule organisation politique qui pourrait réunir les tendances de la gauche. Ecevit, l'anti-militariste, se révoltait contre le groupe d'İ. İnönü qui supportait l'armée et ses actions. Selon Ecevit qui critiquait la couche traditionnelle de CHP, *l'intervention de l'armée était inconvenante autant que la menace d'un politique basée sur l'armée.*²¹⁹ Il fallait préciser aussi qu'Ecevit soutenait le réformisme populaire de 'centre gauche' contre le réformisme étatique de la tradition partisane. Alors la renaissance de CHP commençait par la démission d'Ecevit du secrétariat général puis par sa victoire contre İnönü, avec une opposition vive à l'intérieur et même à l'extérieur du parti. Juste après la victoire présidentielle contre İnönü, Ecevit et nouveau CHP commençait à publier une revue appelée '*Özgür İnsan*'²²⁰

²¹⁶ Ç. Keyder, 'Türkiye Demokrasisinin Ekonomi Politigi' dans 'Geçiş Sürecinde Türkiye' collcté par Irvin C. Schick et E. Ahmet Tonak, Belge Yayınları, 2006, p. 66.

²¹⁷ M. Belge, 'Sol' dans 'Geçiş Sürecinde Türkiye', p. 174.

²¹⁸ Keyder, p. 68-69.

²¹⁹ Ecevit, 'Ordu ve Siyaset', *Özgür İnsan*, no.11 Avril 1973, p. 4.

²²⁰ Ecevit parlait de la notion d'homme libre dans son oeuvre de la 'Gauche du Milieu' en 1966. Il est évident que ce n'est pas une coïncidence. Ecevit expliquait l'homme libre nécessaire pour l'idéologie partisan avec des caractéristiques tres spécifiques.

(Homme Libre). Avec Ecevit comme écrivain principal, la revue devenait un organe du parti. Alors les critiques idéologiques et les renouvellements politiques déclarés aux lignes d'*Özgür İnsan*, renforçaient l'éducation des masses. Selon Ecevit, *l'homme libre était l'homme qui est libre vis-à-vis soi-même, qui ne possède aucune aliénation par rapport à la société.*²²¹ En critiquant le dualisme 'intellectuel-peuple' et l'élitisme, Ecevit examinait le peuple et sa structure sociale, et accusait les intellectuels de ne pas connaître leur société.²²² De l'autre côté ; en examinant l'histoire, l'assimilation inharmonique des révolutions par une critique des anciens gouvernements et surtout de CHP²²³, '*Özgür İnsan*' proposait que la Turquie de la pensée révolutionnaire devienne discordante avec la Turquie des années 70.²²⁴ Alors le '*changement de l'ordre*' paraîtrait nécessaire.

Enfin, *CHP devenait le parti du peuple, le parti du changement et pas du régime*²²⁵. Aux élections de 1973 en réalisant une opposition effective contre la junte militaire, CHP d'Ecevit devenait le premier parti avec 33% des voix générales. Malgré ce succès électoral CHP ne pouvait pas obtenir le pouvoir à lui seul. Une coalition avec MSP apportait Ecevit à la tête du gouvernement. Sa première action était la résistance avec AP contre l'élection de Général Faruk Gürler comme le président de la République. Puis une amnistie générale devenait le premier problème sérieux de la coalition. Cet amnistie signifiait le retour aux droits politiques et à la démocratie. Mais MSP ne donnait pas son support entier au CHP d'Ecevit. Par conséquent une amnistie limité qui prévoyait la liberté à une 'partie définie' des militants arrêtés pendant la junte militaire. Mais la cour constitutionnelle trouvait la loi comme discriminante, et abîmait la décision et la transformait valide pour tous.²²⁶

En 1974, le problème de Chypre éclatait par l'invasion de la junte militaire grecque. Mais l'Angleterre, qui possédait un rôle d'arbitrage selon *les traités de 1960*, restait silencieuse. Alors, Ecevit décidait l'intervention de l'armée turque à Chypre. Après l'intervention, Ecevit qui était le héros du peuple devenait le héros national, un homme politique légendaire. Logiquement il essayait

²²¹ Ecevit, 'Özgür İnsan Kimdir?', *Özgür İnsan*, no.1 juin 1972, p. 3.

²²² Ecevit, 'Aydın ve Halk', *Özgür İnsan*, no.2 juillet 1972, p. 4.

²²³ Ecevit, *Özgür İnsan*, no.22 avril 1975, p. 4.

²²⁴ D. Baykal, 'Bürokratik Devrimciliğin Çıkmazı', *Özgür İnsan*, no.2 juillet 1972, p. 9.

²²⁵ İsmail Cem, 'Soldaki Arayış', *Can Yayınları*, 2000, p.12.

²²⁶ Belge, p. 176-177.

de refléter cette popularité pour conquérir le pouvoir, mais CHP ne possédait pas la majorité dans le parlement et les autres partis ne voulaient pas perdre leurs places à l'assemblée. Alors la coalition avec MSP se décomposait sans une nouvelle élection, et sous la présidence de Demirel une coalition de Front Nationaliste (Milliyetçi Cephe-MC), composé de AP, MSP, MHP et GP²²⁷, fondait jusqu'à 1977.

Ecevit, en restant à l'opposition, ne pourrait pas empêcher la polarisation aigüe entraînée de se construire. Les années suivantes témoignaient la collision des pôles par la terreur politique et une violence sans arrêt. Pendant les années de coalition de MC, la droite radicale organisait ses propres camps qui cultivaient ses assassins, et possédait ses propres commissaires, ses propres délégués, ses propres officiers militaires et même ses propres administrateurs locaux.²²⁸ Avec l'intention de conquérir le pouvoir par le support de MC, les militants de la droite radicale attaquaient sans arrêt les militants socialistes dans tout le pays. Par contre les militants de l'aile gauche, qui n'étaient pas si bien organisés, essayaient de se défendre généralement. Si on regardait la situation des socialistes radicaux de ces années, on voyait des militants qui s'organisaient dans plusieurs organisations de tendances différentes. Les plus importantes organisations militantes étaient des organisations de jeunesse comme TKP-ML/TİKKO, THKP-C, THKO, Dev-Yol. De toute façon, la plupart des militants socialistes étaient des intellectuels ou des étudiants. Aucune des ces organisations révolutionnaires ne croyaient au chemin parlementaire pour la conquête du pouvoir. Pour eux, le seul moyen était la violence, et pour cela presque toutes se désignaient comme une armée ou un front. Il faut aussi rappeler que ces organisations venaient de la tradition de MDD. Mais toutes ces organisations subissaient une dure répression dirigée par la police, l'armée ou les militants fascistes.

Pendant cette période, Ecevit et CHP continuaient à développer l'idéologie de 'centre gauche'. Ecevit essayait de 'changer l'ordre' depuis les dernières années des 60. Mais après le coût d'état, Ecevit augmentait le support du peuple avec une politique contre la junte. En plus, le centre gauche se transformait en '*gauche démocratique*'. Il avait déjà précisé la polarisation sociale, en dénonçant le capital monopolistique, les usuriers et les grands propriétaires fonciers

²²⁷ MSP était le parti d'Erbakan, MHP était le parti de Türkeş, GP était fondé par des anciens partisans de CHP qui supportaient la junte.

²²⁸ Belge, p. 182-183.

contre les ouvriers, les paysans, les artisans et les petits exploités.²²⁹ Dans les années 70, Ecevit avec son concept, commençait à proposer des chemins pour changer l'ordre. Pour cela il fallait d'abord des *'révolutions infrastructurelles, le changement structurel de la puissance économique. Dès le début, la Turquie réalisait seulement des révolutions de superstructure.'*²³⁰ Alors Ecevit pensait qu'on pourrait réaliser ces révolutions si et seulement la participation du peuple serait obtenue. On ne pourrait plus poursuivre la pensée *'pour le peuple, malgré le peuple'*. Selon l'idéologie qui s'évoluerait en 'gauche démocratique' dans les années suivantes, Ecevit proposait *'köycülük'* (peut-être traduit comme village-isme) et les *'petites propriétés'* composées d'un *'secteur du peuple'*. Pour le développement économique et social du pays, il fallait que ces éléments existent l'un après l'autre.

Selon le concept des petites propriétés, les propriétés industrielles et agraires devraient être distribuées aux masses. En organisant ces propriétés dans les coopératives, la fertilité augmenterait et les commerçants médiateurs disparaîtraient. Alors les profits des petites propriétés se multiplieraient. Même chose serait appliquée dans les villages. Les petits paysans sans terre disparaîtraient avec une réforme de terre et les coopératives des petits paysans donneraient des crédits convenables pour la survie de ces petits paysans. Alors la fertilité de la production augmenterait avec la modernisation. Et cette survie causerait la disparition des grands patrons fonciers et des usuriers.²³¹ Ces petites propriétés serviraient au développement des infrastructures sociales et à l'assurance de la justice sociale. En plus ces petites propriétés deviendraient un barrage massif contre l'hyper étatismes des socialistes radicaux.

Quant à *'köycülük'*, c'était un projet de modernisation des paysans en les retenant dans leurs villages. Semblable au projet d'Owen en XIXe siècle qui prévoyait la décomposition de l'industrie dans l'agriculture, *'köycülük'* était aussi un projet d'industrialisation des villages. Selon *'köycülük'*, le développement devrait commencer par les villages, en utilisant l'idée oweniste de coopération. D'abord les coopératives des villages qui assuraient les crédits pour les petits paysans, investiraient aussi l'industrialisation de petite taille des paysans. Avec la mécanisation des moyens de production dans les villages, une masse de paysans sans travail

²²⁹ 'Sol', p. 205.

²³⁰ Ecevit, 'Atatürk ve Devrimcilik', Tekin Yayinevi, 1970, p. 61.

²³¹ 'Sol', p. 207.

apparaîtrait. Alors ces masses seraient transformées en ouvriers des industries paysannes. En plus l'espace nécessaire pour l'industrialisation des villages serait obtenue par l'unification de quelques villages, nommée '*köy-kent*' (village-ville). Le projet de '*köy-kent*' était très semblable aussi aux *villages prototypes d'Owen*. Par la modernisation de l'industrie au sein des villages, la migration vers les grandes villes s'arrêterait. Il fallait rappeler que la migration était l'un des problèmes principaux de ces jours, surtout aux villes comme İstanbul, İzmir et Ankara.²³² Il était évident qu'un intellectuel influencé par Owen comme Ecevit, qui ne critiquait jamais les occupations des champs par les paysans des années 70, proposait un développement fleurissant des villages. De toute façon, comme la structure sociale de la Turquie n'était pas semblable à celle des pays de la social-démocratie européenne, il était évident de trouver une solution à base des paysans et non pas des ouvriers.²³³ Avec le développement du pays par des villages et sans migration, les problèmes des grandes villes pourraient être résolus plus facilement par l'industrialisation planifiée. D'autre part, il fallait expliquer comment le *secteur du peuple* servirait à la démocratie industrielle. Ce secteur devrait se placer entre le secteur étatique et le secteur privé. Semblable au *capitalisme des associés*, les ouvriers seraient les propriétaires des usines en achetant des actions. Et avec les petites propriétés, ces propriétaires ouvriers deviendraient une solution pour atteindre la justice sociale, la redistribution des revenus, etc...

La scène politique témoignait l'expérience de MC jusqu'à 1977. Pendant le premier MC, l'économie était en train de faire faillite. La parcellisation de l'appareil étatique résultait de l'augmentation des dettes extérieures et de l'importation des biens fondamentaux. La violence anarchique aussi se multipliait sous la protection de la coalition. Ecevit critiquait les deux cotés de la jeunesse radicale, en défendant brièvement la paix et la démocratie parlementaire, dans les lignes d'*Özgür İnsan*. Quant à CHP, l'évolution vers la social-démocratie était prouvée par les programmes de 1974 et surtout de 1976. CHP ajoutait les principes de la '*gauche démocratique*' (égalité, liberté, solidarité, supériorité du travail, intégralité du développement, gouvernement du peuple) à coté des 6 principes fondamentaux du parti. De l'autre côté, pendant ces années CHP adhéraient aussi à l'Internationale Socialiste. En plus DİSK aussi déclarait qu'elle allait soutenir le parti aux élections. Dans ces conditions CHP augmentait ses voix à 42% en 1977. Mais une fois

²³² Y. Gülöksüz, '*Köykent Önerisi Üzerine Düşünceler*', *Özgür İnsan*, no.19 juillet 1974.

²³³ '*Sol*', p. 208.

encore, Ecevit ne pouvait pas obtenir la majorité au parlement. Puis la seconde coalition de MC obtenait le pouvoir à nouveau, et la dégénération du pays continuait encore.

Les jours tourmentés du pays continuaient, la situation de l'économie devenait pire, tous les biens fondamentaux tombaient au marché noir, le manque de devises retardait le paiement des biens importés. La condition de la Turquie était coincée par l'augmentation des prix et la dévaluation constante. D'autre part, l'anarchie qui polarisait le pays, continuait à prendre des vies innocentes. Les assassinats avaient lieu tous les jours. Toutes les années, un millier d'hommes étaient victimes des assassinats. Les massacres dans les universités, ou bien les événements de Taksim en 1977 où une trentaine de manifestants étaient tués par l'agitation des services secrets étrangers, augmentaient la tension en Turquie. Par contre, la victoire de CHP aux élections locales de 1977 et la démission de 11 députés d'AP après celles-ci, créaient une seconde chance pour Ecevit. Alors, Ecevit obtenait le pouvoir politique après une interpellation pour le gouvernement de MC. Mais le gouvernement d'Ecevit fondé au début de 1978, ne pourrait pas appliquer ses propres politiques sociales à cause de la situation du pays. Ecevit, qui promettait de cesser les croisements sans aucune compensation démocratique, était obligé de déclarer l'état de siège en 1978.²³⁴ De toute façon, on témoignait aussi la transformation des politiques populistes de 'centre gauche' aux politiques d'unité nationale et aux programmes d'ordre public. En plus ces politiques ne pouvaient pas arrêter le sang de couler. Des intellectuels comme Abdi İpekçi (Milliyet, 1979), des syndicalistes (Kemal Türkler, Maden-İş, 1980), des partisans (Gün Sazak, MHP, 1980 ; Nihat Erim, CHP, 1980) étaient assassinés pendant la vague anarchiste. De toute façon, les élections de 1979 pour le Sénat reflétaient l'inefficacité de CHP, et Ecevit démissionnait. Alors AP de Demirel devenait, encore une fois, le parti du pouvoir avec un gouvernement de minorité. Mais le sang continuait à couler dans tous les coins du pays. La dernière goutte apparaît après la terminaison de la durée du président de la république Fahri Korutürk. Le parlement ne pouvait pas réussir l'élection du nouveau président, une centaine de tour électorale restait vaine. Enfin, encore une fois, au matin de septembre 12 l'armée prenait le pouvoir. Le gouvernement, l'assemblée et la constitution étaient abolis tout de suite. Les activités de tous les partis politiques, les syndicats et les associations étaient arrêtées par le Conseil de la Sécurité Nationale (MGK). Plusieurs hommes politiques y compris B. Ecevit, S. Demirel, N.

²³⁴ 'Sol', p. 211.

Erbakan, A. Türkeş, étaient emprisonnés. En regardant les événements après le coût d'état de 1980, et en rappelant la politique de la '*ligne verte*' des Etats-Unis, et encore en citant qu'aux années 70 l'hégémonie américaine pour le commerce extérieur turque remplacé par les européens (60% avec les pays de CEE contre 10% avec les Etats-Unis pendant les années 70)²³⁵ on pourrait facilement imaginer que ce coût d'état était un coût pro américain qui formerait l'avenir de la Turquie.

B – CHAPITRE III. La peur inventée et la victoire du néo-libéralisme en Turquie.

Après les jours de chaos que le pays témoignait sous la terreur des militants radicaux et précisément même de l'état, le nouveau coût d'état ne pourrait pas améliorer les conditions sociales. Toutes activités politiques, y compris les partis politiques de toute tendance, devenaient interdites par la junte militaire. Le Conseil de Sécurité prenait en main l'administration du pays, et une terreur d'état sans précédent, ni aux jours du parti unique, apparaît. Le bilan du coût d'état apparaît par la garde à vue de 650000 personnes, près de 2000000 citoyens étaient fichés, plus de 200000 personnes étaient jugées par les Cours de Sécurité de l'Etat. Et pour les demandes de 7000 peines de mort 517 d'entre eux étaient décidés de pénaliser, 50 personnes étaient exécutées selon les décisions. 14000 personnes avaient perdu leurs droits de citoyenneté, 30000 personnes devenaient réfugiées à l'étranger, 30000 personnes avaient perdu leurs boulots à cause de leurs situations '*contre-indiquées*' y compris 4000 professeurs, enseignants et 47 juges. Près de 500 personnes étaient tuées par des manières suspicieuses ou par la violence policière. Une énorme censure noircissait les journaux, tous les journaux étaient fermés pendant 300 jours, et pour 400 journalistes jugés plus de 3000 ans de pénalisation étaient décidées, etc.²³⁶ De toute façon on pourrait dire que ce coût d'état ne résoudrait pas les débats, mais seulement les oppressait par la violence propre à soi-même. Comme le Conseil de Sécurité avait aboli la constitution de 1961, leur objectif suivant apparaît comme la formation d'une nouvelle constitution qui sera acceptée

²³⁵ Keyder, p. 73.

²³⁶ 'Le bilan du coup d'Etat', Cumhuriyet, 12/9/2000, '20 ans avec le septembre 12', Radikal, 12/9/2000, www.tr.wikipedia.com, www.belgenet.com/12eylul.

par le peuple avec un taux de 92%. Et les raisons de 92% étaient sûrement les interdictions de l'opposition à la constitution et le choix proposé entre la guerre civile et la terreur de l'état. De l'autre l'acceptation de la constitution assurait aussi la présidence de Général Kenan Evren pour une durée de 7 ans par un article additionnel. Donc on pourrait dire que les soldats avait étudié leur leçon, et ne tombait pas dans la situation de 1973.

B. III. i. La Situation Politique.

Quand on examinait les années 80, on voyait un silence absolu sous l'oppression de MGK pendant 3 ans, puis la création des nouveaux partis et la reconstruction de la vie politique. Les nouveaux partis essayaient de collecter les votes des anciens partis. Surtout la gauche de la vie politique essayait de remplir le manque de CHP d' Ecevit par HP (*Halkçı Parti*), puis par SODEP et enfin par DSP. Il faut rappeler que CHP n'existait plus jusqu'aux années 90. Ces partis de tendance de la gauche possédaient en même temps les deux penchants du 'centre gauche' social-démocrate et de la gauche nationaliste enrichie par le kémalisme. Selon T. Bora, *SODEP cheminait avec la social-démocratie et HP avançait dans la deuxième voie.*²³⁷ Mais avec l'union des deux partis sous le même toit par la fondation de SHP (*Sosyal Demokrat Halkçı Parti*) en 1985, la tendance de la social-démocratie devenait l'influence majeure.

Sous l'oppression politique de la junte, les premières élections ont eu lieu en 1983 avec la participation de seulement 3/15 des partis politiques qui pourront obtenir l'autorisation de MGK. Il fut rappeler que même le parti d'Atatürk était fermé par la junte, et CHP ne pourrait retourner à la vie politique qu'avant les années 90. ANAP (*Anavatan Partisi*) de T. Özal qui était plus indépendant par rapport à l'armée gagnait les élections avec 45% des votes, par contre MDP (*Milliyetçi Demokrasi Partisi*) supporté par l'armée a pu collecter seulement 23% des votes.²³⁸ Un an après, aux élections locales SODEP (*Sosyal Demokrat Parti*) et DYP (*Doğru Yol Partisi*) ont pu aussi participer et la scène politique s'organisait encore une fois par l'apparition de

²³⁷ 'SODEP'i ve eski SHP'yi rahmetle anarken', T. Bora, 24/3/2007, Birgün kitap eki, sayı 35.

²³⁸ 'Geçiş Sürecinde Türkiye', 2006, p. 396.

SODEP et HP à gauche contre ANAP et DYP à droite. L'année 1985 témoignait la fondation de SHP (*Sosyal Demokrat Halkçı Parti*) comme une union et DSP d'Ecevit comme l'héritaire de 'centre gauche'. Alors la couche gauche se divisait entre SHP et DSP.

Quand on examine ces deux partis, on voit précisément la notion 'social-démocratie'. SHP qui recevait 20% des voix lors des élections de 1987, avait un débat idéologique au sein du parti. Le réformisme agrandissait, les liens avec les prolétaires se renforçaient, et même comme un héritage de TIP des années 60 l'attention à la question kurde se terminait par une alliance démocratique aux élections de 1991.²³⁹ Malgré les succès électoraux avec 20% des voix en 1987 et en 1991, SHP ne pourrait jamais gouverner seul. Pendant les coalitions avec DYP de Demirel, SHP commençait à perdre son influence dans la vie politique et une rupture dans le parti apparaîait. Après plusieurs défaites contre E. İnönü, D. Baykal et quelques ex-partisans de CHP quittaient SHP et rouvraient CHP en 1992. Il était évident que le groupe de Baykal était mécontent de la participation des kurdes. De toute façon, les années 90 dataient aussi l'éclat de la terreur ethnique en Turquie. Alors les réactions publiques que les assemblés kurdes de SHP causaient, composaient une opposition effective par les partisans traditionnels d'ex-CHP. Malgré ses politiques de la social-démocratie qui acceptaient une économie mixte, et qui supportaient l'économie de marché ; SHP continuait à sangler, finalement unissait avec CHP et se consumait là-dedans. Pendant sa survie SHP se positionnait au loin du marxisme. SHP se caractérisait comme social-démocrate et s'intéressait aux problèmes des classes laborieuses. Mais à cause des caractères égalitaire et libertaire que la social-démocratie universelle prévoyait, SHP essayait de changer les tabous traditionnels de la société turque. Et ces essais égalitaires pour la représentation de la minorité kurde résultaient la diminution du support public populaire. Après sa dissolution dans CHP, SHP s'était sortie de la scène politique jusqu'en 2002.

Le nouveau parti apparaîait avec un petit changement de nom, en 2002. Quelques anciens partisans de CHP et SHP et des intellectuels qui perdaient leur confiance envers ces deux partis, réunissaient dans nouveau SHP (*Sosyal Demokrat Halk Partisi*). Le nouveau parti suivit aussi le chemin de la social-démocratie. Le règlement déclarait explicitement que le parti croyait aux principes de la social-démocratie, enrichies par les décisions de l'International Socialiste.²⁴⁰

²³⁹ Bora, 24/3/2007, Birgün kitap eki, sayı 35.

²⁴⁰ Le Règlement de SHP, www.shp.org.tr/parti-tuzugu/.

Malgré ses '*choix politiques à côté des classes qui travaillaient physiquement et mentalement*'²⁴¹, SHP ne pourrait pas réussir un succès jusqu'à nos jours. En soutenant le '*mouvement de 10 décembre*' créé par DİSK, SHP cherchait l'opportunité d'une union entre tous les partis de tendance sociale-démocrate. Il faut aussi rappeler que SHP soutenait de l'extérieur, la coalition électorale de CHP-DSP en 2007.

De l'autre part les années 80 témoignaient la fondation d'un autre parti important. DSP (*Demokratik Sol Parti*) était fondé en 1985 par R. Ecevit, la femme de B. Ecevit. Après l'abolition des interdictions politiques en 1987, Ecevit devenait président de DSP. DSP était le parti d'Ecevit anti-militariste et démocrate. Il faut préciser qu'Ecevit critiquait le coût d'état aux lignes de la revue '*Arayış*'²⁴² qu'il publiait dès le début des 80. Ecevit qui était traditionnellement contre la junte, était aussi le précurseur de la notion 'gauche démocratique' évoluée de la 'centre gauche'. De toute façon, le programme de DSP, édité par Ecevit, prenait partenaire la social-démocratie universelle et la notion 'gauche démocratique'.²⁴³ Mais jusqu'à 1991 DSP ne pourrait pas dépasser le barrage électoral et ne pourrait pas être représenté dans l'assemblée. DSP n'avait pas trouvé le support prévu comme un héritage d'Ecevit des années 70. Par contre Ecevit améliorait le pourcentage de son parti de jours en jours, de 8% en 1987 à 10% en 1991, de 15% en 1995 à 22% en 1999 finalement. Aux années 90, on voyait une déformation aux politiques d'Ecevit. Un éloignement du populisme dès la fin des 80 se précisait au début des 90, puis une séparation apparaît entre la 'gauche démocratique' et la social-démocratie pour que DSP se positionne différemment de SHP et de CHP. Après 1990, la 'gauche démocratique' d'Ecevit, propre à Turquie, se différenciait avec la social-démocratie européenne caractérisée comme 'étrangère' aux 'fondements marxistes'. En plus Ecevit et son DSP qui devenait un parti à caractère bureaucratique d'un seul homme, s'éloignaient de l'anti-militarisme et se rapprochaient avec l'armée contre le '*danger au régime*'. Alors Ecevit, qui commençait sa vie politique en essayant de transformer CHP et son caractère de '*parti d'état*', devenait le leader d'un parti qui s'évoluait à un '*parti de régime*'.²⁴⁴ DSP participait aux coalitions pendant ces années, et avec le support de l'arrestation du leader de PKK en 1999 pendant qu'il était le premier ministre du pays,

²⁴¹ Le Programme de SHP, www.shp.org.tr/parti-programi/.

²⁴² 'Sol', p. 212.

²⁴³ 'Sol', p. 244.

²⁴⁴ 'Sol', p. 213.

la vie politique de la Turquie témoignait la pique de DSP. Mais à cause de la séparation du front d'İ. Cem au sein du parti et la crise politique que K. Derviş avait causé²⁴⁵, DSP collectait seulement %2 des votes aux élections de 2002 et Ecevit se démissionnait. Aujourd'hui DSP pouvait entrer à l'assemblée avec 13 délégués par une alliance avec CHP, mais il est très loin des jours de succès. Après les jours d'Ecevit, DSP cherchait aujourd'hui ses anciens principes, et essayait de glisser vers la social-démocratie à nouveau. Comme le résultat d'une fusion du libéralisme keynésienne et la social-démocratie du tiers-monde, DSP essayait de collecter les votes des classes moyennes, et non pas de la couche laborieuse.

Quant au CHP, le parti n'existait pas dans la scène politique jusqu'en 1992. Il faut rappeler que la junte ordonnait la fermeture du parti d'Atatürk aussi. Mais les partisans qui ne se trouvaient pas emprisonnés comme Ecevit, réunissaient dans un nouveau parti, SHP. Après quelques années aux rangs de SHP, les ex-partisans de CHP formaient une résistance d'opposition traditionnelle. Selon Baykal et Cem, dans leur '*nouvelle gauche*', SHP devrait être réorganisé et devrait renouveler ses structures. Mais l'opposition contre İnönü terminait par une défaite. Alors la scène politique témoignait la renaissance de CHP en 1992. Nouveau CHP réunissait avec les anciens délégués de 1980, et Baykal devenait président. L'ancien programme du parti et ses principes gardaient leurs validités. *CHP, comme la social-démocratie, choisissait fondamentalement la partie de travail.*²⁴⁶ De toute façon, CHP était un membre de l'Internationale Socialiste et s'appropriait théoriquement les principes fondamentaux de la social-démocratie. Selon CHP, il fallait une union de tous les partis à caractère social-démocrate. Ni SHP, ni DSP approuvaient la nécessité de l'union. Premièrement, en profitant des oppositions publiques contre SHP, CHP réussissait l'union avec le SHP en 1995. En même année CHP réussissait à entrer dans l'assemblée avec %10 des votes générales. Mais leur idéologie d'un mélange de kémalisme, de laïcisme, de nationalisme contre la *menace religieuse*, n'apportait pas de succès en 1999 et le parti ne pourrait pas dépasser le barrage. Ensuite avec la condition catastrophique du pays, en 2002 CHP devenait la seule opposition parlementaire dans l'assemblée bipartite avec près de %20. Malgré l'opposition réactionnaire et unique de CHP dans l'assemblée

²⁴⁵ Il faut rappeler que la coalition de DSP-ANAP-MHP se détachait après les paroles de K. Derviş : 'La stabilité économique est assurée, maintenant il faut la stabilité politique.' Alors la crise politique se terminait par des élections en avant.

²⁴⁶ Programme de CHP, www.chp.org.tr.

contre les politiques d'AKP aux années 2000, CHP n'a pas pu augmenter ses voix en 2007. En plus, il faut rappeler qu'aux élections de 2007 DSP et CHP composaient une alliance, soutenue de l'extérieur par SHP. De toute façon, c'est le parti fondé par Atatürk et c'est la seule particularité de CHP qui ne pourra créer aucune déclinaison aux problèmes du pays écrasé sous les politiques néolibérales d'AKP, ou aux questions de la gauche enterrée depuis 1980. En conséquence CHP est un parti qui prétend comme un parti social-démocrate en théorie. C'est CHP qui parlait des principes de la social-démocratie, des droits syndicaux, de la liberté syndicale, ou bien de la classe ouvrière écrasée. Mais en pratique, depuis sa renaissance, CHP apparaît comme un parti qui défend le régime contre tous ses ennemis. Pour cela, CHP se positionne de temps en temps au centre gauche contre les politiques néo-libérales, et à la droite de MHP avec un nationalisme pure contre la *'terreur ethnique'*.

Enfin on peut dire que SHP, DSP et CHP ne pourraient pas construire une expérience sociale-démocrate après le coût d'état. Une oscillation idéologique conquérait les partis. Et le régime devenait toujours le premier à sauver. Ni la démocratie dans l'administration des partis, ni la loyauté aux principes de la social-démocratie, ni les liens étroits avec le prolétariat, et ni le respect à l'égalité sociale pourraient assurer par les partis de la tradition social-démocrate. CHP et DSP glissaient vers la droite. Et l'absence d'une union empêchait la conquête du pouvoir de ces partis. Les années 80 et 90 témoignaient la victoire du libéralisme importé par les gouvernements d'ANAP, de DYP, et même d'AKP au XXIe. Par une alliance très étroite avec les Etats-Unis depuis le coût d'état de 1980, avec l'influence de Reaganisme et de Thatchérisme sur les politiques économiques du pays, la Turquie devenait de plus en plus dépendant aux pays occidentaux. Surtout la dépolitisation du pays depuis 1980 résultait par la victoire de la couche financière à l'intérieur. Une perte des valeurs morales ornée par un individualisme sans limite apparaît. En conséquence une société de consommation, qui avait perdu ses moyens de production, était formée pour mieux exploiter la Turquie.

Aujourd'hui la Turquie ne possède pas une fraction dite 'social-démocrate' sur la scène politique actuelle. DSP est loin de ses jours de succès, CHP continue à glisser vers la droite. Essentiellement il faut d'abord rejoindre les principes théoriques de la social-démocratie universelle, cités aux lignes des programmes des partis qui se caractérisent *'sociaux-démocrates'*,

et les politiques pratiquées par ceux-ci. Puis il faut former une union de tous les partis sociaux-démocrates ou socialistes pour qu'ils deviennent une vraie puissance contre les néo-libéraux. En tout cas il faut aussi regagner le soutien des ouvriers et resserrer les liens avec les syndicaux. Il nous faut des solutions contre les dangers de la mondialisation, mais pas du nationalisme radical qui protégeait seulement l'état-nation, ou du kémalisme pure qui acceptait le peuple comme une communauté sans classe. Il faut que les partis '*sociaux-démocrates*' acceptent l'existence des classes moyennes différentes dans la société, et s'allient organiquement avec la classe ouvrière. Peut-être il faut créer une structure directe pour les partis sociaux-démocrates. Sinon le destin chronique des partis de gauche continuera, et ils ne gouverneront jamais la Turquie. Et l'état social entrain de se réduire par les politiques néo-libérales, disparaîtra à une future très proche.

B. III. ii. La situation du syndicalisme.

Quand on examinait l'organisation des classes ouvrières après le coût d'état de 1980, on voyait le syndicalisme turc agonisé. Il était évident qu'avec la nouvelle constitution, une nouvelle loi syndicale qui resserrait les droits fondamentaux des masses laborieuses, apparaîtra. Cette nouvelle loi qui limitera les libertés syndicales, ne se retardait pas. En 1983, la loi préparée par MGK, était acceptée. Le nombre des syndicaux était 733 en 1980, mais en 1984 ce nombre diminuait à 138, et puis à moins de 100 aux années suivantes.²⁴⁷ En théorie, cette loi était apparue pour supprimer les claudications et pour mieux expliquer les différentes interprétations de l'ancienne loi. De toute façon la junte obtenait le pouvoir politique pour assurer la sécurité publique, et les mouvements incontrôlés des ouvriers composaient une grande part des émeutes.

Selon la loi de 1983, les activités interdites aux syndicaux augmentaient. Dans les articles 37, 38 et 39 ; la loi expliquait les interdictions.²⁴⁸ D'ailleurs les syndicaux ne pourraient pas agir contrairement aux interdictions prévues dans la nouvelle constitution. En plus, cette nouvelle loi syndicale mentionnait des nouvelles interdictions comme celle des activités politiques. Les

²⁴⁷ Mahiroğulları, p. 322.

²⁴⁸ Mahiroğulları, p. 305.

fondements des interdictions se trouvaient aux lignes de la Constitution de 1982 qui faisait un effort spécial, dans son article 52, pour interdire les activités politiques des syndicaux. L'article 37 de la loi qui organisait les interdictions fondamentales des syndicaux, précisait l'interdiction de tous les liens entre les partis et les syndicaux. Même la collaboration entre 'syndicat-parti' était interdite, et les syndicaux ne pourraient pas suivre des objectifs politiques. La participation de l'administration syndicale aux partis politiques était empêchée par la loi, et le règlement prévoyait la démission des syndiqués dans ce cas. De toute façon, toute sorte de syndicalisme idéologique devenait interdite après cette nouvelle loi. Même l'OIT critiquait sérieusement les interdictions politiques des syndicaux prévues par la constitution et la loi syndicale. En tout cas, l'OIT ordonnait aux syndicaux la liberté et le droit d'organiser les activités syndicales, par sa convention 87.²⁴⁹ De l'autre part, tous les syndicaux ne possédaient pas le droit de faire des contrats collectifs. Selon la nouvelle loi, il y avait deux barrages pour qu'un syndicat pourrait faire des contrats collectifs. D'abord le syndicat devrait posséder %10 des syndiqués totaux dans sa branche de travail pour le droit de contrat collectif. Et puis il fallait que le syndicat devrait enregistrer %51 des syndiqués dans les exploitations pour pratiquer son droit.²⁵⁰ En plus le ministère de travail pourrait proposer l'extension d'un contrat collectif, et le valider pour le reste %90 de la branche précise.²⁵¹ Ce système de 'barrage double' n'était pas aussi concordant avec la convention 98 de l'OIT. Ces interdictions syndicales, surtout l'interdiction politique, restaient valides jusqu'à la fin des années 90, actuellement le syndicalisme turc ne pouvait pas encore obtenir ses droits gagnés un demi-siècle avant.

Jusqu'aux changements des années 90, le syndicalisme turc était sous le contrôle strict de l'Etat turc. Selon la loi de 83, les syndicaux devraient être contrôlés par les ministères d'économie et de travail. De l'autre part, les syndicaux pourraient être fermés à cause d'un crime personnel des dirigeants. Et cet article renforçait le contrôle de l'état sur les syndicaux. Le droit de grève était assuré seulement en cas d'un désaccord des négociations des contrats collectifs. Mais il fallait qu'on s'adresse à l'établissement de négociation, composé de seulement un négociateur au lieu du conseil prévu par la loi de 63. La loi syndicale de 83 permettait la 'grève d'intérêt' mais pas la 'grève de droit'. En plus, toutes les résistances comme l'occupation de

²⁴⁹ Mahiroğulları, p. 306.

²⁵⁰ Mahiroğulları, p. 313.

²⁵¹ Mahiroğulları, p. 316.

l'exploitation, les activités pour ralentir le travail ou pour diminuer la fertilité, étaient acceptées hors loi. De l'autre part, la loi permettait au conseil des ministres, le droit de retarder la grève pour une durée de 60 jours.²⁵² En conséquence la loi de 1983 prévoyait un syndicalisme centriste, et pour cela la loi prévoyait des interdictions strictes et un contrôle fort de l'état sur les syndicaux.

Pendant cette période d'oppression, les syndicaux ne pouvaient pas appliquer totalement leurs droits fondamentaux. Quant aux organisations supérieures, seulement Türk-İş pouvait continuer ses activités syndicales sans arrêt. DİSK et Hak-İş étaient abolis avec le coût d'état. De toute façon, Türk-İş supportait le coût d'état et défendait les activités de la junte aux réunions de l'OIT.²⁵³ En plus, le secrétaire général de Türk-İş devenait le ministre de la sécurité sociale pendant la période intermédiaire, et CITUL suspendait Türk-İş dès 1981. Mais après 1983, Türk-İş essayait de protéger les droits des ouvriers contre les politiques néo-libérales d'ANAP. De l'autre, Hak-İş qui restait fermé pendant 6 mois après le coût d'état, commençait aux activités syndicales en 1981. Hak-İş suivait la voie de *syndicalisme de proposition*. Les années 80 passaient sous la dominance de Türk-İş, et le but principal des confédérations pendant ces années apparaît comme la préservation des droits syndicaux et l'amélioration des conditions des ouvriers contre les politiques néo-libérales. Mais on témoignait aussi que Türk-İş empêchait l'adhésion de Hak-İş au CITUL²⁵⁴ pour préserver sa dominance dans le pays. De toute façon Türk-İş était la seule confédération membre des organisations internationales et cette situation renforçait la puissance locale de celle-ci.

DİSK pourrait retourner à la vie syndicale aux années 90. En changeant leur idéologie de classe, DİSK s'appropriait le '*syndicalisme moderne*' qui prévoyait une interaction entre les classes et un compromis social.²⁵⁵ Pendant les années 90, la scène syndicale turque témoignait 3 organisations supérieures qui étaient plus actives par rapport aux autres : Türk-İş, DİSK, Hak-İş. On voyait aussi une collaboration entre eux pendant cette période. De temps en temps contre les politiques néo-libérales des gouvernements, ou bien contre les politiques de monopolisation, un

²⁵² Mahiroğulları, p. 321.

²⁵³ Mahiroğulları, p. 324.

²⁵⁴ Mahiroğulları, p. 340.

²⁵⁵ Mahiroğulları, p. 346.

compromis réactionnaire guidé par ces confédérations apparaît. Les politiques des gouvernements étaient critiquées brièvement par ces organisations, et des activités ou des campagnes électorales contre les gouvernements étaient réalisées. De l'autre part, DİSK devenait membre de CITUL en 92 et Hak-İş en 96. Alors le syndicalisme turc commençait à apparaître plus activement à la scène internationale. Surtout DİSK, avec les liens avec les syndicats et confédérations français et allemands²⁵⁶, se précisait au monde. De toute façon, ces confédérations essayaient d'influencer les gouvernements et leurs politiques avec une opposition effective à l'intérieur et à l'extérieur.

Aujourd'hui le syndicalisme turc est encore en voie de développement. Le syndicalisme ne pouvait pas encore regagner tous ses droits fondamentaux. Au XXIème siècle, notre syndicalisme ne possède pas le droit de grève général encore. On n'avait pas encore détruit le contrôle de l'état. Le taux de syndicalisme en Turquie est de %50 des ouvriers, et %25 des payés totaux.²⁵⁷ Mais le débat continue, et le syndicalisme turc essaye de résister contre la destruction de la justice sociale, en cherchant les opportunités d'influencer les partis qui supportaient la couche laborieuse.

²⁵⁶ Mahiroğulları, p. 347.

²⁵⁷ Mahiroğulları, p. 352, 354.

CONCLUSION.

*‘La social-démocratie turque est un essai pour faire fleurir sur des terres non fertiles’.*²⁵⁸

Pendant le développement de cette étude, on a essayé d’examiner la notion de la social-démocratie. En recherchant les racines de cette notion, on a essayé de trouver les causes de son apparition au monde. Pour cela on a bénéficié l’histoire et l’évolution de la social-démocratie. En utilisant les expériences européennes avant-gardes, on a voulu trouver des solutions à notre exemple. Mais quand on a étudié l’expérience turque, on a trouvé des fautes profondes et des problématiques insolubles. En conclusion on essayera de formuler quelques solutions.

Quand on compare le socialisme démocratique ou la social-démocratie européen avec le modèle turc, si on acceptait que l’on possède néanmoins un, il apparaît des problèmes fondamentaux dès ses début. Le modèle européen apparaît juste après le développement de l’industrialisation, comme une réaction à celle-ci. L’apparition des nouvelles classes aux seins des peuples européens et l’augmentation des misères sociales forçaient l’évolution des normes ‘social’ et ‘socialisme’. Après un siècle de discussion intellectuelle très profonde, le socialisme s’agrandissait et pénétrait dans les sociétés. Cette évolution se terminait par le choix de l’acceptation du parlementarisme pour enrichir aux fins prévues. Sauf à la suite de celle-ci le terme ‘démocratique’ pourrait être ajouté au socialisme. Puis au début du XXème siècle, les débats au sein de l’Europe séparaient le socialisme en deux camps. D’une part sous le leadership du modèle soviétique le socialisme révolutionnaire nommé ‘communisme’ et d’autre part la social-démocratie qui acceptait la collaboration avec le capitalisme et le parlementarisme des la Première Guerre Mondiale. Mais la condition permanente pour les deux modèles apparaît sous l’existence du prolétariat et les liens étroits avec celui-ci. En plus l’histoire nourrissait plusieurs modèles et expériences pour la social-démocratie européenne. Cette étude ne comprends pas l’expérience communiste, pourtant trois modèles sociaux-démocrates : anglais, allemand et scandinave. Selon ces modèles qui prévoyaient la même fin avec des différents chemins à suivre, on ne peut pas trouver trop de similitudes à notre exemple.

²⁵⁸ İsmail Cem, ‘Soldaki Arayış’, Can Yayınları, 2000, p. 66

Tout d'abord l'Allemagne, l'Angleterre et la Suède sont des pays très développés et industrialisés. Par contre la Turquie, même aujourd'hui au XXIème siècle, ne pourrait pas encore compléter son industrialisation. De l'autre, les années des débats idéologiques pour eux étaient nos années de fondation. Après 1923, la Turquie commençait à appliquer ses révolutions qui la conduiront aux 'niveaux des pays modernes'. Il fallait le développement politique et économique pour la jeune république. Le développement politique restait dans une période de détente sous le pouvoir du parti unique jusqu'à 1950. D'autre part, le développement économique posait des conditions, comme la création d'une bourgeoisie nationale et l'amélioration de l'industrialisation. Pour cela, le parti unique choisissait une politique d'étatisme et une organisation sociale corporative. Il faut aussi rappeler que CHP unique, à côté des politiques de développement industriel, oppressait le syndicalisme prématuré par des lois en 1925 (Takrir-i Sükun), en 1936 (loi de travail), et en 1938 (loi des associations). A cause de ces lois, le syndicalisme turc ne pouvait pas se développer pendant l'ère du parti unique. L'amélioration des droits syndicaux ou des conditions de vie des classes ouvrières, était dictée d'en haut comme la plupart des révolutions. Mais avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la Turquie choisissait son camp et commençait à appliquer une démocratie formelle. Le passage à la démocratie n'apportait rien d'un autre parti unique sous un nom différent, DP. La seule différence jusqu'aux 60, était la 'liberté' syndicale et la fondation de la première confédération, Türk-İş influencé par le syndicalisme américaine 'apolitique'.

Ironiquement, le saut pour un système démocratique et même le syndicalisme apparaît par un coût d'état nommé '*Révolution de 27 Mai*'. Les années 60 et 70 témoignaient la renaissance idéologique de tendance de gauche, sous le garant de la Constitution de 1961. La loi syndicale de 1963 renforçait aussi l'évolution des classes ouvrières. Le mouvement de 'Yön' apparaît comme une réaction intellectuelle contre les misères sociales, puis le premier parti à base ouvrière TİP apparaît, et enfin CHP changeait son profile. Pour ne pas rester en dehors du changement social, CHP se confrontait avec son passé et devenait vraiment le parti des masses. L'évolution idéologique du socialisme et l'apparition des expériences sociaux-démocrates, se dataient aux années 60.

Le mouvement de 'Yön', semblable à la *Société Fabienne*, essayait de développer la conscience des masses par SKD. Puis 'Yön' essayait d'adresser la parole au prolétariat, par ses liens étroits avec Türk-İş trade-unioniste, pour fonder un 'parti des travailleurs'. Mais à la fin des 60, 'Yön' devenait MDD, et cherchait des moyens militaristes pour conquérir le pouvoir politique. D'autre part, TİP, pendant sa courte vie politique, devenait le représentant des classes ouvrières. En théorie, TİP était lié au socialisme scientifique et au matérialisme historique, mais en pratique il était plus proche à la social-démocratie scandinave. Avec la fondation de DİSK en 1967, TİP essayait de transformer son organisation structurelle par le modèle suédois de '*parti-syndicat*'. Le succès aux élections de 65 poussait TİP vers les masses paysannes avec des politiques plus populistes. Enfin les politiques populistes divisaient le parti en deux camps, et affaiblissait les liens avec DİSK au début des 70. TİP se transformait du parti des classes travailleuses au parti de la classe ouvrière et disparaît aux années suivantes. Mais entre 1965-1971, TİP influençait toute la société avec ses activités effectives au sein du parlement. Des le début, TİP croyait au parlementarisme et cherchait des opportunités de compromis avec les autres partis comme un parti social-démocrate. DİSK, fondé par les fondateurs de TİP, assurait au TİP un caractère social-démocrate. Mais l'opinion générale montre que TİP était un parti entre le socialisme et la social-démocratie.

Dès 1965, CHP proclamait sa distanciation de son caractère élitiste et bureaucratique. Avec la notion 'centre gauche', CHP se transformait et devenait un parti social-démocrate à caractère populiste. Surtout avec Ecevit, les années 70 témoignaient le succès de CHP. CHP ajoutait les principes de la social-démocratie universelle à côté des '*6 flèches*' dans son programme. Et en 1977, CHP augmentait ses votes à %42. Le populisme d'Ecevit articulé à la social-démocratie, attirait l'intérêt des masses paysannes par le projet de '*köycülük*'. En plus DİSK aussi supportait CHP pendant les 70. Alors le seul obstacle pour le 'changement de l'ordre' apparaît avec les coalitions de MC. En tout cas, les partis dits 'social-démocrate' n'avaient jamais l'opportunité de gouverner le pays. Après le coût d'état de 1980, la dépolitisation de la société causait la victoire du néo-libéralisme. L'idéologie sociale-démocrate est entrain de se reconstruire. Pendant les années 90, les partis se positionnaient à nouveau. Mais les jours lumineux ont déjà resté en passé.

De toute façon, la social-démocratie turque possède une maladie chronique. En Turquie la social-démocratie n'était jamais caractérisée comme un projet politique.²⁵⁹ La social-démocratie turque est écrasée toujours sous le mythe de 'modernisation du pays'. En Turquie les mouvements socialistes ne pouvaient pas enraceriner leur idéologie. Pour cela, la crise de la social-démocratie apparaît comme structurelle. Tout d'abord, comme la Turquie est un pays en voie de développement qui ne pouvait pas encore terminer son industrialisation, les classes laborieuses (ouvrière, paysanne, artisanne, petites exploitations) ne possédaient pas la conscience organisationnelle. La polarisation des classes n'est pas aigue. On n'a pas encore liquidé le système féodal. D'ailleurs le syndicalisme et l'organisation structurelle des masses, ne sont pas développés justement.

Quand on examinait les fondements de la social-démocratie en Turquie, on aperçoit toujours une articulation avec les principes du kémalisme. On rencontre avec le kémalisme comme un destin inévitable. Selon W. Brandt, la particularité de la social-démocratie est son caractère renouvelable. Mais en Turquie, la social-démocratie ne pouvait jamais s'échapper du kémalisme. Aux années 60, on témoignait aussi le kémalisme articulé aux mouvements socialistes ou sociaux-démocrates. D'abord, par l'influence de la conjoncture mondiale, le problème principal était le développement du pays (héritage du mythe 'niveaux des pays modernes). Puis par les tendances socialistes, l'anti-impérialisme (caractéristiques du kémalisme) devenait un but essentiel. L'arrière plan de l'idéologie social-démocrate réalisait sur ces fondements. Alors les principes fondamentaux de la social-démocratie universelle comme la liberté, la solidarité sociale, la préférence aux parties travailleuses, la redistribution des richesses, la démocratie ou la paix, ne pouvaient jamais obtenir l'attention publique. Le manque d'une approche de classes empêchait la social-démocratie de se définir comme un mouvement de la classe ouvrière. Alors elle essayait de se définir par ses contraires. Le kémalisme apparaît comme une référence principale pour décrire ces contraires. Pour se défendre contre l'anti-communisme, tous les mouvements de gauche se référaient au kémalisme d'une part ou d'autre. La social-démocratie et le kémalisme s'évaluaient ensemble en Turquie. Mais il faut rappeler que le nationalisme assimilationniste du kémalisme était une idéologie officielle pour la république. Et avant tout la Turquie kémaliste était républicaine et pas démocratique. Mais comment l'idéologie

²⁵⁹ N. Toker, 'Türk sosyal demokrasisi', 24/3/2007, Birgün kitap eki, sayı 35.

social-démocrate pourrait s'évoluer avec un kéralisme à caractère nationaliste ou anti-démocrate. D'ailleurs la structure amorphe du kéralisme assurait sa pénétration dans tous les mouvements politiques en Turquie, sauf l'islamisme radical. Donc il faut d'abord que la social-démocratie se rende pure de kéralisme. Il faut régler les comptes avec le passé et son héritage.

Le problème de la social-démocratie turque n'apparaît pas seulement idéologique. Il y a aussi des problèmes structurels. Il est évident que la social-démocratie turque ne pouvait pas compléter son évolution dès les années 70. Le réformisme ne pouvait pas développer des projets politiques pour les classes sociales, entraînant d'évoluer. Les insuffisances des infrastructures théoriques et idéologiques ajoutées aux relations syndicales négligées, résultaient le manque des liens organiques des partis sociaux-démocrates avec les classes prolétaires. Il faut le soutien direct des syndicaux par une *structure directe* avec quelques partis 'sociaux-démocrates', comme les exemples de LP ou de SAP. En plus on ne témoigne pas à la démocratie interne au sein des organisations des partis sociaux-démocrates. Alors les masses restent en dehors de la participation politique. La social-démocratie en Turquie n'a pas pu échapper de l'étatisme bureaucratique et centriste. De toute façon, selon les exemples des partis européens, pour construire une social-démocratie propre aux valeurs universelles, il faut d'abord un programme idéologique, puis il faut collecter des membres en qualité, il faut serrer étroitement les liaisons avec les syndicaux et les organisations de société civile, et il faut une démocratie pure à l'intérieure du parti.

Il faut rappeler que le renouvellement était toujours important pour l'idéologie sociale-démocrate universelle. Mais en Turquie, la social-démocratie ne peut pas se renouveler. La culture politique dite 'progressiste' de la Turquie est liée aux anciennes valeurs traditionnelles. A cause de cela, la social-démocratie n'a pas encore complété sa confrontation idéologique. Depuis les années 90, CHP, DSP et SHP essayaient de décomposer le kéralisme et la social-démocratie. Peut-être il n'y a pas un kéralisme total, mais '6 flèches' avaient déjà pénétré dans la social-démocratie turque sous le nom de laïcisme ou l'étatisme. Malgré T. Parla proposait que *le kéralisme fût surpassé*²⁶⁰, en réalité le kéralisme reste toujours dans la culture politique de la Turquie. Au lieu d'essayer de localiser la social-démocratie, il faut qu'on respect aux valeurs

²⁶⁰ 'Sol', p. 626.

universelles. Pour cela, il faut une éducation intellectuelle de la société. Il faut laisser tomber l'idéologie de '*sauver l'état*'.

La social-démocratie universelle continue à évoluer. Avec la mondialisation qui augmente les inégalités et la pauvreté au sein des sociétés, les politiques néo-libérales se rapprochent vers la social-démocratie. Dans plusieurs pays, les principes de la social-démocratie sont devenus des principes constitutionnels. Mais les sociétés continuent à perdre leurs aisances. Alors il est évident que le monde a encore besoin de la social-démocratie. L'Internationale Socialiste, en critiquant les désavantages de la mondialisation et son système économique néo-libéral, proposait en 1996 une nouvelle collaboration pour le bonheur des sociétés: contrôler la mondialisation néo-libérale et la redistribution des richesses, protéger les droits humanitaires contre les politiques des puissances financières, la protection de l'environnement, l'égalité entre homme-femme, la lutte contre le racisme, l'égalité des cultures, etc.²⁶¹

La social-démocratie turque doit aussi appliquer ces propositions. En se rapprochant des valeurs universelles, on peut parler d'une social-démocratie délivrée du kéralisme. Le cas turc composé d'un mélange d'idéologie pour collecter les votes de toutes les branches sociales, ne deviendra pas à une social-démocratie propre à soi-même. La social-démocratie dominée par le kéralisme et le laïcisme risque de ne pas pouvoir toucher les mouvements ouvriers parce qu'elle risque potentiellement de glisser vers nationalisme de plus en plus exacerbé, comme c'est le cas aujourd'hui.²⁶²

²⁶¹ 'Sol', p. 253.

²⁶² Toker, 24/3/2007, Birgün, sayı 35.

Bibliographie.

Ouvrages généraux.

- “Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce-Sol”, cilt 8, İletişim Yayınları, 2007
- “Sosyalizm ve Toplumsal mücadele Ansiklopedisi”, cilt 6-7, İletişim Yayınları, 1988
- Adnan Mahiroğulları, “Cumhuriyetten günümüze Türkiye’de işçi sendikacılığı”, Kitabevi, 2005
- Ahmet Makal, “Ameleden işçiye”, İletişim Yayınları, 2007
- Ahmet Makal, “Türkiye’de çok partili dönemde çalışmaları: 1946-1963”, İmge Kitabevi, 2002
- Ahmet Makal, “Türkiye’de tek partili dönemde çalışma ilişkileri: 1920-1946”, İmge Kitabevi, 1999
- Alain Bergounioux-Bernard Manin, “La social-démocratie ou le compromis”, PUF, 1979
- Alpaslan Işıklı, “Sendikacılık ve siyaset”, İmge Kitabevi, 2005
- Artun Ünsal, “Türkiye İşçi Partisi (1961-1971)”, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2002
- Bülent Ecevit, “Ortanın Solu”, Kim Yayınları, 1966
- Bülent Ecevit, “Atatürk ve Devrimcilik”, Tekin Yayınevi, 1970
- Cemal Hekimoğlu, “Türkiye’de sosyalizmin iktidar arayışı”, Gelenek, 2000
- Christian Delacampagne, “La philosophie politique aujourd’hui”, Editions de Seuil, 2000
- Feroz, Ahmad, “Modern Türkiye’nin Oluşumu”, Sarmal Yayınları, 1995
- Fikret Kök, “Değişim, küreselleşme ve sosyal demokrasi”, SODEV, 1998
- Gerassimos Moschonas, “La social-démocratie de 1945 a nos jours”, Montchrestien, 1994
- Guillaume Sainteny, “Les Verts”, PUF, 1991
- Haluk Özdalga, “Çağdaş Sosyal Demokrasinin Oluşumu – İşveç ve Alman Sosyal Demokratları”, Hil Yayın, 1984
- Hasan Bülent Kahraman, “Türkiye ve partileri – Sosyal demokrasi”, İmge Yayınevi, 1993
- Irvin C. Schick-E. Ahmet Tonak, “Geçiş sürecinde Türkiye”, Belge Yayınları, 2005
- İdris Küçükömer, “ ‘Batılma’ Düzenin yabancılaşması”, Bağlam Yayıncılık, 2006

- İlhan Akdere-Zeynep Karadeniz, “Türkiye Solu’nun eleştirel tarihi-1”, Evrensel Basın Yayın, 1994
- İsmail Cem, “Soldaki arayış”, Can Yayınları, 2000
- İsmail Cem, “Sosyal Demokrasi ya da Demokratik Sosyalizm Nedir, Ne Değildir?”, Can Yayınları, 2005
- Jacques Droz, “Le socialisme démocratique 1864-1960”, Armand Colin, 1966
- Jean Touchard, “Histoire des idées politiques-du XVIIIe siècle a nos jours”, tome 2, PUF, 2005
- Jean-Jacques Raynal, “Histoire des grands courants de la pensée politique”, Hachette, 1999
- Maurice Duverger, “Les partis politiques”, Librairie Armand Colin, 1976
- Maurice Duverger, “Siyasal rejimler”, Sosyal Yayınlar, 1986
- Mehmet Ali Aybar, “Bağımsızlık, Demokrasi, Sosyalizm”, Gerçek Yayınevi, 1968
- Mete Tunçay, “Türkiye’de Sol Akımlar”, SBF Yayınları, 1967
- Monica Charlot, “Institutions et forces politiques du Royaume-Uni”, Mason/Armand Colin, 1995
- Monica Charlot, “Le pouvoir politique en Grande-Bretagne”, PUF, 1990
- Noelline Castagnez-Riggiu, “Histoire des idées socialistes”, Editions La Découverte, 1997
- Patrick de Laubier, “La politique sociale dans les sociétés industrielles 1800 a nos jours”, Economica, 1984
- Stefanos Yerasimos, “Azgelişmişlik sürecinde Türkiye”, cilt 3, Belge Yayınları, 2005
- Taha Parla, “Türkiye’de anayasalar”, İletişim Yayınları, 1991

Autres sources.

- Déclaration de Paris, Internationale Socialiste, 1999
- Discours de M. Kemal, İzmir İktisat Kongresi Açılış Konuşması, 1923
- Programme de CHP, 1976
- Programme de DSP, 1986

- Programme de TİP, 1961
- Programme de TİP, 1964
- Règlement de SHP, 2002
- “Yön Bildirisi”, Yön, no.1, 1961

Périodiques et Articles.

- “12 eylül’le 20 yıl”, Radikal, 12/9/2000
- İpekçi, “İnönü ile mülakat”, Milliyet, 8 octobre 1965
- Ünsal, “Türkiye’de kent ve köy emekçilerinin bilinçlenme sorunu”, Ant, no.6 Octobre 1970
- Ecevit, “Özgür İnsan Kimdir? ”, Özgür İnsan, no.1 juin 1972
- Ecevit, “Aydın ve Halk”, Özgür İnsan, no.2 juillet 1972
- Ecevit, “Ordu ve Siyaset”, Özgür İnsan, no.11 Avril 1973
- “Darbenin bilançosu”, Cumhuriyet, 12/9/2000
- Avcıoğlu, “Kemer Sıkılım”, Yön, no. 1, 1961
- Avcıoğlu, “Sosyalizm Anlayışımız”, Yön, no.36, 1962
- Avcıoğlu, “Asıl Muhalefet Şimdi Başlıyor”, Yön, no. 99, 1965
- Avcıoğlu, “Azgelişmiş Ülkelerde Antiemperyalist Mücadele... Halkçı, Devletçi, Devrimci ve Milliyetçi Kalkınma Yolu”, Yön, no.111, 1965
- Baykal, “Bürokratik Devrimciliğin Çıkmazı”, Özgür İnsan, no.2 juillet 1972
- N. Toker, “Türk sosyal demokrasisi”, 24/3/2007, Birgün kitap eki, sayı 35
- O. Silier, “TİP ve İşçi Sınıfı Partisi”, Ant, Ekim 1970,(p.13-43), p.18
- “SODEP’i ve eski SHP’yi rahmetle anarken”, T. Bora, 24/3/2007, Birgün kitap eki, sayı 35
- Y. Gülöksüz, “Köykent Önerisi Üzerine Düşünceler”, Özgür İnsan, no.19 juillet 1974